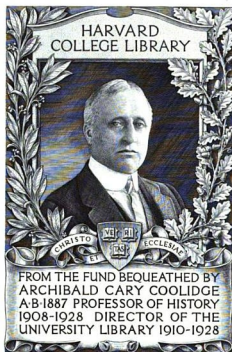


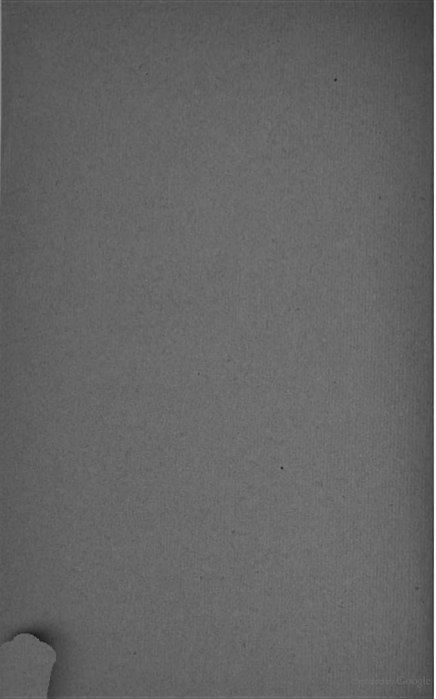
Ablon-sur-Se...

Pierre Bonnin
(abbé.)



222

85



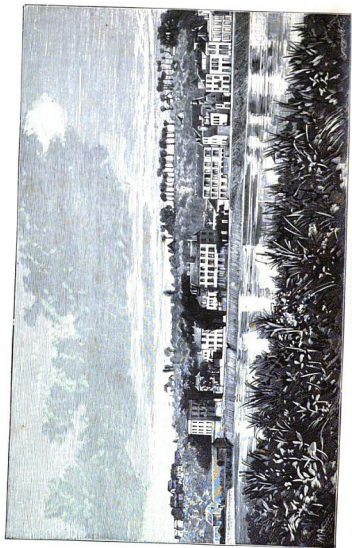
ABLON-SUR-SEINE.

*L'auteur déclare réserver ses droits de traduction
et de reproduction.*

VOLUME DÉPOSÉ AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.
(Section de la Librairie)

TIRAGE A 500 EXEMPLAIRES.

POITIERS. — TYPOGRAPHIE OUDIN ET C^{ie}.



AMLAIN-SUR-SEINE.

ABLON-SUR-SEINE //

RECHERCHES HISTORIQUES

PAR

L'ABBÉ PIERRE BONNIN

CURÉ D'ABLON.

Eaux-fortes de M. PAUL GILLARD.

Dessins de M. MONTADER.

Plan général d'Ablon-sur-Seine 1604-1693.



PARIS

LECÈNE, SOUDIN ET C^{ie}, ÉDITEURS

17, RUE BONAPARTE, 17

—
1890

✓ Fr 7011.16



Cool



PRÉFACE.

A l'exemple des peuples heureux, Ablon semble ne pas avoir d'histoire. Coquettement placé sur la rive gauche de la Seine, on dirait qu'il a regardé avec la même insouciance passer les flots du fleuve et les orages de la vie politique.

Pourquoi le nom d'Ablon ne figure-t-il que bien tard dans les annales de la France ? Cet isolement s'explique en voyant Ablon rester jusqu'en 1790 un petit hameau d'Athis. Assurément sans calcul, Ablon a prêté loyalement son concours à Athis pour soutenir les luttes du pays ; mais le plus grand a dû garder la gloire pour son nom sans parler du plus petit, conformément à ce vieil adage : Pars major trahit ad se minorem.

Dans la mêlée, le simple soldat suit son capitaine, se précipite comme lui au-devant du danger ; mais, à l'heure de la victoire, le général seul cueille les lauriers. Telle fut la destinée d'Ablon, qui a toujours marché confondu et ignoré dans la foule.

Si modeste que soit son passé, nous tenterons de le faire revivre dans cette courte notice ; trop heureux si, malgré des recherches souvent infructueuses, nous pouvons intéresser nos

chers Ablonais, les seuls lecteurs assurés et courageux qui oseront parcourir ces pages que nous leur dédions.

Cette monographie, c'est leur histoire ; et, peut-être, ce travail bien incomplet sera un jalon pour un chercheur plus érudit.

Au désir de bien faire, l'historien doit joindre le talent d'enchaîner les faits. Hélas ! nous ne possédons que la première de ces qualités, la bonne volonté, seul mérite qui nous donne le droit de compter sur la bienveillante et large indulgence du lecteur.

Ablon, le 10 mai 1890.





ABLON-SUR-SEINE

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES D'ABLON.

Le dragage exécuté en 1863 pour la construction du barrage et de l'écluse d'Ablon a mis au jour des armes en silex taillé ou poli et des poteries grossières qui proclament hautement que, dès les temps les plus reculés, l'homme a foulé notre sol.

Une partie de ces épaves des époques gallo-romaine et mérovingienne, conservée à la Mairie d'Ablon, en a disparu pendant la guerre de 1870 ; mais leur souvenir reste dans la mémoire des habitants d'Ablon comme une preuve indiscutable de cette haute antiquité.

Trois peuples ont occupé la contrée de Seine-et-Oise : les Veliocasses au Nord-Ouest ; les Parisii au Nord-Est et les Carnutes au Sud.

Les deux derniers résistèrent énergiquement à l'invasion romaine et furent vaincus : les Parisii près de Paris, par Labiénus, et les Carnutes, avec la plupart des peuples gaulois, dans la

Bourgogne, en l'an 52 avant Jésus-Christ, à Alise, où Vercingétorix soutint un siège célèbre contre César. Dans ses Commentaires, César cite des marécages environnant Paris. Seraient-ce les marécages d'Ablon, d'Athis et de Juvisy ?

Aucune ville importante des environs de Paris ne peut se flatter de remonter à cette période reculée, si ce n'est peut-être Pontoise ; et notre Ablon, s'il existait en tant que pays, ne devait être habité que par quelques pêcheurs vivant au milieu des bois et des marécages.

Sous les rois Mérovingiens, la contrée où se trouve aujourd'hui Ablon fut partagée, jusqu'en 752, entre les royaumes de Paris et d'Orléans, dont la limite, assez incertaine, passait, suivant la tradition, par le pont Godot, près Viry-Châtillon.

Après la mort de Charlemagne, en 814, tout le bassin de la Seine fut horriblement ravagé par les Normands, et, en 911, la ville d'Etampes fut ruinée par Rollon, leur chef.

Notre contrée eut à se ressentir des invasions de ces terribles pirates qui, vers la même époque, dévastaient Mantes et Meulan et les villes de la Haute-Seine, et dont le passage à Ablon reste démontré par les découvertes d'armes faites lors de la construction de l'écluse.

En 1245, sous Louis IX, le territoire de Seine-et-Oise appartenait presque tout entier à la Couronne.

Il se divisait en cinq régions : le Parisis, capitale Paris, dont relevait Ablon ; le Mantois, capitale Mantes ; le Vexin, capitale Pontoise ; le Hurepoix, capitale Dourdan ; la Brie, capitale Brie-Comte-Robert ; et, au point de vue ecclésiastique, ces pays relevaient presque tous du diocèse de Paris.

Deux communes de France portent le nom d'Ablon : *Ablon-*

sur-Seine, à 15 kilomètres sud de Paris et à 16 kilomètres nord de Corbeil et Ablon dans le Calvados, commune de 500 habitants, de l'arrondissement de Pont-l'Évêque et du canton de Honfleur.

Les plus vieux titres latins qui parlent d'Ablon-sur-Seine sont du treizième siècle et l'écrivent : *Abluvium*, *Ablonium*, *Ablunum*, *Ablun*, d'où on a fait par corruption *Ablon*.

Le mot français « alluvion », formé du latin *ad-luo*, je lave, et qui indique l'accroissement de terrain produit par les eaux qui se retirent ou changent de cours, marque très exactement le site d'Ablon, formé par le déplacement lent et graduel des eaux déposant un limon ; et, dans l'exploitation actuelle des carrières de sable, on voit parfaitement ces différentes couches de terrain.

Quelques amateurs d'étymologie font venir Ablon du mot français : *able*, *ablette* ; mais le mot latin *alburnus* ne semble pas autoriser cette dérivation fantaisiste, aucun rapprochement ne pouvant exister entre ces deux mots : *Alburnus* et *Ablon*.

Nous ne faisons que mentionner cette dernière étymologie pour ne pas froisser les nombreux pêcheurs qui, reprenant les traditions de leurs ancêtres, viennent, dans la belle saison, se distraire sur nos rives, et prétendent que l'ablette, ce petit poisson aux écailles argentées, affectionne notre rivage et lui a donné son nom.



ARMOIRIES

DES SEIGNEURS D'ABLON-SUR-SEINE.

ARMOIRIES DES SEIGNEURS D'ABLON-SUR-SEINE.



LE BOUCHER.



PACY.



DICY.



DICY-BUREAU.



ALLEGRIIN.



AGNÈS SOREL.



DE DOUZONVILLE.

ARMOIRIES DES SEIGNEURS D'ABLON-SUR-SEINE.



MARC DE SENASME.



GRASSIN.



DE LAUBÉРАН.



DE MOROGUES.



CLAUDE LE PELLETIER.



DE SÉGUR.



CHAPITRE SECOND

SEIGNEURIE ET FIEF D'ABLON.

DISTINCTION ENTRE LA SEIGNEURIE ET LE FIEF.

LA terre d'Ablon paraît avoir été érigée en seigneurie dans le courant du ^{xiii}^e siècle.

Au début, le titre de seigneur comportait non seulement la propriété de la terre et généralement du château où le seigneur avait son habitation, mais encore certains droits attachés à cette dignité à titre de fief.

Dans la suite des temps, le titulaire fut souvent amené, par besoin d'argent, ou par d'autres causes, à se dessaisir d'une partie des droits qui lui appartenaient, soit à titre temporaire, ou à titre définitif, au profit de tiers, nobles ou non, qui devenaient ainsi propriétaires de la totalité ou d'une partie des bénéfices attachés au fief.

§ I. — *Les Seigneurs d'Ablon.*

Le cartulaire de Sainte-Geneviève de Paris parle d'un chevalier nommé Pierre de Petitpont qui, au ^{xiii}^e siècle, avait fait don à cette abbaye de deux muids de vin à prendre dans ses vignes d'Ablun.

Ce cru d'Ablon, d'après une mention de l'historien du diocèse de Paris, l'abbé Leboëuf, était aussi renommé et aussi abondant que le cru de Mons qui, au x^e siècle, passait pour le meilleur de la contrée.

Le vin d'Ablon et de Mons avait les honneurs de la table royale puisque le roi Robert-le-Pieux (996-1031), dans l'énumération des biens que Hugues-Capet, son père, et lui, donnent à l'abbaye de Saint-Magloire, dit que : « *ses vignes d'Ablon et de Mons étaient fertiles.* »

L'abbaye de Saint-Magloire, de l'ordre de Saint-Benoît, fut fondée en 975 par Hugues-Capet, Maire du Palais et Duc de France. Primitivement, située dans la rue Saint-Denis, cette abbaye devint la propriété des filles Pénitentes, lorsque la reine Catherine de Médicis installa les moines de Saint-Magloire dans l'Hôpital Saint-Jacques du Haut-Pas. La Bulle du Pape Grégoire XIII, qui permet ce changement, est datée du 1^{er} mars 1580.

Plus tard, Louis VII le Jeune (1137-1180), renouvelant la donation de ses ancêtres à ce monastère, fait la même mention.

Le cartulaire du Monastère de Longpont cite, au xii^e siècle, pendant l'époque de la construction de cette magnifique église, dont la première pierre fut posée en 1031 par le roi Robert-le-Pieux, un nommé Herbert d'Ablun et sa femme Hodérarde d'Ablun, qui, voulant offrir leur aumône à cette occasion, déposent sur l'autel un acte par lequel ils « donnaient chaque année un *quosterch* de vin à prendre dans leur vigne située dans la Tournelle, terre Saint-Nicolas de Juvisy. » Le *quost* était un panier servant de mesure. Vingt-deux *quostes* formaient un muid.

Le qualificatif ajouté à leur nom indiquait-il seulement le lieu où ils habitaient ou devons-nous voir en eux les premiers châteaux de ce pays dont les noms soient parvenus jusqu'à nous ?... Nous ne pouvons que soumettre la question à nos lecteurs, en faisant remarquer qu'après les guerres des ^{x^e} et ^{xi^e} siècles et longtemps après encore, l'adjonction d'un nom de localité à un nom d'homme n'indiquait aucune prétention aux titres de noblesse, mais avait simplement pour but de distinguer celui qui le portait d'autres membres d'une même famille.

Le premier seigneur d'Ablon pouvant prétendre à ce titre fut le chevalier Pierre de Petitpont, l'un des bienfaiteurs de l'église Sainte-Geneviève de Paris, dont les biens et notamment les vignes, après sa mort, passent à son neveu, Philippe de Petitpont, également chevalier, et à sa nièce Aveline, épouse de Hugues de Beaumont. En 1190, le cartulaire de Sainte-Geneviève mentionne que ces vignes de Pierre de Petitpont furent données aux chanoines de l'église Saint-Victor de Paris et aux moines des Vaux de Cernay, près de Chevreuse, qui promirent, devant Maurice de Sully, évêque de Paris de 1160 à 1190, de remplir les charges imposées par ce legs.

Pierre de Petitpont, étant revêtu du titre glorieux de chevalier, notons en passant l'importance que l'on attachait alors à ce titre qui primait par sa dignité celui de seigneur, et que possédèrent presque tous les *seigneurs d'Ablon*.

Nous voyons en effet le roi Charles VII le donner à Jeanne d'Arc, comme suprême récompense pour ses nobles actions et l'en revêtir dans la cathédrale de Reims où il allait être lui-même couronné.

Pour être armé chevalier, il fallait passer par de longues et

pénibles épreuves. On s'initiait, comme page, à l'art de la guerre en se livrant à tous les exercices du corps capables de développer les forces et l'adresse, et en apprenant le maniement des armes.

Rompu à ces durs exercices, le page recevait une épée et prenait alors le titre d'écuyer, second degré dans cette hiérarchie militaire. Dans cette nouvelle qualité, l'écuyer continuait de mener une vie active, perfectionnant ses connaissances militaires sous la conduite d'un chevalier auquel il était attaché et qu'il suivait à la guerre, où il devait l'assister en toutes façons, et même, au besoin, protéger ce supérieur contre les coups de l'ennemi.

A partir de vingt et un ans, l'écuyer pouvait être armé chevalier après une imposante cérémonie où on le revêtait de sa nouvelle armure, en lui confiant l'épée, caractéristique de sa dignité.

D'après la *Coutume de Paris*, à laquelle obéissaient les seigneurs d'Ablon, seuls, les chevaliers avaient le droit de chausser l'éperon d'or, d'élever des *tours* armées de créneaux, d'entourer leurs châteaux de fossés et de placer une *girouette carrée* au-dessus de leur manoir.

Aussi retrouvons-nous encore une tour, dernier vestige du château d'Ablon qui, au début de sa construction, en comprenait quatre, nous disent les historiens et la tradition locale encore vivace.

Cette tour était dominée par une immense girouette remplacée plus tard par un bonhomme : « *Le petit bonhomme d'Ablon* ».

L'ordre de la chevalerie se subdivisait en deux branches : les chevaliers *bacheliers* qui avaient une bannière divisée en deux flammes, et les chevaliers *bannerets*, possédant une bannière car-

rée. Ces derniers seuls pouvaient devenir barons, comtes, marquis, ducs; et les chevaliers d'Ablon, appartenant à la famille des Douzonville, étaient de cet ordre, comme le prouve une pierre tombale datant de 1458 et conservée dans l'église d'Ablon. Ce monument porte en effet le casque du chevalier avec l'*écu penché du banneret*.

En 1258, un Mémoire de Messieurs du Chapitre de Paris parle d'une femme nommée Agnès, qui prenait le titre de *dame d'Ablon*.

Un fragment de son sceau ogival est aux Archives, numéro : S : 2082 et porte : *Sigillum Agnetis, Domine de Ablone*.

Ce même mémoire relate en 1310, un nommé Jacques de Pacy, seigneur de Villemiriaux, était *seigneur* et possesseur d'un château à Ablon.

Nous parlerons dans un autre chapitre de ce châtel d'Ablon-sur-Seine.

Quant à Jacques de Pacy, il était frère de Jean de Pacy, seigneur de Bon-sur-Marne qui, de concert avec lui, fit édifier dans l'église Saint-Gervais de Paris une chapelle destinée à la sépulture de leur famille ; pour son entretien il créa une rente perpétuelle de 100 sols parisis, ainsi que le constate un traité passé avec les marguilliers de cette église le 21 mai 1349. Un fragment des Comptes de la ville de Paris mentionne que Jean de Pacy prêta de l'argent à la ville sous le roi Jean II le Bon (1350-1364).

En 1380, Jeanne, fille de Jean de Pacy, épousa Pierre des Essarts. Elle mourut en 1392 et fut inhumée dans la chapelle dont son père et son oncle Jacques étaient les fondateurs.

Selon l'abbé Lebœuf, un membre de cette famille, Nicolas de

Pacy, avait fondé, en 1325, par son testament, un titre de rente pour subvenir à l'installation d'un chapelain dans l'église Saint-Gervais de Paris.

Le plus ancien des Pacy serait Magister Simon de Passiaco qui, avec Osmond, son frère, avait établi, en 1148 « deux prêtres à l'église Saint-Denis du Pas ». (*L'abbé Lebœuf.*)

L'histoire de la *Banlieue de Paris* (Lebœuf) mentionne qu'en 1667 « Christine de Heurles, veuve de Claude Chahu, seigneur de Pacy, sollicite de Monseigneur de Péréfixe, archevêque de Paris, l'érection d'une cure sur sa terre ».

Ce nom d'Heurle ou de Heurles se retrouvant souvent, depuis quelques années, dans les Etats Civils d'Ablon, nous avons tenu à relever ce fait.

En 1356, Jean le Boucher, relevant de la Prévôté de Montlhéry, prend le titre de seigneur d'Ablon. Toutefois, il ne possède qu'une partie de cette seigneurie, l'autre ayant comme maître le Chapitre de Paris.

Jean le Boucher contribua, avec les autres seigneurs de la contrée de Montlhéry, à la rançon du roi Jean II le Bon, vaincu et fait prisonnier dans la vaste plaine de Maupertuis, à 15 kilomètres de Poitiers, par le Prince Noir, qui l'avait emmené captif à Londres. Dans le compte-rendu de la rançon du roi Jean-le-Bon, Jean Le Boucher, figure, pour l'année 1070, comme fermier de l'imposition de Mons et d'Ablon, montant à « 8 sols parisis ».

En 1388, Jean de Dicy, dit Bureau (fils de Jean de Dicy, dit Moreau, capitaine de Corbeil, et de Marie de Pacy), écuyer d'honneur du roi Charles VI le Bien-Aimé (1380-1422), capitaine de la ville de Corbeil, possède le château d'Ablon et figure,

à ce titre, malgré son origine roturière, parmi les Seigneurs de ce pays. Il avait épousé Jeanne, châtelaine de Beauvais, dame de la Forest à laquelle Louis Dauphin, duc de Guyenne, passant à Corbeil en 1412, fit présent d'un *hanap* d'argent doré et couvert. Elle était la fille de Denis de Pacy, descendant de Jacques de Pacy, seigneur d'Ablon quarante ans auparavant.

Jean de Dicy, dit Bureau, fut l'un des conseillers que la reine Isabeau choisit avec 30 chevaliers et autant d'écuyers pour l'accompagner à l'entrevue qu'elle devait avoir avec Henri V, roi d'Angleterre, près de Meulan, le 30 mai 1419.

Enguerrand de Monstrelet, chroniqueur français, né en Flandre vers 1390, mort en 1453, raconte ainsi cette entrevue : « Auprès de la porte de Meulan, du côté de Pontoise, il y avait un pré bordé d'un côté par un étang. Ce pré fut entouré de pieux et de fossés jusqu'à la Seine ; la rivière elle-même avait été garnie de pieux fort rapprochés : aucun bateau ne pouvait passer. Cette enceinte fut divisée en trois parties : en la première, vers la ville, étaient les tentes du roi Charles VI, de la reine Isabeau et du duc de Bourgogne. D'un autre côté, en aval de la rivière, furent dressées les tentes du roi d'Angleterre et de ses deux frères, les ducs de Clarence et de Gloucester. Entre ces deux parties s'étendait un champ clos, entouré de fossés et fortifié de palissades, tellement fait qu'on n'y pouvait entrer que par trois lieux, et, à chaque entrée, il y avait bonnes barrières gardées chacune par 50 hommes armés. » Au milieu du clos était dressé le pavillon dans lequel devait se tenir la conférence. Deux tentes donnaient entrée à ce pavillon ; l'une portait : « la vermeille croix d'Angleterre, l'autre, la bannière de France. »

Charles VI partit de Pontoise, et Henri V, de Mantes ;

les Souverains avaient 2,000 hommes de troupes à leur suite.

Cette conférence n'eut aucun résultat puisque le siège de Meulan fut résolu.

Ce Jean de Dicy, que nous retrouvons encore comme Conseiller et Réformateur établi par le roi, le 2 novembre 1376, au diocèse de Rouen et d'Evreux, prenait, en outre, le titre de seigneur de Misery (écart de la commune de Vert-le-Petit), de Luzarches et de Vaux-sur-Essonnes. C'était un aventurier, à l'esprit remuant et prétentieux, se croyant capable de tenir aussi habilement la plume que l'épée. Il fut magistrat, guerrier, négociant en vins, et mourut assassiné en 1421 par Hélyon de Jacquerville, gentilhomme de la vénerie, un des capitaines de l'armée du duc de Bourgogne, Jean-sans-Peur, et, en 1417, capitaine, gouverneur de la ville d'Etampes.

Voulant faire un jeu d'esprit sur son nom et son métier, Jean de Dicy dit Bureau, avait mis pour armes dans son blason: *trois burettes*. — (*Grands Ecuyers de France par le P. Anselme, Augustin Déchaussé, 1733. Tome 8.*)

En 1422, Pierre de Dicy, frère aîné de Jean de Dicy, prend le titre de seigneur d'Ablon. Il figure à la Cour du roi Charles VI avec les titres de Grand-Maitre de l'Ecurie du Roi, Grand Ecuyer de France, titres qu'il obtint par lettres du Roi le 23 juin 1413.

Le chapitre de la Cathédrale de Paris, qui, depuis 1356, était possesseur d'une partie de la seigneurie d'Ablon, fit, le 13 septembre 1417, l'acquisition du surplus afin de réunir la totalité des droits et privilèges attachés à cette terre. Cette vente fut faite par Guillaume d'Estouteville, seigneur de Torey, Blainville, Beynes et grand-maitre des Eaux et Forêts de France en 1415.

En 1433, Simon Allegrin, l'un des nombreux descendants de Jean Allegrin, chancelier de France en 1240, prend le titre de seigneur d'Ablon. Simon Allegrin, second fils de Simon, sieur du Coudray, épousa Marie Duprat, puis Marguerite de Canteleu et eut pour enfants :

1° Jean Allegrin, mort sans héritiers en Italie ;

2° Michel Allegrin, chanoine et vicaire de Bayeux ;

3° *Guillaume Allegrin*, le seul qui prend après son père le titre de *seigneur d'Ablon*. Il épousa une demoiselle de la Bretonnerie et eut trois enfants. Les Registres de l'Archevêché de Paris de 1479 lui donnent en outre le titre de seigneur du Coudray.

4° Jeanne Allegrin, épouse de Jean Gratian, seigneur de Fontenay, puis de Girard, seigneur du même lieu.

Le nom d'Allegrin se fait connaître pour la première fois dans notre histoire nationale en 1214, à la bataille de Bouvines, où Jean Allegrin, par sa vaillante conduite, contribue à la victoire de Philippe-Auguste sur l'empereur Othon IV et ses alliés. En récompense, le roi l'anoblit, et donne pour lui et sa famille un droit de sépulture dans une chapelle de l'église Saint-Gervais.

Dans sa liste des Chanceliers depuis Clovis jusqu'à Louis XIV, publiée en 1680, Duchesne cite un Allegrin, chancelier sous Charles VII le Victorieux (1422-1461.)

Les Allegrin qui vinrent à Ablon-sur-Seine étaient de la province de Paris, et, comme le fait remarquer François Duchesne, il ne faut pas les confondre avec les *Algrin* du pays d'Artois.

La famille d'Allegrin portait :

Palé de gueules et d'argent à la croix ancrée d'argent et de

gueules de l'un en l'autre. — (Recherches. — Bibliothèque nationale.)

Dans le langage héraldique, les *gueules* expriment la couleur rouge. En langue turque, *ghiul*, signifie la rose. L'*argent* est l'emblème de l'innocence, de la beauté et de la franchise.

Après l'*or*, dénotant la richesse, la générosité, l'amour, on comptait six couleurs : *gueules* (rouge), l'*azur*, (bleu), le *sino-ple* (vert), le *sable* (noir), le *pourpre* (violet) et l'*orange*.

C'est le peuple anglais qui a adopté cette dernière couleur, *orange*, représentée dans les écussons non coloriés par un croisé de lignes verticales et de lignes diagonales.

Le blason a commencé à être en usage vers le XI^e siècle.

Les chevaliers qui devaient se trouver aux tournois prirent, pour se distinguer, diverses marques qu'ils portèrent sur leurs boucliers et cottes d'armes et qui furent nommées, par cette raison, armes ou armoiries.

Après les Allegrin, en 1440, nous devons mettre au même rang que les seigneurs d'Ablon, en nous appuyant sur l'autorité de l'historien de Corbeil, Delabarre, une femme célèbre, Agnès Sorel ou Surel, qui aimait à prendre le titre de *dame d'Ablon*. Cette favorite célèbre, surnommée la Dame de Beauté, exerça une grande influence sur le roi Charles VII et le fit sortir du honteux repos dans lequel il languissait pendant que les Anglais s'emparaient de ses États.

Le roi, la comblant de ses présents, lui avait donné le château de Beauté, près de Saint-Maur, sur les bords de la Marne, d'où elle prit son nom de dame de Beauté. On sait qu'insultée par le Dauphin, depuis Louis XI, elle alla vivre à Loches où Charles VII lui avait fait bâtir un château. Se rendant à Jumièges

en 1439, pour y trouver le roi qui faisait le siège de Gaudebec, elle y mourut le 11 février vers six heures de l'après-midi, empoisonnée, dit-on, par le Dauphin. Charles VII lui fit élever un tombeau dans l'église de Jumièges, où son cœur fut déposé; le corps fut inhumé à Loches dans l'église collégiale de Notre-Dame.

Par allusion à son nom, Agnès Sorel portait dans ses armes :
un sureau d'or.

Au milieu du xv^e siècle, vers 1446, le titre de seigneur d'Ablon était entre les mains de la famille des Douzonville.

Mathurin de Douzonville et Jean de Douzonville portent tous les deux ce titre.

L'écuyer, Philippe de Douzonville, mort le huitième jour de mars, en 1458, n'obtint pas le titre de seigneur d'Ablon. Nous reproduisons ici l'inscription gravée sur sa pierre tombale :

CY GIST
NOBLE HÔME PHILIPPE, SEIGNEUR
DE DOUZONVILLE, ESCUYER,
QUI TRESPASSA AU CHATEL D'ABLON
L'HUITIÈME JOUR DE MARS
L'AN MIL CCCCLVIII
DONT DIEU AIT L'ÂME ET DE TOUS LES AUTRES.

F. de Guilhermy, dans ses *Inscriptions de la France*, cite, au tome IV, une partie seulement de l'inscription de cette pierre.

(Bibliothèque Sainte-Geneviève.)

Vers 1470, Jean de Douzonville, seigneur d'Ablon, fit de nom-

breux legs à l'église Saint-Gervais de Paris, pour la fondation de plusieurs chapelles et l'entretien de 8 chapelains.

Douzonville est un hameau de Manchecourt (Loiret).

En 1474, Marc de Senasme, que plusieurs chroniqueurs écrivent aussi Cenésme ou Cenasme, fit l'acquisition de la seigneurie d'Ablon des Douzonville, et ce favori du roi Louis XI (1461-1483) obtint par lettres du roi le titre de seigneur de ce pays.

D'après les Chroniques de Saint-Denis, le roi Louis XI logea deux fois à Ablon chez Marc de Senasme, l'élu de Paris : une première fois, au mois de novembre 1474 et une seconde fois en 1477. Dans ce second voyage, le roi Louis XI resta deux jours à Ablon en revenant de Tours, assurent les mêmes Chroniques.

La présence du roi Louis XI à Ablon s'explique facilement en pensant que le roi possédait le château de Savigny-sur-Orge où il vint plusieurs fois faire un long séjour. Les Chroniques de Saint-Denis parlent des lettres qu'il se fit expédier en cet endroit le 12 novembre 1475. (*Mercure de France*).

Selon une tradition populaire peu croyable, Charles VII aurait tenu enfermée quelque temps dans ce château de Savigny la dame d'Ablon, Agnès Sorel. On parle même d'une tour dans laquelle il la tenait prisonnière, n'y pénétrant lui-même qu'au moyen d'une échelle; cette tour existait encore en 1774 ou 1775; mais ce n'est là qu'une légende sans fondement dont nous repoussons la malignité; ce fait tient un peu trop du roman et trop peu d'historiens en affirment la réalité.

Marc de Senasme mourut le 23 mai 1518 et fut inhumé dans l'église de Luzarches dont il était également le seigneur. Sa veuve, Dauphine du Couderc ou Dancoudare, morte le 16 mai 1636, fut aussi inhumée dans l'église de Luzarches. Le monu-

ment élevé sur leur sépulture a été détruit en 1791. Sur la pierre qui les recouvrait, les défunts étaient représentés de grandeur naturelle et agenouillés. Le christ en croix occupait le centre. A la droite, Dauphine du Couderc, dont les armes étaient : *d'azur à la bande de Champagne, la bordure d'or au lion de gueules*, ayant à sa suite ses six filles.

A la gauche, Marc de Senasme ayant pour blason : *d'or au lion de gueules*, accompagné de ses sept garçons.

L'Épitaphier de l'Ile-de-France a conservé l'inscription de cette pierre :

« *Cy-dessous gist noble homme Marc de Cenesme, écuyer, en son vivant, seigneur de Luzarches et d'Ablon, qui trépassa le XXIII^e jour de May l'an mil cinq cent-dix-huit.*

« *Et demoiselle Dauphine du Couderc, en son vivant femme dudit Cenesme, qui trépassa le XVI^e jour de May de l'an mil cinq cent trente-six.*

« *Priez Dieu pour eux et pour ceux trépassés.*

Pater noster

(Manuscrits. — Bibliothèque nationale n° 8824, Tome IX.)

Une tapisserie représentait ce Seigneur revêtu de sa cotte de mailles.

A partir de 1518 jusqu'en 1527, deux des fils de Marc de Senasme prirent successivement le titre de seigneur d'Ablon : Jean de Senasme et Louis de Senasme.

Vers le milieu du xvi^e siècle, la seigneurie d'Ablon est possédée par Pierre Grassin, originaire de Sens, conseiller au Par-

lement de Paris en 1540 et époux de Marie Courtin, des parents de laquelle le nom se retrouve sur les registres de l'état-civil d'Ablon jusqu'en 1694. (*Archives, Mairie d'Ablon.*)

Pierre Grassin, par son testament fait le 16 octobre 1569, après avoir choisi sa sépulture dans l'église paroissiale de Saint-Séverin à Paris, fonda dans cette ville le collège des Grassin qui longtemps fut appelé le *Collège d'Ablon*. Ce collège était situé dans la rue des Amandiers, tenant d'un bout au Mont Sainte-Geneviève et de l'autre à la rue des Sept-Voyes, près du cimetière de Saint-Etienne du Mont. D'après un plan de Paris de 1531, une autre rue portant le nom des Amandiers existait dans le faubourg Saint-Antoine, et Gilles Corrozet, dans la nomenclature qu'il fait des rues de Paris à la même époque, cite la rue d'Ablon : *Rue neuve d'Aberon*, tenant d'un bout à la *Rue Maufetart*, de l'autre à la *Rue Saint-Victor*.

Cette rue d'*Aberon* ou d'*Ablon*, qui porte actuellement le nom de rue Neuve Saint-Médard, fut ouverte en 1540, dans l'ancien enclos du Chardonnet, cédé par l'Abbé et les Religieux de Sainte-Geneviève aux sieurs d'Abbiac et *René d'Ablon*, un fils de Pierre Grassin.

On sait que les Messieurs de Saint-Victor donnèrent au xviii^e siècle à ce quartier, qui avait besoin d'être érigé en paroisse, un champ rempli de *chardons*, afin d'y bâtir une église, dédiée à Saint-Nicolas et à laquelle l'usage donna le nom de Saint-Nicolas du Chardonnet.

Quant à l'église Saint-Séverin, dont Pierre Grassin fut un des plus généreux bienfaiteurs, les organistes n'ignorent pas que cette église fut une des premières de Paris où l'on vint entendre de *grandes orgues*. Selon la tradition la plus répandue, le premier

orgue aurait été envoyé en 757 à Pépin le Bref par l'empereur Constantin Copronyme et placé dans l'église Saint-Corneille à Compiègne. A Paris, sous le règne du roi Jean, les orgues n'étaient encore que de *petits buffets*, et, pour la première fois, nous voyons qu'en 1358, le lundi après l'Ascension, maître Renaud de Douy, gouverneur des Grandes Écoles de Paris, donne à l'église Saint-Séverin « *de bonnes et grandes orgues bien ordonnées.* »

Mais revenons à notre collège d'Ablon.

Pierre Grassin, seigneur d'Ablon, après avoir fait plusieurs legs pieux à l'église Saint-Séverin, veut et ordonne qu'il soit pris sur tout son bien la somme de trente mille livres tournois pour la fondation de son collège. La livre *tournois*, ancienne monnaie française, originairement fabriquée à Tours, valait vingt sous ; la livre parisienne valait vingt-cinq sous.

Il charge de l'exécution de cette volonté son frère, maître Thierry Grassin, avocat au Parlement, et Messire Antoine le Cirier, évêque d'Avranches, son oncle maternel. Il veut que son collège soit surtout un collège de pauvres, et il spécifie que la somme de trente mille livres sera employée « *pour y être fait exercice en l'étude et service divin.* »

Au cas où cette première somme ne suffirait pas, Pierre Grassin supplie son frère d'y joindre également son aumône. En outre, il mentionne que, dans le cas où son fils Pierre Grassin décéderait sans enfants, avant ou après son frère Thierry, une autre somme de soixante mille livres tournois sera ajoutée à la première pour être employée dans le même but. L'évêque d'Avranches est chargé de veiller à l'exécution de cette disposition. D'après les intentions du fondateur du collège, les élèves devaient

être choisis parmi les enfants pauvres de la ville de Sens et des environs, présentés par son frère et, après sa mort, par l'archevêque de Sens ; les comptes devaient être approuvés par l'archevêque ou par messieurs les gens du Roi de la ville de Sens.

Dans la fondation, le seigneur d'Ablon ne parle pas des enfants de son pays, et nous ne devons pas nous en étonner, car, à cette époque, la population d'Ablon était presque insignifiante. En 1709, elle ne comptait encore que 90 habitants.

Pierre Grassin, deuxième du nom, fils du précédent, augmente la fondation de son père. Il prit le titre de *seigneur d'Ablon* et de Pomponne, à 20 kilomètres de Meaux, et survécut peu de temps à son père, justifiant ainsi les craintes que celui-ci exprimait à son sujet dans son testament.

Le lundi 7 novembre 1569, moins d'un mois après son père, il fait un testament par lequel il ordonne et recommande que le testament de son père, Pierre Grassin, conseiller en la Cour, soit accompli de point en point. Il ajoute aux quatre-vingt-dix mille livres tournois laissées par son père un nouveau don de 1200 livres tournois.

Pierre Grassin, père, et Pierre Grassin fils morts, Thierry Grassin prit le titre de seigneur d'Ablon, et il figure sous ce nom dans le procès-verbal de la Coutume de Paris du 22 février 1580 « à la rédaction duquel maître Thierry Grassin, seigneur d'Ablon, se fit représenter par Olivier Mesnager, avocat en la cour du Parlement, son procureur. »

Il fit exécuter les pieuses intentions de son frère et de son neveu, et, dans un noble mouvement de générosité, le 26 avril 1571, ajouta 450 livres tournois aux fondations précédentes.

Le 1^{er} mai 1571, Thierry Grassin fait l'acquisition, dans la

rue des Amandiers, de trois maisons pour la somme de 7800 livres tournois, et, le 15 du même mois, d'une autre maison du prix de 4027 livres tournois pour augmenter les dépendances du collège d'Ablon.

Il donne non seulement ces maisons pour que « *le pays soit pourvu de gens doctes et pour la faveur des lettres* », mais cède encore au principal et aux boursiers du collège d'Ablon 2851 livres 12 sols 11 deniers de rente annuelle en 26 parts constituées sur l'hôtel-de-ville. L'acte est du 15 février 1578.

Jacques du Breuil, *parisien, religieux de Saint-Germain des Prez*, dans son ouvrage de 1612 sur les *Antiquitez* de Paris, détaille comme il suit, page 748, livre second, le traitement des membres du collège d'Ablon :

« Lequel M. Thierry Grassin, n'ayant rien épargné aux frais
« de la construction du collège, y adjoustant de ses biens, il
« l'aurait doté de revenu compétant, y ayant ordonné un prin-
« cipal, un chapellain, six grands boursiers, estudians en la
« faculté de théologie, douze petits boursiers estudians en huma-
« nité et philosophie et un portier. Auquel principal est donné
« pour chacun an *trois cents livres*, au chapellain *cinquante*
« *sols* par semaine. A chacun des grands boursiers théologiens
« (qui ne peuvent être receuz qu'après avoir respondu d'acte de
« tentative) *trente-cinq sols* par semaine, avec une chambre à
« chacun d'eux pour son habitation.

« A chacun des douze petits boursiers *vingt-cinq sols* par
« semaine et *quinze livres tournois* par an à chacun d'eux pour
« leur droict de chambre.

« Et a voulu le dit deffunct maitre Thierry Grassin que le
« principal soit docteur régent, licencier et du moins bachelier

« de la première licence en la faculté de théologie de Paris.

« En la chapelle duquel collège Monsieur Seuin, président
« en la cour des Aydes, qui avoit épousé la niepce de Thierry,
« a fondé deux messes qui se doivent dire par chacune semaine
« et laissé cinquante livres tournois de rente annuelle et perpé-
« tuelle pour celui qui les dira. »

La bénédiction de la chapelle eut lieu en 1578.

Le traitement du *portier*, exigé par Thierry Grassin, ne figure en aucun endroit. Sans doute, il devait se contenter de recevoir le logement et la nourriture et peut-être quelques vêtements.

Par son testament du 5 février 1584, Thierry Grassin donne tous ses livres au collège d'Ablon.

Cent ans après la mort de ce dernier fondateur, en 1684, on fit des restaurations à la grande porte du collège, et Piganiol de la Force, le célèbre et consciencieux historien de Paris, nous fait observer qu'à cette époque, le collège d'Ablon, malgré tant de donations quasi-royales, était loin de prospérer; *au temporel, les revenus diminuaient, et au point de vue des études, la discipline se relâchait.*

Aussi, le 14 août 1705, ce mauvais état de choses se continuant, le Parlement rend un arrêt imposant au principal du collège d'Ablon de remettre au greffe de la Cour les titres des fondations et ses comptes depuis 10 ans.

Le 11 mars 1707, le Parlement rend un autre arrêt qui remet au chanoine Edme Pirot, docteur en Sorbonne, et à Edme Pourchot, recteur de l'Université de Paris, *tout pouvoir* pour rétablir l'ordre et la discipline dans le collège.

Par arrêté du Parlement en date du 4 mai 1710, les bourses

furent suspendues afin de payer les dettes dues au sieur Montade et à un autre Pierre Grassin, escuyer, seigneur d'Arcis, un descendant des Grassin, qui avait cherché à relever la gloire du collège établi par ses ancêtres.

En 1675, ce Pierre Grassin entreprit, en effet, de payer une partie des dettes du collège et fit élever, à ses frais, 15 jeunes gens du diocèse de Sens.

En résumant ces différents dons, le collège d'Ablon, fondé par les Grassin, avait reçu environ 95,000 livres tournois, chiffre énorme pour le temps; généreuse fondation, qui, à l'exemple d'autres établissements utiles, a été enlevée par le souffle de nos orages politiques.

L'abbé Jean Coqueret, docteur en Sorbonne, ami de saint Vincent de Paul et de saint François de Sales, fut principal du collège des Grassin. Né à Pontoise, le 15 novembre 1592, il mourut à Marseille en 1655.

Ce collège d'Ablon, qui fut le dernier de l'Université, compte parmi ses élèves le célèbre abbé Chastelain, chanoine de Paris, et le Ministre d'Etat, Claude Le Pelletier, seigneur de Ville-neuve-le-Roi et d'Ablon.

En 1580, *Thierry Grassin*, le généreux avocat au Parlement dont nous venons de relever les libéralités, figure, avons-nous dit, dans la Coutume de Paris, avec le titre de *seigneur d'Ablon*, et J. Lebœuf, chanoine d'Auxerre, membre de l'Académie des Inscriptions, dans son ouvrage de 1757 sur Paris, donne également à un fils de *Thierry*, *Laurent Grassin*, le titre de seigneur d'Ablon.

Nous devons mettre au nombre des seigneurs d'Ablon François de Laubéran, sieur de Montigny, ministre protestant,

qui avait acheté la propriété de la seigneurie d'Ablon le 10 juin 1603, et dont le nom reviendra dans cette monographie, au sujet du Temple d'Ablon.

A cette époque, en effet, le seul qui eût le droit de porter le titre de *seigneur d'Ablon*, était *François de Laubéran*, né en 1539, mort en 1619. Il avait épousé Judith de la Rougeraye qui mourut en 1642, à l'âge de 74 ans.

Vers 1650, Maurice de Laubéran, né en 1597, possède le titre de seigneur d'Ablon.

Suzanne de Laubéran, sa fille, porta, par son mariage contracté le 8 février 1685 avec François de Morogues, (*peut-être originaire du Dauphiné*), les titres de la seigneurie d'Ablon dans cette nouvelle maison dont le nom a été illustré par le fameux minéralogiste et agronome Bigot de Morogues, né à Orléans en 1776, mort en 1840.

En 1688, nous voyons le titre de seigneur d'Ablon porté par M. le Président Louis Le Pelletier qui l'avait obtenu des de Morogues le 18 mai 1688. Louis Le Pelletier, qui avait également le titre de seigneur de Villeneuve-le-Roi, était fils de Claude Le Pelletier, prévôt des marchands en 1668, contrôleur des finances en 1683 en remplacement de Colbert, et plus tard, Ministre d'Etat. Il fit construire à Paris le quai Le Pelletier, actuellement quai de Gesvres et quai de l'Hôtel-de-Ville.

Louis Le Pelletier, que nous voyons avec le titre de seigneur d'Ablon, fut fait premier Président du Parlement de Paris en 1707, et donna sa démission en 1713.

Louis Le Pelletier, né à Paris, est mort en cette ville le 31 mai 1730, à l'âge de 69 ans. Il se maria deux fois: en 1688, à

Geneviève-Joseph du Coskaer, morte le 10 septembre 1693, et, en 1694, à Charlotte-Henriette Le Mairat.

Du premier lit est né Louis II, le 9 octobre 1692, qui fut seigneur d'Ablon et de Villeneuve-le-Roi. Veuf de Thérèse Hennequin, il se retira chez les Chartreux de Paris, où il mourut le 20 janvier 1770.

De cette famille sont issus les marquis de Rosambo et les Le Pelletier d'Aulnay.

Retracer une notice biographique de ce Président du Parlement serait sortir de notre cadre et nous amènerait forcément à parler du château de Villeneuve-le-Roi dont *la régularité et la noblesse frappaient les connaisseurs*, nous dit Aymar de Pigniol de la Force, né à Aurillac en 1673, mort en 1753.

La chapelle du château de Villeneuve-le-Roi possédait un « Saint Louis » peint par Lebrun, et une galerie du château renfermait « l'histoire de Moïse » peinte par Bourdon. A cette époque, le parc était de 120 arpents.

Rappelons que Claude Le Pelletier, dont le nom se rattache à Ablon, fut un des prévôts des marchands qui contribua le plus à la décoration de l'Hôtel-de-Ville.

En cela, il agit avec des idées plus larges qu'un de ses prédécesseurs qui, selon un vieil historien de 1682, Brice, orienta l'Hôtel-de-Ville tel qu'il est *par malice*, et parce que ce magistrat, prévôt des marchands, ayant une dispute avec le curé de Saint-Jean-en-Grève, voulait cacher le portail de son église.

Saint-Jean-en-Grève était une chapelle bâtie sous le règne de Charles le Bel en 1326 et relevait de Saint-Gervais.

Quant au prévôt des marchands qui fit modifier les plans de

l'Hôtel-de-Ville, en vérifiant les dates, nous trouvons que ce dut être Augustin de Thou.

Vers 1730, Louis II le Pelletier, en quittant le monde, vendit ses terres d'Ablon et de Villeneuve à messire Nicolas-Alexandre de Ségur, conseiller du roy en ses conseils, Président à mortier au Parlement de Bordeaux, chevalier, seigneur d'Ablon et de Villeneuve. Il épousa Charlotte-Emile Lefèvre de Caumartin.

Nous retrouvons souvent le nom de N. de Ségur dans les états civils d'Ablon au sujet des différends soulevés par les droits du port d'Ablon.

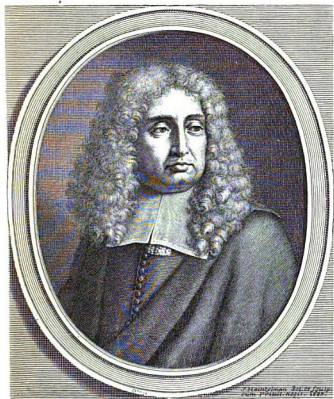
§ II. — *Les bénéficiaires du fief d'Ablon.*

Avant de parler de l'ancien châtel d'Ablon, et pour bien saisir les privilèges qui étaient attachés à ce *fief*, il est important de rappeler sommairement certains droits féodaux en usage dans la seigneurie d'Ablon.

Depuis le ix^e siècle, jusqu'à la fin du moyen âge, le régime féodal, dont l'essence était la quasi-indépendance des seigneurs propriétaires du sol, remplaça en France la monarchie carlovingienne devenue impuissante.

Le *fief* était à l'origine une concession de domaines que le roi faisait à un de ses compagnons pour se l'attacher ou le récompenser de ses services, ou que celui-ci, à son tour, faisait à d'autres dont il restait le seigneur suzerain, à charge de remplir certaines obligations.

Comme ces terres dépendaient de la couronne ou du domaine de celui qui les avait concédées, elles ne constituaient pas une propriété de famille incommutable.



CLAUDE LE PELLETIER
Seigneur d'Ablon-sur-Seine et de Villeneuve-le-Roi. (1630-1711.)

Le roi ou le seigneur suzerain les reprenait quand il le jugeait à propos, mais surtout quand le vassal qui avait démérité était incapable de se maintenir par la force en possession de son bénéfice.

C'est ce qui explique comment, avec l'assentiment du roi, nous voyons la terre d'Ablon détachée d'une seigneurie pour appartenir à une autre.

Dès l'origine, le fief était indivisible, mais, selon le consentement du prince, transmissible par succession à l'aîné des descendants mâles du seigneur défunt, jamais aux ascendants.

Entre vifs, il ne pouvait être aliéné sans le consentement du suzerain.

L'hérédité fut sanctionnée en 587, pour la première fois, dans le traité d'Andelot (Haute-Marne), par Gontran, Childeberr II et Brunehaut, qui par le même acte, assuraient aux leudes, compagnons du roi chez les Francs, la *possession viagère* des charges et bénéfices déjà concédés.

Tant que ces fiefs ne furent pas héréditaires, le désordre ne put se glisser dans cette institution, mais, quand la faiblesse de Charles-le-Chauve eut rendu les seigneurs tout-puissants sur leurs terres, ceux-ci s'affranchirent complètement de l'autorité centrale et quelques-uns firent le plus déplorable abus de cette indépendance; certains, pressés par le besoin d'argent, mirent honteusement à l'enchère les droits les plus nobles de l'homme. Tout devint prétexte à l'impôt sur leurs serfs de condition roturière: droit de justice, droit de dime, droit de corvée (*corps* et *vée*), mot gaulois signifiant peine et travail, droit d'épaves, droits banaux, droits de chasse, etc... etc...

Le vassal qui avait reçu une terre devait au seigneur *foi et*

hommage, et, en échange, le seigneur devait protéger son vassal en toutes circonstances.

Les droits de justice se divisaient en haute, basse et moyenne justice.

Le seigneur haut-justicier, pouvait condamner à la peine de mort ou à d'autres peines afflictives dans le cas de : meurtre, trahison, assassinat, homicide, émission de fausse monnaie, incendie, etc... etc...

Le seigneur moyen-justicier ne portait peine que sur les délits dont l'amende était inférieure à 60 sols.

Le seigneur bas-justicier statuait sur les délits légers dont l'amende n'excédait pas 10 sols.

Comme la couronne avait ses terres à Villeneuve-le-Roi, vu ce voisinage du roi, les seigneurs d'Ablon n'obtinrent que les droits de moyenne et basse justice.

La terre portée sur le cadastre sous le nom de *la Justice*, près de la Sablière, indique l'endroit des anciennes potences d'Ablon.

En 1599, lorsque le temple d'Ablon fut construit, Henri IV, par lettres patentes, déclara être le haut-justicier d'Ablon ; et, le 12 novembre 1599, un huissier, à cheval, du Châtelet, vint en avertir Messieurs du Chapitre de Paris qui étaient moyens et bas-justiciers de Mons-sur-Orge et d'Ablon-sur-Seine.

En 1693, d'après le plan du Chapitre de Paris, la justice de Mons et d'Ablon était dans un champ portant le numéro 51, sur les bords de la Seine près la Vallée et Pont de Mons en face le Moulin Le Roy. (Archives nationales. Plan, N° 35-45.)

Ces courtes explications prouvent qu'il faut distinguer entre la seigneurie même d'Ablon et la seigneurie du châtel d'Ablon, lequel fief fut acheté par le Chapitre de Paris le 13 septembre 1417.

En parlant des premiers seigneurs d'Ablon, nous avons fait remarquer qu'Ablon se fait connaître comme un pays vinicole jusqu'au ^{xiii}^e siècle. Mais était-il exempt des droits que cette culture imposait? Non. A cette époque, le roi Louis-le-Gros selon une charte de 1122, prenait le titre de seigneur de Villeneuve-le-Roi, où il avait des hommes serfs; et le cartulaire de Notre-Dame-des-Champs cite, en 1238, le *Clos du Roi* à l'occasion d'une vigne de Villeneuve donnée à ce prieur de Notre-Dame-des-Champs.

Pour notre contrée, tous les droits de vendange étaient réservés à la seigneurie de Villeneuve-le-Roi : droits de *ban-vin*, (droit que le seigneur avait de vendre le vin de son cru pendant un certain temps de l'année et d'empêcher que nul autre n'en vendit pendant ce temps), droits de *forage*, ou afforage (mettre en perce un tonneau), attribuant au seigneur la cinquième partie des boissons vendues par les débitants placés sous sa juridiction; droits de *pressoir banal* (commun), où les vassaux étaient forcés d'apporter leur vendange, comme on portait également cuire le pain au *four banal*. Ce ne fut qu'en 1417 que le bourg d'Ablon eut son pressoir particulier; il est parlé de ce pressoir dans la vente de la seigneurie d'Ablon faite pour dix mille écus d'or au Chapitre de Paris. Alors les Ablonais ne furent plus obligés de se rendre à Villeneuve-le-Roi.

D'après le plan de 1693 levé par de Villeo, les pressoirs occupaient l'emplacement actuel de la propriété de M. Moisset, lieu dit : Jardins de la Ville et Pressoirs. (Archives nationales.)

Ces droits abusifs sont encore mentionnés dans un *factum* de 1369, imprimé pour le Chapitre de Notre-Dame de Paris, touchant la terre d'Ablon; l'endroit du cens est désigné, à Ville-

neuve-le-Roi, sous le nom de *Fief au Breton*, qui rappelle l'occupation anglaise sous Charles V, le Sage.

Ce roi reprit aux Anglais presque toutes les provinces qu'ils avaient conquises, grâce à l'héroïsme et à la politique du Breton Du Guesclin.

Mais pourquoi rappeler ces vignes d'Ablon qui ne sont plus qu'un souvenir, une légende du vieux temps ? La gloire d'une bonne renommée ne saurait faire oublier un désastre.

Après cette digression, que le lecteur nous pardonnera, sur nos anciennes justices et coutumes locales que la grande Révolution remplaça avantageusement par une législation uniforme, nous pouvons revenir à notre châtel d'Ablon.

Le châtel d'Ablon était situé sur les bords de la Seine, à l'endroit formant l'angle de la rue du Bac et du quasi Magne. L'immense et sévère construction, avec son unique tourelle, qui reste du manoir, ne laisse aucun doute à ce sujet. La vaste disposition intérieure, accusant une ancienne architecture, avec des murs d'une épaisseur d'un mètre et demi, nous retrace parfaitement ces vieux castels des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles dont nous ne retrouvons plus que les ruines. Ici, tout a été restauré ; les outrages du temps ont disparu, mais l'âge s'accuse quand même, et ne peut être caché.

Le châtel d'Ablon fut bâti sur de grands plans en 1348, par Jacques de Pacy.

Il était flanqué de quatre tours, et Jean Corneillan, dans un poème de 1637, dit de ce manoir, après avoir parlé de Conflans, Choisy et Villeneuve-le-Roi :

« Près de là, Ablon se découvre,
« Qui mire dans l'eau qui le bat,
« Les quatre tours d'un petit Louvre,
« Qui voit deux lieues de pays plat. »

Puis il ajoute :

« Athis et Mons viennent ensuite
« Dont un torrent se précipite
« Quand quelque nuage se fond,
« Et, tout plein d'écume et de rage,
« Dégorge les eaux de l'orage
« Par deux arches d'un petit pont. »

nous dépeignant la jonction de l'Orge avec la Seine, au petit pont situé près de la gare d'Athis-Mons, telle qu'elle existe encore.

Ce poète du xvii^e siècle, qui nous a laissé son *Voyage de Viry*, dont le manuscrit est au *British Museum* de Londres, était écuyer du Roi et conseiller au Châtelet de Paris.

Une ancienne tradition du pays dit que la reine Blanche de Castille fit sa demeure du château d'Ablon ; mais ce fait nous semble peu probable, car la mère du saint roi Louis IX mourut en 1252, et les actes et cartulaires ne citent le manoir d'Ablon qu'à partir du xiv^e siècle.

En nous appuyant sur l'autorité incontestable de l'historien du diocèse de Paris, il nous faut conclure que la reine Blanche qui vint à Ablon fut la reine Blanche de Navarre, fille de Charles III, roi de Navarre, et qui régna après lui de 1425 à 1441.

Le fief du châtel d'Ablon était indiqué par une motte seigneuriale, monticule que l'on voit encore dans certaines provinces et

qui indiquait la domination d'un suzerain possédant un fief, dont plusieurs fiefs relevaient.

C'est ainsi que Lebœuf parle d'une butte ou d'un cavalier de terre existant à l'entrée du château de Montlhéry, hors la ville, devant la barrière. En effet, de ce fief du manoir d'Ablon relevaient plusieurs dépendances : un moulin en face du lieu dit de Courcel, sur la rive gauche de la Seine, moulin qui existait encore sur la côte de Mons en 1820 ; une ferme à Noisy-sur-Seine, village situé près de Villeneuve-Saint-Georges, et qui fut brûlé pendant les guerres de religion en 1575.

Les seigneurs chanoines de Saint-Germain-des-Prés, possesseurs de cette terre en 1595, étaient seigneurs sans sujets ; pour se libérer des emprunts contractés pendant les guerres civiles, ils obtinrent la permission de la vendre. Il n'en reste plus qu'un nom sur la carte de l'état major : Ferme de Noisy.

Le fief du châtel d'Ablon possédait encore 127 arpents de terre au territoire de Vigneux, deux maisons à Courcel, le profit du port de Courcel et le profit de la pêche en la rivière d'Orge, depuis le pont jusqu'au moulin de Mons.

D'après le cartulaire de Saint-Magloire de 1331, *Bibliothèque nationale*, n° 13, le premier bénéficiaire de la terre d'Ablon serait Henri le Lorrain : « Louis VI, sur la prière d'un de ses conseillers, Henri le Lorrain, lui accorde à titre héréditaire les bénéfices qu'il tenait de son père, le roi Philippe, à savoir : la terre d'Aubervilliers, celle de Triel... les terres de Mons, de Villeneuve et d'Ablon. »

L'acte de donation est du 3 août 1112.

Henri le Lorrain, riche conseiller de Philippe I^{er} (1060-1108) et de Louis VI (1108-1137), fut accusé par ses ennemis d'avoir

usurpé le titre d'*homme libre* et d'appartenir par son père à la famille serve du roi. Dans un procès solennel, Louis-le-Gros fit justice de cette calomnie, attestant que son *palatin* était de condition libre. (*Note de M. V. de Courcel, maire d'Athis.*)

En 1145, Louis VII, le Jeune confirme, par une charte, la vente faite par Haimon, fils d'Albert de Ver, à l'abbaye de Saint-Victor, « pour le prix de 20 livres, de la dime d'Ablon qu'il concède au moment de partir pour Jérusalem. »

La seigneurie d'Ablon, vendue, comme nous l'avons déjà dit, le 13 septembre 1417, au Chapitre de Paris *dix mille écus d'or à la couronne*, avait alors à Ablon, comme dépendance du fief deux corps de maisons, un pressoir et 54 arpents de bois à Ozoir-la-Ferrière.

J. de Labarre, dans son histoire de Corbeil (1647), relève les fiefs et arrière-fiefs qui dépendaient encore du châtel d'Ablon : la terre de Soisy-sous-Etiolles, d'un revenu de 250 livres parisis ; une maison et un fief à Etiolles, et des biens à Chailly-en-Bière, à l'entrée de la forêt de Fontainebleau.

Ce fief appartenait aux héritiers de Denis de Pacy, vassaux du Vicomte de Paris et était tenu en *fief du Roi*, seigneur suzerain.

En 1233, un nommé Adam, concierge du roi Louis IX, tenait les bénéfices de la seigneurie d'Ablon.

En octobre 1447, le *Mercur de France* (page 158) fait observer que le Conseil d'Etat rendit un arrêt défendant au Chapitre de Paris de percevoir *aucuns droits de péage* sur la Seine et par terre aux lieux et seigneuries de Mons et d'Ablon.

Au sujet de la motte seigneuriale d'Ablon, Lebœuf mentionne une transaction faite entre Jacques de Pacy et la femme

d'Enguerrand de Marigny et Raoul, son fils, qui portèrent tous les deux le titre de seigneur de Mons. Jacques de Pacy devait forcément céder aux désirs de son puissant voisin ; simple seigneur d'Ablon, il ne pouvait se mesurer avec Enguerrand de Marigny, premier ministre de Philippe-le-Bel, qui, pendant tout le règne du Roi, jouit d'un pouvoir si absolu.

Résumer ses titres suffit pour dire sa puissance; il était : chambellan, comte de Longueville, châtelain du Louvre, surintendant des finances, premier ministre, et enfin, titre unique dans l'histoire, coadjuteur du Roi au gouvernement du royaume de France.

Victime d'une réaction féodale, Enguerrand de Marigny, seigneur de Mons, maître d'une partie du fief d'Ablon, fut pendu au gibet de Montfaucon en 1315, c'est-à-dire trente ans après les premiers travaux de la construction du châtél d'Ablon. Enguerrand de Marigny fut pendu à ce gibet de Montfaucon, qu'il avait fait dresser, comme Hugues Aubriot, natif de Dijon, intendant des finances, avait été, sous Charles VI, la première victime enfermée dans les tours de la Bastille qu'il avait fait construire.

En 1389, le chanoine Pierre de Pacy, doyen du Chapitre de l'Eglise Cathédrale de Paris, est possesseur de ce fief d'Ablon. Il est nommé : *de Paciaco* dans le nécrologe, à la date du 9 octobre 1402.

En 1403, les privilèges de ce fief sont à Denis de Pacy et ensuite à Jean de Dicy, dont nous avons parlé au chapitre des seigneurs d'Ablon.

Parmi les possesseurs du château d'Ablon, figurent : en 1425, Hue de Dicy, second frère de Jean de Dicy, dit Bureau,

conseiller au parlement de Paris et chanoine de Notre-Dame de Paris; Simon Allegrin, en 1433; Agnès Sorel et les Douzonville.

Vers 1513, Jacques Raguière, chanoine de Paris, puis évêque de Troyes, sans être possesseur du château, jouissait, à titre viager, de plusieurs bénéfices du fief d'Ablon.

En 1540, Pierre Grassin, dont nous avons déjà parlé, est possesseur du château d'Ablon qui reste dans la famille des Grassin, sans interruption, jusqu'au 18 mai 1688.

C'est le 18 mai 1688 que Louis le Pelletier achète de François de Morogues le château et les bénéfices du fief. (La terre de Morogues est à 4 kilomètres de Bourges.)

Par un contrat du 6 septembre 1734, M. le président le Pelletier vendit à M. le président de Ségur les terres et *Seigneuries* d'Ablon et de Villeneuve-le-Roi, moyennant la somme de 510000 livres.

Le 2 avril 1735, M. le Pelletier fit assigner M. de Ségur en la chambre du Domaine à la fin de *payement de 51000 livres pour la moitié des droits dûs de la vente des terres et Seigneuries d'Ablon et de Villeneuve-le-Roi.*

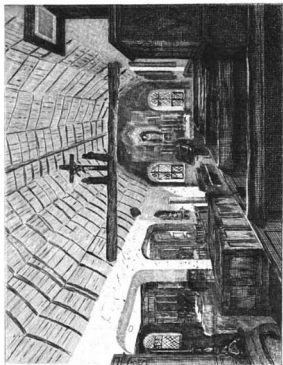
Après M. de Ségur, le château d'Ablon eut, comme dernier possesseur, M. de Vinfray.

Pour la première fois dans les états civils d'Ablon, nous trouvons, en 1763, le 18 décembre, le nom de M. Gauthier de Vinfray, escuyer, conseiller du Roy, lieutenant de la Prévôté de Paris et de la Maréchaussée de l'Isle-de-France, Commandant la brigade de Villejuif, secrétaire du Roi Louis XVI, maître du château d'Ablon, qui ordonne que Charles Drouard, meunier à Notre-Dame de Meullent (Meulan), noyé par acci-

dent dans le port d'Ablon, sera inhumé dans le cimetière de Noire-Dame d'Ablon.

Après la Révolution, une association de spéculateurs, une *Bande noire*, suivant l'expression consacrée, achète le château d'Ablon pour en vendre les matériaux, et ne laisse que la grande construction sans style que nous voyons encore, avec sa tourelle. Cette tourelle, seul vestige des anciens temps, était, nous l'avons dit plus haut, surmontée, il y a encore quelques années, de l'immense girouette carrée réservée aux chevaliers bannereux, et remplacée depuis par une statue de six pieds, en plomb, que les marins de la Haute-Seine avaient surnommé le *Petit Bonhomme d'Ablon*, lequel n'était autre que saint Nicolas, patron de la marine. Les bateliers étaient dans l'habitude de jeter l'ancre à leur passage devant le Petit Bonhomme qu'ils saluaient de chaleureuses acclamations, en même temps qu'ils plongeaient dans l'eau les novices du bord qui, pour la première fois, descendaient le fleuve. Pour subir cette submersion, ces novices étaient affublés d'agrès et couronnés de mousse, baptême fluvial qui rappelle vaguement les cérémonies grotesques pratiquées sous les tropiques, au passage de la *Ligne*!





Interior of the Basilica of San Marco, Venice, showing the nave and the apse.



CHAPITRE TROISIÈME

ÉGLISES D'ABLON. — COUVENT DES CÉLESTINS.

§ 1. — *Ancienne église.*

La grande distance d'Ablon à Athis et le mauvais état des chemins, impraticables pendant l'hiver, nécessitèrent, dès le ^{xii}^e siècle, l'érection d'une chapelle spéciale à Ablon. Bâtie, en 1172, par Simon de Poissy et sa femme Mahaut, sans le consentement des abbés de Saint-Victor qui « *formèrent complainte pour ce regard pardevant Maurice évêque de Paris* », elle fut dédiée à la Sainte-Vierge, dont la fête commémorative, l'Assomption, est restée la date de la fête patronale du pays.

L'ancienne église dépendait du doyenné de Montlhéry, et le seigneur d'Ablon avait le droit de présenter le chapelain pour le faire agréer par l'autorité diocésaine de Paris.

Le cartulaire de Notre-Dame des Champs, en 1238, à l'occasion d'une vigne, parle du chapelain d'Ablon, nommé André. Le chapelain restait à Ablon et prenait le titre de vicaire du curé d'Athis dont Ablon était une dépendance.

Les premiers revenus de cette petite chapelle qui était *assez grande et fort simple*, nous dit l'abbé Lebœuf, consistaient

dans le droit de prendre, dans la grange que l'abbaye des Vaux de Cernay avait à Athis, 18 *setiers de froment*. La *Gallia christiana* mentionne, à ce sujet, une reconnaissance faite, en 1280, par l'abbé Thomas, du clergé des Vaux de Cernay, comme ayant usé de ce droit *pro capellâ de Ablon*.

Par acte du 1^{er} juillet 1683, le bénéfice de la chapelle d'Ablon fut uni aux bénéfices du prieuré d'Athis, et le prieur-curé d'Athis joignit à son titre celui de prieur d'Ablon jusqu'en 1789, conservant toujours un vicaire pour desservir Ablon, et lui-même n'y venait officier que le jour de la fête patronale de l'Assomption.

Cette chapelle, comme nous avons pu nous en convaincre par une ancienne gravure, était sans dépendances, se composant d'une seule nef avec une voûte en merrain, bois de chêne fendu en menues planches dont les habitants se servaient pour la confection de leurs fûts lorsque Ablon cultivait encore ses vignes.

Ce genre de construction rappelle une époque où toute notion d'art était inconnue. Jusqu'au ix^e siècle, apparition du style roman, presque toutes les églises avaient des voûtes en bois, des poutres apparentes ; les voûtes en pierre ne datent que de la fin du xi^e siècle.

Cette ancienne chapelle, située à l'angle du quai et de la rue du Bac, était souvent envahie par les eaux, ce qui nécessita sa démolition, en 1841.

Un petit cimetière la touchait et un plus grand, qui était situé rue Saint-Georges, fut transféré à l'endroit où nous le voyons actuellement, sur la route de Villeneuve-le-Roi.

Les habitants d'Ablon se rappellent encore ce vieux cimetière, au-dessus de la porte duquel on lisait cette naïve sentence :

Passant qui passez,
Comme vous j'ai passé,
Comme moi, vous passerez !

Jusqu'en 1789, les revenus de l'ancienne chapelle furent confondus avec les revenus de l'église d'Athis ; et, avant d'en donner le tableau que nous avons retrouvé aux archives de l'église, nous tenons à mentionner un acte constituant une fondation particulière pour l'ancienne église.

En 1734, le 18 juillet, selon un premier acte passé devant Pierre-Louis Lardy, greffier et notaire du bailliage et châtellenie de Villeneuve-le-Roi et d'Ablon-sur-Seine, les habitants se réunirent au son de la cloche, devant la porte de l'église, pour entendre une proposition faite par Pierre Muigret, bourgeois de Paris, l'un des 25 marchands de vins privilégiés du Roi, suivant la cour, propriétaire d'une maison à Ablon, et par Catherine Le Bois, son épouse, proposition tendant à l'agrandissement de l'église.

Ces bourgeois d'Ablon proposèrent de faire élever une chapelle touchant la chapelle du sieur Forget, sur le terrain du petit cimetière, à gauche du sanctuaire, offrant, avec la permission de Monseigneur l'Evêque de Paris et avec le bon plaisir de Monsieur Le Pelletier, seigneur d'Ablon, d'en faire la dépense, de l'entretenir de lumineaire, d'ornements, et de fonder à perpétuité 18 saluts : 4 aux quatre fêtes annuelles de Pâques, Pentecôte, Assomption et de Noël, 12 aux premiers dimanches de chaque mois et deux aux fêtes de saint Pierre, patron du sieur Maigret et de sainte Catherine, patronne de dame Le Bois.

Pour l'exécution de cette fondation, Maigret et Le Bois cons-

tituent une rente de 20 livres, dont communication est faite à Charles de Longueuil, prêtre, docteur en Sorbonne, prieur d'Athis et d'Ablon, à Jacques Le Touller KDrein (Kerdrein), prieur d'Irvillac, desservant Ablon, et au sieur Forget, officier de Son Altesse Monseigneur le duc d'Orléans, lieutenant d'Ablon et de Villeneuve-le-Roi.

D'après les termes de l'acte, *d'un plein consentement, les conditions louables et pieuses* de Pierre Maigret et de sa femme furent admises par les habitants réunis devant l'église d'Ablon.

Par courtoisie, et nous ne devons pas nous en étonner, car la flatterie a été de tous les temps puisque Sénèque disait déjà « Beaucoup suivent les gens, comme les guêpes suivent le miel », l'acte relate encore que Pierre Maigret donne à M. Le Pelletier, seigneur d'Ablon *et à ses successeurs* les premières places dans la chapelle, quand ils jugeront convenable d'y aller, cela étant *honorable* pour eux.

La rente de 20 livres était ainsi établie :

9 livres au desservant ;

4 livres 10 sols aux deux chantres ;

6 livres 10 sols à la fabrique.

Une expédition de l'acte fut remise au seigneur Le Pelletier et une autre à la fabrique.

Cet acte de huit pages in-folio, que nous résumons, est conservé dans les archives de l'église et fut passé à Ablon le 18 juillet 1734, dans l'après-midi, en présence de Antoine Guillemain, justicier, demeurant à Athis.

Un second acte fut passé en 1781 en l'étude de M^e Pijeu, apportant modification à ces premières dispositions. Les héritiers de Pierre Maigret et Jacques Maigret, son fils, marchand

de vins, demeurant quai d'Anjou, ainsi que Marguerite Maigret, sa femme, firent réduire les saluts à *six par an* et donnèrent le *droit de chapelle* à leurs héritiers, sieur et dame Robert Maigret.

Les conditions de la fondation ne furent pas toujours exactement remplies, puisque nous lisons dans les archives de l'église qu'en 1818, quatre années d'arrérages étaient dues au sieur Mathias, trésorier de l'église.

Le 10 mars 1610, Pierre Himard fait don à la fabrique d'Ablon d'un quartier de vigne et de deux pièces de terre au terroir de Mons, à la charge de faire chanter un *De Profundis* chaque année, le jour de Notre-Dame d'août.

Le 17 avril 1669, Antoine Nojau, écuyer, sieur de Neuilly, fait une rente de 25 livres à la fabrique d'Ablon, à la charge que les marguilliers « fourniront un cierge de *bonne cire blanche et de deux livres à bon poids, pour allumer sur le grand autel, en la fête de l'Assomption*. Pendant la procession, faite par M. le prieur d'Athis, les marguilliers feront porter le cierge par un petit garçon. On chantera, à *haute voix*, l'antienne et l'oraison de la Sainte-Vierge et on priera pour le bien de l'Eglise et la santé du Roy. Sera donné: 60 sols au prieur, 25 sols au vicaire, 5 sols au petit garçon et le reste du cierge à la chapelle d'Ablon. »

Le sieur Nojau de Neuilly, qui doute de la probité des Ablonnais en précisant la qualité et le poids du cierge, dit qu'il agit ainsi « en considération de ce qu'à l'âge de 16 ans, au lieu de se rendre, sur l'ordre de sa mère, aux vêpres, il avait été se baigner et avait failli se noyer. »

Par son testament du 25 décembre 1711, le sieur Lagniel,

bourgeois d'Ablon, fait à l'église un don de deux cents livres « pour être recommandé aux prières des fidèles, chaque dimanche, et pour être employé à la construction d'une horloge. » L'acte est passé devant M^e Vallée, tabellion à Villeneuve-le-Roi.

Le 17 mai 1741, par acte passé devant M^e Lardy, notaire à Ablon, Anne-Jacqueline Guyeux, veuve en *secondes et dernières* noces de Martin de Beaufort, conseiller du Roy, maître ordinaire en sa Chambre des Comptes, laisse à l'église d'Ablon une rente de 30 livres pour 1^o tenir allumée, jour et nuit, une lampe devant le Saint-Sacrement ; 2^o pour dire une messe par an ; 3^o pour entretenir les ornements : 26 livres pour la lampe, 3 livres pour la célébration de la messe, 1 livre pour les ornements et le luminaire. L'exécution de cette fondation fut confiée aux soins de André Gérard-Claude Lefebvre de Saint-Hilaire, conseiller du Roy en sa cour du Parlement, et de Jeanne Guyeux de Dampierre, unique héritière de dame Jacqueline Guyeux.

En 1744, Lefebvre de Saint-Hilaire succéda aux MM. Le Clerc de Lesfeville dans la terre de Saint-Prix, doyenné de Montmorency.

En 1762, le 8 octobre, Magdeleine de Bourbon, veuve de Henry du Bosc, passe un acte chez M^e Lardy, notaire au bailliage d'Ablon, établissant une rente de 27 livres en faveur de l'église.

L'acte est fait en présence de Honoré Palyart, bachelier en Sorbonne, abbé. (*Archives, Mairie d'Ablon.*)

(*Pour l'Etat des rentes appartenant à la ci-devant fabrique d'Ablon et d'Athis, voir à l'Appendice de cette monographie le premier numéro des pièces justificatives.*)

Dans cette ancienne église d'Ablon a eu lieu en grande pompe, comme le relatent les archives de la mairie d'Ablon, le 19 juillet

1758, le baptême de Louis, *né le 25 mars 1721*, ondoyé ce même jour, fils de Messire Louis le Peultre, marquis de Marigny, comte de Cheuvillé, seigneur chevalier de Cerelles et autres lieux, et de dame Charlotte de Vose, son épouse.

Le baptême a été donné par Messire Jean-Louis Aimard de Clermont-Tonnerre, abbé commandataire de l'abbaye royale de Saint-Pierre de Luxeuil, prêtre de Paris, licencié en théologie de la Société royale de Navarre, ancien grand-vicaire du diocèse de Dijon.

Le parrain : très-haut et très-puissant prince Son Altesse Sérénissime Monseigneur Louis-Charles-Othon, prince de Salm-Salm et du Saint-Empire, Chevalier de l'Ordre palatin de Saint-Hubert, vicomte d'Alost, etc., etc.,

La marraine : haute et puissante dame Magdeleine-Louise-Jeanne de Clermont-Tonnerre, épouse de très-haut et très-puissant seigneur Monseigneur François-Louis-Antoine de Bourbon, comte de Busset, Puisagu, Chalu, Nesigneux, etc... etc., brigadier des armées du Roy, mestre de camp du régiment de cavalerie de son nom, etc, etc...

Les Salm-Salm avaient une importante résidence à Ablon et, d'après les vieux documents de 1755, Nicolas Margaine, à son titre de maître d'école à Ablon, ajoute celui de contrôleur des biens de Son Altesse le prince de Salm-Salm.

Parmi les personnages les plus connus de cette maison princière d'Allemagne, citons : Frédéric de Salm-Hyrboury, né à Limbourg en 1746. Il se fixa à Paris et fit bâtir le bel hôtel qui est aujourd'hui le palais de la Légion d'honneur.

Pendant la Révolution, il embrassa la cause populaire, ce qui ne l'empêcha pas de périr sur l'échafaud en 1794.

Pierre-Claude Forget, huissier des aides et tailles en l'élection de Paris, officier de Monseigneur le duc d'Orléans, lieutenant au bailliage d'Ablon et de Villeneuve-le-Roi, fut inhumé dans l'église d'Ablon le 1^{er} octobre 1739.

L'an 1746, le 22 octobre, a été inhumé dans l'église d'Ablon le corps de Messire Antoine Francoys, écuyer, seigneur de Montbayen et *autres lieux*, lieutenant particulier des Eaux et et Forêts, décédé en sa maison de campagne à Ablon, le 21 octobre, à l'âge de 52 ans.

L'acte de décès est signé par ses fils portant tous les trois le prénom de Francoys: Charles, Bruno, Philippe, Francoys de Montbayen. — (*Archives, Mairie d'Ablon.*)

Montbayen est un hameau de 50 habitants, de la commune d'Ablois, département de la Marne.

D'après une note que nous devons à Monsieur le baron A. de Courcel, ancien ambassadeur à Berlin, l'ancienne chapelle d'Ablon aurait été bâtie en 1172, ce qui explique l'assertion des historiens affirmant que Louis IX y *vint faire ses dévotions* en 1230, alors qu'il était à Athis, chez Hugues d'Athis, grand pannetier de France sous saint Louis.

§ II — Nouvelle église.

La nouvelle église, commencée en juin 1841, fut terminée en août 1842, et bâtie sur un terrain dû à la générosité de Monsieur Toussaint Chollet, maire d'Ablon. Au nom de ce bienfaiteur nous pouvons joindre celui de Monsieur Geuffron, maire d'Ablon en 1832.



PIÈCE TOMBALE DANS L'ÉGLISE D'ABLON.

Le lundi 25 avril 1842, à 4 heures de l'après midi, Monseigneur Edmond Blanquart de Bailleul, évêque de Versailles, vint, accompagné de Messieurs Blanquart de la Motte et Berry, vicaires généraux, bénir la nouvelle église et la consacrer au Seigneur sous le vocable : *In Assumptione Beatae Mariae*.

Ce même jour eut lieu, par Monseigneur, le baptême de la cloche actuelle, nommée : *Marie Eugénie*, ayant pour parrain : Antoine-Gustave Martin Crécy, et pour marraine : Eugénie-Mélanie Cornélie Chollet.

Etaient présents Messieurs : Chollet, maire ; Philippe Simon, adjoint ; Crécy, chef de bataillon, commandant la Garde nationale, et MM. les Membres du Conseil municipal et du Conseil de Fabrique.

Agrandissement de l'Eglise.

En 1857, on ajouta à l'église le transept, et, le 13 octobre de la même année, Monseigneur Gros, évêque de Versailles, vint bénir cette nouvelle construction due à la libéralité de Monsieur Magne, Ministre des Finances sous Napoléon III.

C'est encore à Monsieur Magne que l'on doit les belles verrières des chapelles de la Sainte-Vierge et de Saint-Pierre, sorties des ateliers de Gsell-Laurent, de Paris, et représentant la vie de la Sainte-Vierge et quelques épisodes de la vie de Saint-Louis. Les boiseries en chêne qui entourent le sanctuaire ont été offertes, en 1879, par Monsieur Guérard, conseiller municipal d'Ablon, ancien chef de division à la Ville de Paris, à l'occasion du mariage de sa fille aînée avec Monsieur le Comte d'Eudeville.

La chapelle Saint-Pierre possède un tableau, copie du Guide, re-

présentant Saint-Pierre recevant les clefs de Notre-Seigneur, don de la famille Moisset. Un autre grand tableau représentant l'Assomption de la Sainte-Vierge, copie de Prud'hon, est un don de l'Empereur Napoléon III, fait en 1858.

L'autel en pierre du sanctuaire est dû aux libéralités de Madame Sinet.

Parmi les tableaux qui proviennent de l'ancienne église et qui furent restaurés en 1888, deux, de l'école flamande, ne sont pas sans valeur.

La statue en fonte de 1^m10, placée au dessus du portail de l'église le 18 juin 1864, est le produit d'une souscription faite parmi les habitants ; les noms des nombreux souscripteurs sont conservés aux archives de l'église.

Notons également les belles boiseries en chêne de la sacristie, travail d'un bon style Louis XVI exécuté en 1861 par M. Hubert-Ruelle.

Par acte du 18 août 1838, M. Chollet, maire d'Ablon, a donné à la commune le terrain formant la place de l'église et le terrain sur lequel est bâtie l'église.

Par un autre acte du 5 février 1852, M. Chollet donne une étendue de terre de 3 ares, destinée à l'agrandissement de l'église et du jardin du presbytère, terrains limitrophes à la propriété des Docks d'Ablon, actuellement compris dans l'emplacement du potager de M. Moisset.

Le 14 mai 1887, après les cérémonies de la Confirmation d'Athis, S. G. Monseigneur Paul Goux, évêque de Versailles, accompagné de M. le chanoine Groux, vicaire-général, est venu visiter l'église d'Ablon.

Le 7 août 1887, eut lieu dans l'église une réunion de charité,

avec le bienveillant concours de plusieurs artistes de l'Opéra, pour couvrir les frais occasionnés par les travaux de la restauration intérieure de l'église.

Le 22 octobre 1888, bénédiction du caveau destinés à la sépulture des curés d'Ablon : le terrain a été donné par le Conseil municipal et le monument élevé par les soins du Conseil de Fabrique.

D'après les signatures que nous avons pu relever sur les anciens registres paroissiaux déposés à la Mairie, voici la liste des prêtres qui se sont succédé à Ablon, à titre de curés ou de vicaires, depuis l'an 1693 jusqu'à nos jours :

CHRONOLOGIE

DES

PRIEURS, VICAIRES ET CURÉS D'ABLON

DEPUIS 1693.

	DELAFONT-PAREIN, presby-ter.	{ 8 mars 1690-12 décembre 1693.
	Michel LANGEORS, prieur d'Athis et d'Ablon.	{ 1666—1701
<i>Vicaires d'Ablon :</i>	J. LANGO.	1698—1708
	LE CARGOUR.	1708—1709
	DEFONTAINE.	1709—
	Charles DE LONGUEIL.	{
	prieur d'Athis et d'Ablon, docteur en Sorbonne.	{ 1701—1734
	BARO.	1710—1713
	Noël LANGUEUX.	1713—1725
		(Inhumé à Ablon le 31 mars 1725.)
	DURAND.	1725—1728
<i>Vicaires d'Ablon :</i>	CHRISTOPHE MEYER.	1728—1730
	BOMARIC.	1730—1732
	Jacques LE TOULLER.	{
	KDREIN, prieur d'Ivryllac et vicaire d'Ablon.	{ 1732—1735

	BAILLARD, docteur en Sorbonne, prieur d'Athis et d'Ablon	1734—1740
<i>Vicaire d'Ablon :</i>	François RICHARD-CONTOT, vicaire d'Ablon.	1735—1738
	Joseph DORAT, chanoine de Saint-Victor, prieur d'Athis et d'Ablon.	1740—1743
<i>Vicaires d'Ablon :</i>	Jacques LE TAVERNIER.	1738—1748
	LÉPINAY.	1749—1751
	Nicolas COUTET, docteur en Sorbonne, prieur.	1743—1744
	HURT, prieur d'Athis et d'Ablon.	1744—1780
	Philippe THORÉ.	1751—1756
	Honoré PALLYANT, bachelier de Sorbonne.	1756—1764
<i>Vicaires d'Ablon :</i>	D'HAUGE.	1764—1765
	Joseph HÉRY.	1765—1775
	GRÉLIER.	1775—1777
	FRAUVILLE.	1777—1790
	LOUIS LAUREIN.	1790—1793
	LE BRASSEUR, curé d'Ablon.	1805—1807 Inhumé dans le cimetière d'Ablon, le 9 octobre 1808.
	DE BRÉTANCOURT, curé.	16 mai 1808 au 11 mai 1809.
	MICHAUD, curé.	24 septembre 1809—2 janvier 1810.
	André NOËL DE PARANGÉ, ancien vicaire de Saint-Sulpice de Paris, licencié en droit canonique et en droit civil, curé d'Ablon.	7 février 1810—30 août 1810.
	LE BAS, curé.	23 octobre 1810—30 août 1814.

La cure étant vacante, l'abbé Moquet, curé d'Athis, remplit les fonctions de desservant d'Ablon :

	du.	10 septembre 1814 au 19 mars 1816.
	REPICHEY, curé d'Ablon.	20 mars 1816 — 23 février 1817.
	CAILLÉ, curé d'Ablon.	16 novembre 1817 — 2 mai 1818.

De 1818 au 9 mars 1827, M. l'abbé Moquet est chargé de la paroisse d'Ablon. 1818—1827

M. l'abbé Beaunée, ayant succédé à M. l'abbé Moquet, fut également chargé de la paroisse d'Ablon.

	du . . .	3 décembre 1827 au 25 mai 1842.
DEGESSE, curé d'Ablon. . . .	11 juin 1842 — 8 juillet 1850.	
CHARTIER, curé d'Ablon. . . .	15 juillet 1850 — 12 juillet 1851.	
Isidore MOREAU, curé. . . .	1 ^{er} octobre 1851 — 2 octobre 1867.	(Inhumé dans le cimetière d'Ablon.)
HÉBERT, curé d'Ablon. . . .	4 octobre 1867 — 24 mai 1872.	
Prosper PUPAT, curé. . . .	24 mai 1872 — 6 décembre 1886.	(Inhumé dans le cimetière d'Ablon.)
François Pierre BONNIN, . . .	1 ^{er} janvier 1887.	
curé d'Ablon.		

L'abbé Louis Laurein, qui figure parmi les vicaires d'Ablon de 1790 à 1792, pourrait encore être porté sur la liste des instituteurs d'Ablon. Lors de la fermeture des églises, il dut, pour vivre, s'installer en qualité de maître d'école dans notre village où il remplit cette fonction jusqu'en 1799. L'abbé Laurein, qui avait été également vicaire d'Athis, succéda à l'abbé Froissard comme curé de Villeneuve-Saint-Georges et administra cette paroisse pendant 44 ans.

Comme instituteur, l'abbé Laurein figura avec ses élèves dans une fête civique à Villeneuve le 2 pluviôse an VII de la République, et signa au procès-verbal : *Laurein, instituteur*.

A cette époque, Villeneuve-Saint-Georges fut chef-lieu de canton depuis 1791 jusqu'en 1802. Les communes le composant étaient : Ablon, Athis, Crosnes, Draveil, Juvisy, Limeil-Brevannes, Montgeron, Mons, Valenton, Vigneux, Villeneuve-sur-Seine ou le-Roi.

Nous regrettons de ne pouvoir donner de plus amples détails sur l'église dont les archives sont peu nombreuses. Beaucoup des anciens titres ont été soustraits ou brûlés pendant la guerre

de 1870. L'abbé Hébert, alors curé d'Ablon, ayant été fait prisonnier par les Prussiens, le presbytère fut dévalisé ; plusieurs registres des actes disparurent, ainsi qu'une somme de quinze cents francs appartenant à la fabrique.

§ III. — *Couvent des Célestins.*

Les moines connus sous le nom de Célestins eurent un couvent à Ablon, sur les bords de la Seine, près de l'écluse, à l'endroit où s'élève actuellement une construction à la toiture italienne restaurée par M. Linet. Cette maison figure encore au cadastre sous ce nom qui rappelle le passé : Les Célestins.

Cet Ordre religieux, fondé en 1254 par Pierre de Moron, depuis Pape sous le nom de Célestin V, fut introduit en France par le roi Philippe le Bel en 1300 et supprimé en 1778. Leur principale maison était à Paris, près de l'Arsenal, sur le quai qui porte le nom de : Quai des Célestins.

Ces moines étaient aussi appelés les Barrés, à cause de la bigarrure de leurs manteaux qui étaient blancs et noirs ; ou, selon d'autres chroniqueurs, parce qu'ils ne parlaient et ne se laissaient voir qu'à travers des grilles et des barreaux.

Les Célestins possédaient, dans nos environs, un monastère à Marcoussis, et l'église gothique de ce pays était la propriété du couvent.

En 1376, le roi Charles V fonda un couvent des Célestins à Limay, près de Mantes ; et une charte relatant cette création mentionne que ce fut à l'occasion de l'établissement de ce couvent, placé sous « l'invocation des trois personnes de la Sainte-

« Trinité, que Charles V, en leur honneur, a réduit à trois les
« fleurs de lis qui, auparavant, figuraient sans nombre déter-
« miné dans l'écusson royal. »

Les Célestins d'Ablon possédaient une Ile près de Courcel.
Eustache de Gaucourt, seigneur de Viry, s'en étant rendu maître,
les religieux d'Ablon l'obligèrent « de la déguerpir »
en 1414.

Cette propriété des Célestins fut possédée en 1669 par M^{re} de
la Granelle, comme le prouve un acte de *concession d'eaux de*
sources faite par le Chapitre de Notre-Dame de Paris. (Acte
passé devant M^e Plastrier à Paris, le 15 novembre 1669.)

En nous appuyant sur l'autorité de l'abbé Lebœuf nous pou-
vons citer un factum du Chapitre de Paris mentionnant que les
religieuses d'Hyères avaient également, en 1514, une maison
dans la seigneurie d'Ablon relevant de la Censive du Chapitre.
Cette maison, d'après un plan de 1609, était située sur les dé-
pendances de la propriété actuelle de M. Moisset.

L'abbaye des Bénédictines d'Hyères, tirant sa règle de l'Ordre
de Cîteaux, compte parmi les 42 abbesses qui dirigèrent cette
maison depuis Hildearde, deux membres de la famille des Alle-
grin d'Ablon : *Jeanne Allegrin* qui mourut en 1513, et *Guille-*
mette Allegrin qui fut remplacée par Marie de Savoisy.





PIECES TROUVÉES A ABLON.



CHAPITRE QUATRIÈME

LE PROTESTANTISME A ABLON

(1598-1685).

§ I. — *Temple d'Ablon.*

ABLON tient une place importante dans l'histoire des environs de Paris au xvr^e siècle.

Un temple protestant y fut établi à la sollicitation de Sully, qui y possédait une résidence.

Le culte calviniste étant interdit à Paris, l'article 32 de l'Edit de Nantes du 1^{er} mai 1598 établit qu'il « serait baillé à ceux de la religion un lieu pour la ville, prévôté et vicomté de Paris, à 5 lieues pour le plus de ladite ville, auquel ils puissent faire l'exercice public d'icelle. »

En mai 1576, un premier temple existait déjà à Noisy-le-Sec, à 4 lieues.

Le prêche, d'abord toléré au Louvre pour l'usage de Madame, sœur du Roi, fut supprimé quand elle devint duchesse de Bar et se retira en Lorraine, et transporté, en mai 1599, à Grigny-sur-Seine, dans une propriété de Desbordes-Mercier.

Le troisième temple toléré par l'Edit de Nantes fut créé, le 14 décembre 1599, à Ablon, à 4 lieues et demie de Paris.

Selon une statistique de Duplessis-de-Mornay, le parti protestant comptait alors 500 églises ou paroisses, 3509 gentils-

hommes ayant fief. Le nombre des familles protestantes représentait environ 1.200.000 âmes.

Philippe de Mornay, Seigneur du Plessy-Marly, né à Buhv (Seine-et-Oise) (1548-1623), était surnommé le Pape des Huguenots.

La création d'un temple à Ablon fut une grosse affaire qui suscita de grands orages et nécessita l'intervention personnelle du roi Henri IV. En effet, nous voyons que, par ses lettres patentes du 14 octobre 1599, lettres adressées au Prévôt de Paris, il se déclare énergiquement Haut-Justicier du fief d'Ablon, *comme lui appartenant*. Le 12 novembre suivant, il ordonne à un huissier à cheval du Châtelet de se rendre à Ablon pour y publier ses lettres et lui « *enjoint en outre de les faire savoir* » à Messieurs du Chapitre de l'église de Paris, moyens et bas-justiciers de la seigneurie de Mons-sur-Orge et d'Ablon-sur-Seine.

L'installation du culte réformé à Ablon fut simple et prompte.

L'érudit Isaac Casaubon, né à Genève en 1559, mort en 1614, qui fut lecteur et bibliothécaire du roi, dit : « *que c'était une véritable expédition que de se rendre à Ablon, soit par le coche de terre, soit par le coche d'eau partant du pont Saint-Bernard.* »

En 1601, le député de l'église protestante, M. d'Odenoud, adresse à Henri IV un cahier de plaintes et de respectueuses remontrances, suppliant le roi d'octroyer ledit exercice en un endroit plus proche et plus commode. Mais la réponse du Roi, en son conseil du 18 septembre, signée Bellièvre fut : « *Rien ne peut être changé en l'Edit.* »

Le temple d'Ablon fut construit sur un fief particulier appar-

tenant à Monsieur de Morogues, terrain distinct du fief dépendant de la seigneurie d'Ablon, qui devait être, d'après une carte du Bulletin du Protestantisme français (1855, in-8°), devant la place de l'église actuelle, près de la maison dite *des Lions*.

Trois pièces d'argent trouvées en novembre 1883, dans les démolitions d'une vieille maison appartenant aux héritiers Leblanc, ne laissent aucun doute à ce sujet : l'habitude ayant toujours été d'enfermer dans la construction d'un édifice public des pièces ou des médailles à l'effigie du Souverain régnant ou des personnages illustres de l'époque.

Ces monnaies font partie de la collection de M. A. Bochet, conseiller municipal d'Ablon, numismate érudit, à qui nous en devons la communication.

Ces trois pièces d'argent, qui rappelaient aux protestants divers épisodes de leur histoire religieuse, sont : l'une de la dimension d'une pièce de un franc, l'autre d'une pièce de deux francs, et la troisième, d'une pièce de cinq francs. La plus grande est à l'effigie du roi Henri III ; sur une face, on lit autour de la tête laurée du roi :

Henricus III —. D. G. Franc. et Pol. Rex. 1576.

Sur l'autre face :

Sit nomen Domini Benedictum.

Et au centre : un *H* au milieu d'une croix formée de 4 fleurs de lis.

Elle fut frappée deux ans après l'avènement de Henri III au trône de France ; l'inscription *Rex Poloniae* nous rappelle

qu'avant de devenir roi de France, il avait été nommé roi de Pologne en 1573, après sa victoire sur les Huguenots à Jarnac et à Moncontour, en 1569, lorsqu'il n'était encore que duc d'Anjou.

La deuxième pièce porte au centre, une $\div$ formée de 4 fleurs de lis ornés, et autour les mots :

Carolus X. D. G. Franc. Rex. 1591.

Sur l'autre face :

Sit nomen Domini Benedictum.

Et la lettre A, signe de la fabrique des monnaies de Paris.

Enfin la plus petite est à l'effigie de Charles IX.

Les reliefs en sont très effacés par l'usage, et les bords, mal découpés, ne laissent lire qu'une partie de l'inscription.

Sur une face, nous voyons autour de la tête laurée du roi l'écusson royal orné de trois fleurs de lis, surmonté de la couronne royale, et entouré des mots :

Carolus IX. D. G. Franc.

Sur l'autre face :

Sit nomen Domini Benedictum.

On se rappelle que, sous le règne de Charles IX, la France fut déchirée par les guerres entre les catholiques et les protestants. Circonvenu par sa mère et par les Guise, Charles IX donna le signal du massacre de Saint-Barthélemy, 24 août 1572.

Soutenus par les *Politiques*, les protestants recommencèrent

une quatrième guerre civile, et en entreprirent une cinquième, lorsque Charles IX mourut, dévoré de remords, en 1574.

La seconde médaille rappelle le cardinal Charles de Bourbon, qui fut proclamé roi par la Ligue, sous le nom de Charles X, et mourut en captivité en 1590. La pièce à son effigie porte la date de 1591 ; mais les numismates savent que, peut-être faute d'activité ou de temps pour graver les coins, peut-être par économie, l'on continua à frapper des monnaies à son nom jusqu'en 1598. Le temple d'Ablon ayant été bâti en 1599, nous comprenons comment cette pièce était au nombre des témoignages de sa construction.

Le 16 mars 1605, eut lieu à Ablon un synode provincial, présidé par un ministre de Paris, François de Laubéran, seigneur d'Ablon et seigneur de Montigny. Ce synode s'occupa avec circonspection des questions alors pendantes : celles de l'Antéchrist, des Députés généraux, et de Bouillon.

L'original de ce synode est conservé au British Museum de Londres.

Comme nous l'avons fait remarquer, ce président du synode avait acquis, le 10 juin 1603, la propriété du fief et de la seigneurie du château d'Ablon.

François de Laubéran, seigneur d'Ablon, fut, en 1597, chapelain de Catherine de Bourbon, sœur du Roi.

En 1598, la province de l'Ile de France le députa au synode national de Monelitpeir comme Modérateur adjoint.

En 1601, il assista, comme représentant des églises de l'Ile de France, à l'Assemblée politique de Sainte-Foy.

En 1607, il était au synode national de la Rochelle.

La gravure de Melchior Tavernier, graveur et imprimeur du

roi Louis XIII, insérée dans notre monographie, nous donne en latin un précis biographique de ce seigneur d'Ablon :

Franciscus de Loberan de Montigny, Ablonii castri ad Sequanam, Ablonii in urbe, Orgiæ Montis et Curticulæ dominus.

Ecclesiarum regni Henrici Regis Magni curam gessit.

Generosiorum consiliorum pars fuit.

Supremis exercituum imperatoribus adfuit.

Legationes ad Reges et Principes obivit.

Germanicâ claruit.

Præliis pene omnibus invicti herois fortunam subiit.

Ecclesias multas instauravit.

Instauratam in Regiâ decennio rexit.

In urbe ter crexit.

Lustra septem direxit.

Gloriosis laboribus decem et unum impendit, sexdecim vixit, infinita vivit.

Mors nobilissimum non extinxit, nec gloria dereliquit.

Obiit 12 mai 1619.

Ce texte un peu confus peut se traduire ainsi :

« François de Lobéran de Montigny, seigneur du château d'Ablon-sur-Seine et de la ville d'Ablon, de Mons-sur-Orge et de Courcel, desservit les églises du royaume du roi Henri le Grand. Fut membre des nobles assemblées, et prit rang parmi les chefs de l'armée. Il fut chargé de missions auprès des rois et des princes, et se distingua dans celle qu'il remplit en Allemagne. Fut associé à la fortune de l'invincible héros dans presque tous ses combats. Établit beaucoup d'églises, dirigea pendant 10 ans celle qui était établie à la cour (ou à Regia, nom latin de la ville d'Armagh), la releva trois fois, et les gouverna pendant sept lus-

tres, en consacra onze à ses glorieux travaux, en vécut seize et vit maintenant éternellement.

« La mort n'a point détruit ce cœur noble, et la gloire ne l'a point quitté.

« Il mourut le 12 mai 1619. »

D'après l'écu, timbré d'un casque placé de profil et à visière fermée, les armes de François de Laubéran étaient :

Ecartelé au 1^{er} et au 4^{me} quartier, d'azur au lion couronné, lampassé de gueules, au 2^e et au 3^e d'azur au chevron d'argent, à trois roses quintefeilles, posées deux et une.

Nous trouvons dans une intéressante brochure de Gédéon Gory qu'en 1599, le conseil presbytéral avait chargé Laubéran de Montigny d'accompagner Catherine de Navarre (Madame), sœur du roi Henri IV, dans un voyage qu'elle devait faire au printemps.

Chaque année, Madame allait passer trois mois en Lorraine et se faisait accompagner d'un chapelain.

Laubéran, âgé, redoutant la fatigue du voyage, demanda à Madame de prendre du Moulin à sa place ; elle y consentit, car elle appréciait fort le jeune pasteur.

Notre seigneur d'Ablon, Laubéran, était plutôt administrateur qu'orateur, à en juger par le fait que rapporte Gédéon Gory : « En 1602, en octobre, un prélat catholique, le sieur de Bouju, surnommé de Beaulieu (d'autres écrivent, Boviv ou Bonin), aurait envoyé à Laubéran de Montigny des *propositions sur la Manducation*. Mais l'affaire traîna en longueur, *parce que Montigny ne se servait pas assez de syllogismes*. Bouju fut obligé de s'adresser à du Moulin. »

Les registres de Charenton font connaître cinq enfants de

ABLON.

5

François de Laubéran, parmi lesquels nous citerons seulement Maurice de Laubéran, dont nous avons déjà parlé comme seigneur d'Ablon et qui fut aussi pasteur protestant.

Maurice de Laubéran fut baptisé le 25 avril 1597. Il fit ses études à Genève, et sa vie est encore moins connue que celle de son père, nous dit Haag.

En 1625, il était ministre de l'église de Bagnolet et, en 1626, de celle de Plessis-Marly.

En 1637, il prend le titre de ministre de La Norville, et il y exerçait encore ses fonctions en 1655.

En 1665, il est mentionné dans les actes des synodes provinciaux comme ministre de Senlis, et, en cette qualité, il présida le synode qui se tint à Clermont-en-Beauvoisis le 5 mai 1667.

Maurice de Laubéran avait épousé Marie de Goris, morte à Ablon le 1^{er} avril 1668, âgée de 63 ans.

Un de ses fils, *Gabriel de Laubéran*, prit le titre de *Seigneur d'Ablon* et de Montigny. Le grand Turenne fit un certificat conservé aux Archives de l'Etat à La Haye, daté de 1665, attestant qu'il est « gentilhomme d'extraction et de probité ».

D'après une note que nous empruntons au savant M. Charles Read, dont les documents font autorité en cette question, nous trouvons qu'en 1637 Maurice de Laubéran avait encore le titre de pasteur de Plessis-Marly.

Mais ce n'était, sans doute, qu'un titre honorifique, car il avait obtenu du synode provincial de l'Isle-de-France la dispense d'y résider habituellement. Cependant, les députés de cette église portèrent un appel de cette décision au synode national tenu à Alençon au mois de mai, et la résidence de *Maurice de Laubéran*, sieur de Montigny, *Seigneur d'Ablon*, fut déclarée obliga-

toire. Toutefois, dans le rapport du synode, il est dit que : Son église fut priée de lui permettre de rester 4 mois chaque année dans sa maison d'Ablon, pour y vaquer à ses affaires particulières, pourvu qu'il ne discontinuât pas les exercices de son culte.

Une partie de la famille des Montigny se réfugia en Allemagne et nous trouvons un Paul de Montigny, décédé capitaine à Berlin en 1706, à l'âge de 28 ans. Paul de Montigny était de la famille de Remy de Montigny, époux de Madeleine Bazin, veuve de Jean-Alexandre de Morogues, qui avait passé en Allemagne avec ses douze enfants.

Le recueil du *Chansonnier huguenot* nous donne une complainte en 51 distiques, intitulée les *Louanges d'Ablon*, où, naïvement, on raconte aux fidèles les vicissitudes de leur église pendant le laps de sept ans. Cette complainte commence par ces vers :

« Ablon, petit hameau, que le bel œil du monde
« Voit, sur le bord de l'eau, près la Seine profonde....

En février 1603, plusieurs plaintes furent de nouveau adressées à Henri IV sur les difficultés que l'on avait de porter les enfants pour recevoir le baptême à Ablon, et, le 24 février de la même année, le roi autorise M. du Coudrai, conseiller à la Cour, à faire baptiser son fils à Paris.

A cause de ce long et mauvais chemin de Paris à Ablon, par lettres patentes du roi en date du 1^{er} août 1606, le prêche d'Ablon fut transféré à Charenton, qui devint comme la métropole des Calvinistes.

Le temple de Charenton était d'une « *construction superbe* », nous dit Piganiol de la Force, élevé sur les plans de l'excellent architecte Jacques de Brosse, l'auteur du palais de Luxembourg et de l'aqueduc d'Arcueil.

Lors de la révocation de l'édit de Nantes, en 1685, le temple de Charenton fut détruit ainsi que celui d'Ablon.

Pierre de l'Estoile, dans ses Registres-journaux, nous relate ainsi l'inauguration du temple de Charenton :

« En ce mois d'aoust 1606, et le dimanche 27 d'icelui, on
« commença à prescher à Saint-Maurice, près le pont Cha-
« renton, l'exercice de la religion qui se souloit faire à Ablon;
« aiant esté approché de deux lieues et transféré là, sous la per-
« mission et commandement de Sa Majesté qui, pour l'aucto-
« rizer, y envoya des archers et un exempt des gardes, afin de
« contenir le peuple en son devoir. L'assemblée estoit de trois
« mil personnes ou environ. »

De 1599 à 1606, plusieurs événements importants eurent lieu dans le *Temple d'Ablon*, et nous les résumerons en nous appuyant sur l'autorité d'un chroniqueur de l'époque, Pierre de l'Estoile, et en suivant autant que possible l'ordre chronologique :

Le dimanche 29 du mois de septembre 1602, fut baptisé à Ablon le fils de Monsieur le baron de Rosny, duquel « fut com-
« père avec Madame la princesse d'Orange (Louise de Coligny),
« M. de Saint-Germain, qui faisoit ici les affaires de ceux de la
« religion. »

Le dimanche 26 janvier 1603, un carme fit « profession de la
« religion, et jeta son froc aux orties à Ablon ».

Le dimanche 23 février 1603, « le fils de M. du Couldrai,
« conseiller en la Cour, qui étoit de la religion, fut baptisé à

« Paris, au faubourg Saint-Germain ; auquel baptême assistèrent
« jusques à cent personnes ; Sa Majesté leur ayant permis de
« s'assembler pour cet effet jusques à 20 ou 25 personnes seule-
« ment, sur la plainte et le rapport qu'on lui avait fait que plu-
« sieurs enfans qu'on portoit baptiser à Ablon mouraient sans
« baptême, à cause du long et mauvais chemin. »

Le samedi 12 juillet 1603, M. le baron de Rosny, étant de retour de son voyage d'Angleterre, vint saluer Sa Majesté à Villers-Cotterets et, « le dimanche 13, un cordelier du couvent de
« cette ville, nommé Boucher, fort ignorant, et pour lequel il
« fallut que le ministre Couet parlât, jeta son froc aux orties, à
« Ablon, et fit profession de la religion protestante. »

Le dimanche 24 août 1603, un nommé Frequeille, ministre calviniste, que d'autres nomment Fregenville ou Fregeville, passa l'eau à Choisy pour aller prêcher à Ablon. « Il chut dans
« la rivière et se noya. Il le fallut porter à Ablon pour l'enterrer,
« pour ce que ceux de Choisy, à cause de la religion, lui refusèrent la terre pour sépulture. Il était homme de bien, fidèle
« et loyal à toute épreuve, qui étoit cause que je l'aimois ; il
« avoit aussi beaucoup de bonnes lettres. »

Le jeudi 15 septembre 1603, un cordelier du couvent de Paris, nommé également Boucher, qui, le dimanche 13 du mois de juin, avait fait profession de la religion protestante à Ablon, « reprit l'habit dans les Cordeliers de Paris, après qu'on
« lui eut fait faire abjuration publique de sa faute, faire amende
« honorable, la torche au poing, et donner la discipline de Saint-
« François tout du long. »

Le dimanche 7 décembre 1603, le Père Cotton, Jésuite, prêcha devant le Roi à Saint-Germain-l'Auxerrois, où il y eut

« un merveilleux concours de peuple. Le plus beau miracle
« qu'il eût sçû prêcher étoit de lui-même, de se voir dans une
« chaire en une des premières églises de Paris, paroisse du
« Roy, au lieu d'un gibet, où on avait vu ses compagnons. »

Ce même jour « un capucin de peu d'esprit, ainsi que disoient
« ceux qui l'avoient connu, se rendit au temple d'Ablon. Il
« étoit gentilhomme. »

Le dimanche 11 janvier 1604, la fille de Madame de Rosny fut mariée, au prêche à Ablon, avec M. de La Boulaye, gouverneur de Fontenay-le-Comte, fils du sieur de La Boulaye, auquel le feu Roy avait donné en garde le feu cardinal de Bourbon que la Ligue appela Charles, X^{me} du nom, roy de France.

« Le festin en fut magnifique, par M. le baron de Rosny en
« son hôtel à Paris où Leurs Majestez se trouvèrent. »

Il nous serait trop long de résumer le rôle joué par le cardinal de Bourbon qui reçoit le titre de roi, du vivant même de Henri III. Après l'assassinat du duc de Guise à Blois, Henri III fit retenir en prison le cardinal. Celui-ci, à la mort du souverain, prit le titre de roi sous le nom de Charles X, mais il abdiqua cette ridicule royauté et reconnut la légitimité de Henri IV, son neveu. Il mourut à 67 ans, le 9 mai 1590, prisonnier à Fontenay-le-Comte (Vendée).

« Le dimanche 22 janvier 1604, un jeune Cordelier du Cou-
« vent de Paris, nommé Baptiste Bugnet, tenu pour habile
« homme entre eux, quitta le froc et l'habit et se rendit à Ablon,
« où il fit, ce jour, publique abjuration de son ordre et religion
« et profession de la leur. Il tira avant que partir une attes-
« tation de son supérieur, comme il s'est toujours bien et hon-
« nêtement gouverné et sans reproche, et donnant à entendre

« qu'il vouloit aller prêcher quelque part ; et ainsi les trompa,
« comme un Cordelier même de là-dedans m'a conté. »

Le vendredi 12 mars 1604, Mgr l'archevêque d'Aix, Paul Hurault de l'Hôpital, docte prélat, « vrai torrent d'éloquence,
« prêchant le carême à Saint-André, scandalisa fort la paroisse
« d'Ablon pour avoir dit qu'en y allant, on chantait de vilaines
« et sales chansons, et audit Ablon aussi ; et que ce n'étoit que
« toute abomination de leur fait. Ce qui fut trouvé plus mau-
« vais de lui que d'un autre, pour ce qu'on disoit qu'il sçavoit
« bien les chansons qu'on y chantoit, et qu'en ayant été autre-
« fois, il ne pouvoit ignorer ce qui s'y faisoit. »

Le roi Henri IV, parlant un jour de lui, avoit dit : « que s'il
« y eût un évêché de ceux de la religion protestante, il eût été
« évêque d'Ablon ; mais il n'y en avoit point. »

Paul Hurault de l'Hôpital, archevêque d'Aix, étoit fils de Robert Hurault, seigneur de Bolesbat, et de Madeleine de l'Hôpital, fille unique du fameux Chancelier de l'Hôpital (1505-1573), magistrat réputé pour son intégrité.

Le dimanche 11 avril 1604, jour de *Pâques fleuries*, Monseigneur le marquis de Rosny, étant au prêche à Ablon, fit rendre le pain bénit à Saint-Paul, sa paroisse. « Il donna quatre écus au cierge et quatre écus à l'œuvre. »

Faisant remarquer cette conduite de fine politique et de pieux ménagemens, Pierre de l'Estoile dit que Sully étoit de « deux
« paroisses fort différentes et éloignées l'une de l'autre. »

En effet, il savoit concilier Genève et Rome.

Le dimanche 26 décembre 1604, « qui étoit le lendemain de
« Noël, un Turc, âgé de 40 ans ou environ, fut baptisé à Ablon
« et tenu par M. le baron de Rosny, qui le nomma de son nom :

« *Maximilien*. Ceux qui y étaient disent que le Turc fit en cette assemblée une fort belle et ample confession de sa foi. »

Le dimanche 13 janvier 1605, M. de Rohan épousa à Ablon la fille de M. de Rosny :

« Etant mariée, on lui mit aussitôt audit Ablon la couronne ducale sur la tête et lui bailla le manteau ducal; et fut en cet équipage conduite à Paris par bon nombre de seigneurs et gentilshommes, auxquels M. de Rosny avait donné à dîner audit Ablon. »

Le duc Henri de Rohan, né dans la religion réformée en 1579, qui épousa la *fille aînée* de M. le baron de Rosny, avait également le titre de prince de Léon, et fut, en 1605, nommé colonel des Suisses et des Grisons. A la mort de Henri IV dont il était aimé, il se posa comme le chef des Calvinistes et soutint trois guerres contre le gouvernement de Louis XIII qui le redoutait.

Après la prise de la Rochelle par Richelieu, il dut quitter la France.

Il reçut une blessure en combattant avec le duc de Saxe-Weimar à Rheinfeld, et mourut quelques jours après, en 1638.

Sa fille Marguerite, mariée à Henri de Chabot, prit le nom de Rohan-Chabot.

Le dimanche 29 juin 1605, jour de la Pentecôte, Bertrand d'Avignon, seigneur de Souvigné, Cordelier du Couvent de Paris, devint pasteur de l'Eglise réformée de Rennes, après avoir fait profession de la religion protestante au temple d'Ablon.

« Le dimanche 18 septembre 1605, fut, dès le matin, affiché à la porte Saint-Victor et autres endroits de la ville de Paris

« un séditieux placard imprimé contre les habitants d'Ablon ;
 « dont il y eut grand trouble et murmure, pour ce qu'il fut suivi
 « de deux meurtres (fut-ce à dessein ou autrement?), à sçavoir
 « d'un nommé Robert, demeurant au faubourg Saint-Germain,
 « qui se méloit de louer des chambres ; lequel, revenant d'Ablon,
 « avec un sien fils, fut attaqué et tué sur la place par un soldat
 « des gardes de la compagnie du capitaine Sainte-Colombe, et
 « ledit soldat tué tout-à-l'heure par le fils dudit Robert, outré
 « de justes douleurs de voir son pauvre père mort. »

L'injurieux placard imprimé contre les gens d'Ablon était ainsi conçu :

« On fait sçavoir à tous écoliers, grammairiens, artiens et
 « autres adolescents, illustres étudiants en notre Université
 « lutétienne, qu'ils ayent à se trouver aujourd'hui *post prandium*
 « sur le bord de la Seine, *cum fustibus et armis*, pour là s'op-
 « poser, *in tempore opportuno*, aux insolences de la maudite
 « secte huguenote et Abloniste, faisant deffenses à tous prévôts,
 « lieutenants et autres, d'empêcher ceci, sous peine d'encourir
 « l'ire de Dieu, et du peuple chrétien et catholique, » etc... etc...

D'après le chroniqueur de Henri IV, les habitants d'Ablon étaient, au xvii^e siècle, des gens bien redoutables et bien batailleurs, puisqu'ils ne craignaient pas de se mesurer avec Paris qui avait ordre de les recevoir avec *fouets et armes, fustibus et armis*.

Pour les excuser, disons que les luttes politiques avaient alors, comme maintenant, le triste pouvoir de transformer des moutons en lions.

Dans ses *Singularités Historiques*, et le titre n'est pas exagéré, Dulaure cite que le fils d'un des plus furieux assassins de la

Saint Barthélemy, nommé Croiset, abjura le catholicisme à Ablon. Il se fit cordelier en 1595 et se retira à Bourg-en-Bresse où il devint ministre des Protestants dont son père avait été le bourreau. D'après Dulaure, Croiset tua, en chiffre rond : 400 *personnes pendant le massacre de la Saint Barthélemy*. L'hécatombe nous paraît fabuleuse pour une seule main.

Le célèbre théologien protestant, Pierre Dumoulin, né au village de Buhy (Seine-et-Oise) en 1568, mort à Sedan en 1658, vint souvent prêcher à Ablon. Quelques historiens prétendent que ce savant docteur revint, comme Charles Dumoulin, au catholicisme, après avoir été le chapelain de la princesse Catherine de Bourbon (1609), et après avoir fait, en 1615, un voyage en Angleterre pour s'occuper de la réunion des Églises protestantes. Il professa la philosophie à Leyde, et présida, en 1620, le synode d'Alais. Il appartenait à une famille noble de l'Isle-de-France qui a fourni à l'église catholique plusieurs hauts dignitaires et à l'église protestante une suite d'éminents écrivains. Le R. P. Jacques Suarés de Sainte-Marie, observatin portugais, docteur en théologie et Prédicateur ordinaire du Roi, lança, en 1603, contre Pierre Doumoulin, calviniste, une petite brochure de 112 pages, où le ministre Dumoulin est traité de menteur, d'ignorant et autres qualificatifs peu honorables. Cette brochure divisée en quatre parties a pour titre : « *Torrent de Feu sortant de la Face de Dieu, pour desseicher les eaux de Mara, encloses dans la chaussée de Molin d'Ablon*. Où est amplement prouvé le Purgatoire et suffrages pour les trespasés et sont découvertes les faussetez et calomnies du Ministre Molin. » (Michel Sonnius, 1603)

Le pasteur P. Lebret était appelé *l'Imprimeur d'Ablon*



LAUBÉRAN DE MONTIGNY
Seigneur d'Ablon-sur-Seine (1539-1615).

parce qu'il vendait ses livres à l'entrée du temple d'Ablon.

Paul Casaubon, fils d'Isaac Casaubon, fut baptisé au temple d'Ablon le 7 janvier 1602. Il eut pour parrain : Soffrey de Calignon, chancelier de Navarre, et pour marraine : M^{me} de Chaullinan, femme de M. de Thou, président du Parlement.

§ II. — *Sully à Ablon.*

En Grèce, huit villes se disputèrent l'honneur d'avoir vu naître Homère, regardé comme le plus grand de tous les poètes; de même en France, plusieurs villes et villages se font une gloire d'avoir compté Sully au nombre de leurs habitants.

D'après les faits qui précèdent et que nous avons tenu à insérer avec leur récit naïf, il est hors de doute que Sully, né à Rosny-sur-Seine, résida à Ablon; mais il nous est difficile de fixer l'endroit de sa résidence : les documents nous manquent à ce sujet, et nous ne pouvons nous appuyer que sur trois hypothèses.

Les historiens du XVII^e siècle disent que Sully avait une *maison de campagne* à Ablon; or il n'était nullement possesseur du château d'Ablon, comme l'avance un historien de Longjumeau, car ce château d'Ablon fut occupé par les successeurs des Grassin de 1540 à 1688, époque où il fut vendu à M. Louis Le Pelletier par François de Morogues.

Notre première hypothèse repose sur une tradition locale qui fixe la maison du ministre de Henri IV sur les bords de la Seine, près de l'ancien château, dans un immeuble subsistant encore, au moins en partie, et appartenant actuellement à M. Moisset.

Mais un buste de Sully, conservé dans une niche et venant on ne sait d'où, peut-il suffire pour donner de l'authenticité à cette tradition locale ?

La seconde supposition serait de M. Barron, qui, dans ses *Environs de Paris*, cite avec une gravure à l'appui, comme ayant été la maison de Sully, un immeuble près de l'ancien couvent des Célestins, et appartenant maintenant à M^{lle} Déroland. Mais cette construction est d'une architecture postérieure à Sully, et cette version ne saurait être admise.

Quant à nous, nous penchons pour une troisième hypothèse qui placerait la résidence de Sully dans la maison dite « La Baronnie ». Sully garda le titre de Baron de Rosny jusqu'en 1606, époque où il fut revêtu du duché-pairie de Sully-sur-Loire (Loiret), et cette maison de M. Rivière, entourée d'un parc, indique par son nom qu'elle fut la demeure d'un baron, qui nous paraît être Sully.

Les chroniqueurs du temps de Henri IV s'accordent à dire que Sully aimait le faste ; il vivait entouré de quatre secrétaires et de nombreux valets ; or, dans les deux maisons que nous venons d'indiquer, Sully n'aurait pas pu déployer son luxe habituel. La maison de Sully avait un parc, car M. Desclozaux, dans son ouvrage sur Gabrielle d'Estrées, nous dit : *Que Henri IV savait que le bourg d'Ablon était au bout du parc de Sully*. Les deux autres maisons, trop rapprochées du château qui possédait les terres et bois des environs, n'ont pu avoir un parc. En outre, comment expliquer ce titre de : Quai de la Baronnie, donné au quai sur lequel se trouve la propriété de M. Rivière ? Évidemment, on a dû, lors de la répartition des noms, s'appuyer sur la tradition alors relativement récente.

Ce qui reste hors de doute, c'est que le sage ministre de Henri IV, qui était Grand-Maitre de l'artillerie et demeurait à l'Arsenal, aimait à franchir souvent cette petite distance de Paris pour se rendre au prêche à Ablon.

Il ne voulait pas s'éloigner de l'Arsenal où il concentrait les engins qui assurent la force, selon la devise qu'il avait donnée à son maître en 1602 :

« *Ne vigeant arma, labitur imperium.* »

— *Ayons la force, si nous voulons garder la puissance ;* — et souvent, nous dit un historien du temps, il délaissait cependant pour Ablon son hôtel Sully. Cet hôtel, bâti par du Cerceau, était situé dans la rue Saint-Antoine, au delà de la rue des Egouts.

Quelques historiens prétendent que Maximilien de Béthune, duc de Sully, gagna cet hôtel en jouant aux dés avec un contrôleur général des Finances, nommé Gallet.

Le fait peut être vrai, car les folies se rencontrent dans tous les rangs et dans toutes les positions ; mais Piganiol de la Force dément cette version et dit que Gallet, l'élu de Chinon, avait un cabaret à l'enseigne : Hôtel Sully, et qu'il fut obligé de le perdre (de le vendre), pour payer ses créanciers.

C'est sur cet Hôtel de Sully qu'un mauvais plaisant avait écrit, en 1611, lorsque la fortune politique du ministre tombait : « *Maison à louer pour le terme de Pâques.* »

Le marquis d'Ancre, Concini, et sa femme devenaient les nouveaux personnages en faveur.

Une rue ouverte dans les jardins de cet hôtel, sous le premier empire, a reçu le nom de Sully.

Dans son savant et intéressant ouvrage sur Gabrielle d'Es-

trées, M. Desclozaux cite deux lettres parlant d'Ablon, une fausse de Sully et une vraie d'Henri IV. Nous les reproduisons in-extenso pour montrer que Sully n'était pas un étranger pour Ablon.

Dans ces mémoires intitulés : *Æconomies royales*, Sully parle d'Ablon, mais avec les nombreux historiens que nous avons parcourus, nous dirons que la véracité de ces mémoires devient de plus en plus douteuse.

Dans ses *Æconomies royales*, Sully fait raconter sa vie par quatre secrétaires ; il se tient comme une idole devant laquelle on brûle perpétuellement l'encens élogieux sans oser dire la vérité quand elle peut blesser la vanité du grand Ministre.

Voici, d'après Sully, la lettre que le roi Henri IV lui adressait le 17 mai 1603 de Fontainebleau :

MON AMY,

« Je me sens si mal qu'il y a bonne apparence que le bon
« Dieu veult disposer de moy. Or, estant obligé, après le soin
« de mon salut, de penser aux ordres nécessaires pour assurer la
« succession à mes enfants, les faire régner heureusement, à
« l'avantage de ma femme, de mon Estat, de mes bons serviteurs
« et de mes pauvres peuples que j'aime comme mes chers en-
« fants, je désire conférer avec vous de toutes ces choses
« avant que d'en rien résoudre. Partant, venez me trouver en
« diligence, sans en rien dire à personne, ni donner aucune
« alarme. Faites seulement semblant de vouloir venir *au*
« *presche à Ablon*, et, y ayant fait secrètement trouver des
« chevaux de poste, rendez-vous ce jour même en ce lieu. »

D'après cette lettre, Sully se représente comme l'homme indispensable pour résoudre les affaires de l'Etat.

Voici la véritable lettre d'Henri IV, du 17 mai 1603, trouvée dans les manuscrits de Letellier-Louvois :

MON COUSIN (1),

« Depuis vous avoir écrit ce matin, il m'est survenu une ré-
« tention d'urine, et encore que les médecins m'assurent que
« ce ne sera rien, comme aussi je l'espère, je vous prie inconti-
« nent, la présente reçue, de me venir trouver sans donner l'a-
« larme à personne. Feignant *de venir à Ablon pour faire la cène*,
« et arrivant à Juvisy, vous prendrez la poste, car je veux par-
« ler à vous. Je vous prie, que personne ne sache rien de ce
« que je vous écris.

Bonsoir, mon amy.

« Ce sabmedy, à 2 heures du soir, xvii may, à Fontai-
« nebleau. »

HENRY.

On voit que le roi Henri IV ne se trompe pas sur la distance qui sépare Ablon de Fontainebleau, et c'est à Juvisy qu'il recommande à son Ministre de prendre des chevaux, ce qui est naturel, puisque Juvisy était la première poste sur cette route de Fontainebleau, en partant de Paris. Ce premier relais se trouvait dans la maison qui est actuellement l'observatoire de M. C. Flammarion.

(1) Ce titre était l'expression banale voulue par l'étiquette de la cour.

D'un premier mariage avec Anne de Courtenay, Sully, baron de Rosny, eut un fils. Maximilien II de Béthune, dont les descendants réunirent les deux titres de duc de Sully et de marquis de Rosny. Rachel de Cochefilet, sa seconde femme, lui donna deux autres fils, César et François de Béthune.

En effet, nous retrouvons les Sully-Rosny possédant le château de Mousseaux près d'Ablon, et le cimetière de Draveil possède encore des pierres tombales mentionnant les titres des descendants du célèbre ministre de Henri IV.

Sully naquit à Rosny-sur-Seine en 1559 et mourut à Villebon (Loiret) en 1641.

Les lettres que nous venons de reproduire prouvent suffisamment que Sully fut, pendant longtemps, un habitant d'Ablon ; toutefois, pour convaincre les lecteurs encore incrédules, nous pouvons, à l'appui, citer d'autres documents que nous résumerons :

Nous trouvons dans les : *Œconomies royales* une lettre de Henri IV adressée à M. le baron de Rosny, à l'époque où le roi est persuadé que Lhoste, commis principal de Neufville, seigneur de Villeroi, secrétaire d'Etat, livre les secrets de la France aux agents de l'Espagne :

A Monsieur le baron de Rosny,

MON AMY,

« J'ai déjà depuis longtemps quelque chose en la fantaisie
« qui m'a travaillé l'esprit depuis trois jours plus qu'il n'avait
« encore fait.

« C'est touchant une déloyauté qui se commet en mes princi-

« pales affaires, à laquelle je voudrois bien essayer d'apporter
 « quelque remède; mais ne le voulant entreprendre sans vous en
 « avoir communiqué, parce que vous avez esté le premier qui en
 « avez soupçonné quelque chose lors de votre voyage en Angle-
 « terre. Je vous prie de ne manquer pas de me venir trouver le
 « jour de Pasques, si tost que vous aurez faict la cène à Ablon,
 « où je donneray ordre qu'il se trouvera des chevaux de poste
 « tout prests ; car étant quasy tout seul en ce lieu, j'auray plus
 « de moyen de discourir avec vous sans estre importuné de per-
 « sonne. »

A Dieu, mon amy, que j'aime bien.

De Fontainebleau, jeudi saint,

18 avril 1604.

HENRY.

En outre, le Maréchal de France, Jacques Nompar de Caumont, duc de la Force, né en 1558, mort en 1652, cite dans ses mémoires, publiés en 1843 par le Marquis E. de la Grange, une lettre adressée à Madame de la Force, où il est encore question de Sully à Ablon :

« « Nous fimes la cène à Ablon. Il y avait une très
 « belle assemblée de *plus de quatre mille personnes*. J'y ai
 « mené nos six enfants. Masdurant fit la cène avec les Grands.
 « M. et Madame de Rosny y estoient et nous *donnèrent à dîner*
 « à M. de Rohan et à moi. M. de Laval recherchoit sa fille,
 « mais cela est rompu.

A Saint-Germain,

28 décembre 1604.

Charles de Caumont, seigneur de Masdurant, était le quatrième fils du duc de la Force. Guy de Coligny, comte de

Laval, neveu de l'Amiral Coligny, était alors âgé de 20 ans.

Cette lettre du Maréchal duc de la Force, nous laisserait supposer que le temple d'Ablon, dont nous n'avons pu retrouver les plans, était une bien vaste construction, puisqu'il pouvait contenir « plus de quatre mille personnes ».

Le témoignage du maréchal nous semble indiscutable, mais son chiffre nous paraît fabuleux et nous voulons penser que, par cette expression, il voulait signifier tout simplement : un grand nombre.

En parlant des voyages faits au temple d'Ablon, nous avons dit que le moyen de transport était le coche, et, à ce sujet, peut-être ne sera-t-il pas sans intérêt de rappeler l'origine de nos *corbillards*.

Ablon est juste à égale distance de Paris et de Corbeil. Le coche de Corbeil, qui transportait du pain à Paris trois fois par semaine, s'arrêtant au Quai de la Tournelle, prit, dans la suite, des voyageurs et avait un relais à Ablon, dans une maison près du Temple, l'auberge de l'Escu. (*Plan de 1604. — Archives Nationales.*)

Dans une épidémie survenue à Paris dans le cours du *xvii*^e siècle, le coche de Corbeil fut employé au transport des morts, à Paris, et, depuis ce temps, son nom fut donné à nos chars funèbres : corbeil, corbillard.

Le poète J. Corneillan appelait aussi ces coches : corbillards, et dans son *Voyage de Viry*, il débute ainsi :

« Quand les santés furent portées,
« Et que la faim nous eut quitté,
« Nous laissons aller nos pensées
« Sur le voiage projeté,

« Et, détournant vers la *Tournelle*
 « Où le *corbillard* nous appelle,
 « Plus inflexible que le sort,
 « Nous nous rendons dans la rive. . . .

Un lauréat de l'Académie, M. Edwards, dit que le mot *corbillard* vient du mot celtique : *carb*, un char. Loin de nous la prétention de discuter les lauriers décernés avec tant de sagesse par nos Immortels, mais n'y a-t-il pas effort d'imagination sur l'origine de ces chars qui, s'ils ne conduisent pas à l'Immortalité, mènent sûrement à l'Eternité ? Souvent les noms de lieu ont servi à dénommer nos véhicules et tout simplement de Berlin on a fait *berline* ; de Corbeil, *corbillard* et de Melun, le *meulunois*, etc.... etc...

Puisque nous parlons des *corbillards*, nous pourrions également rappeler l'origine de nos *fiacres*, véhicules dont le nom remonte au xvii^e siècle. « Il y a quelques quarante ans, » dit Sauval (1620-1670), historien de Paris qui abandonna le barreau pour se livrer à des recherches d'érudition), « qu'un certain Nicolas Sauvage, facteur du maître des coches d'Amiens, loua à la rue Saint-Martin une grande maison appelée : A l'Hôtel Saint-Fiacre, parce qu'à son enseigne était représenté Saint-Fiacre.

« Cet homme, fort entendu en chevaux et carrosses, s'avisa d'un nouveau trafic qui fut d'entretenir Paris de chevaux et de carrosses pour les louer au premier venu. Il eut des camarades qui s'établirent en divers quartiers et s'enrichirent. De cette

« maison à l'enseigne Saint-Fiacre vint le nom de *Fiacre*, donné
« aux carrosses de louage. »

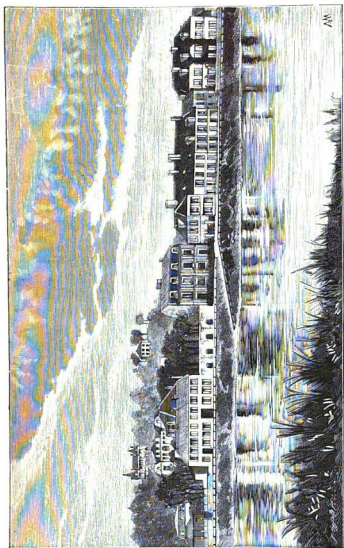
Il est encore fait mention de ces fiacres dans les *Mazarinades* de M. Moreau. Au numéro 3705 des *Mazarinades*, le *Souper Royal de Pontoise* dit en vers burlesques :

« C'était pour avoir les carrosses,
« Ou l'on attelle chevaux, rosses,
« Dont les cuirs tout rapetassés
« Vilains, crasseux et mal passés,
« Représentaient le simulacre
« De l'ancienne voiture à *fiacres*,
« Qui fut le premier du métier,
« Qui louait carrosse au quartier
« De Monsieur Saint-Thomas du Louvre,
« Que maintenant de tuiles on couvre. »

(Paris. Nicolas Damesne. 1652.)

Madame Dunoyer parle aussi dans ses lettres de ces « carrosses qu'on prend dans la rue Saint-Thomas et dans lesquels tout le monde peut entrer pour son argent ».





ABLON-SUR-SEINE.
(QUAI DE LA BARONNIE.)

CHAPITRE CINQUIÈME

ÉPIQUES DE LA FRONDE A ABLON.

La Fronde est la lutte qui eut lieu en France pendant la minorité de Louis XIV, de 1648 à 1653, entre le parti de la Cour et le parti de la Noblesse et du Parlement. Cette guerre de la Fronde, dans laquelle plusieurs femmes jouèrent un rôle important (Mademoiselle de Montpensier, la duchesse de Longueville qui égara Turenne), fut conduite avec une frivolité et une gaieté sans exemple ; aussi plusieurs historiens la traitent de ridicule et peu sérieuse.

Nous n'en ferions pas mention si un épisode n'avait eu lieu à Ablon-sur-Seine qui, d'ailleurs, n'eut pas beaucoup à souffrir de cette guerre. Dans notre contrée, la Fronde fut surtout funeste à Étampes. Turenne, voulant en déloger l'armée du prince de Condé, ruina si bien la ville que l'incendie, la peste et la misère en chassèrent les habitants.

Parmi les Mazarinades que Moreau signale, nous trouvons, au numéro 3263, une plaquette de huit pages que nous a laissée, en 1652, Samuel de Larru, ayant ce titre : *Relation véritable du combat fait à la prise du Pont d'Ablon-sur-Seine par M^r le Prince ; ensemble ce qui s'est passé à la prise de l'éminence de Saint-Spire sur Corbeil par le Prince de Tarente.*

Nous y lisons : « Il alla (Monsieur le Prince de Condé), avec

toutes ses forces, se porter sur une éminence près Montgeron, et mit quelques soldats à la garde du pont de bateaux qu'il avait fait faire à Ablon. On comptait sept princes dans son armée : M. le Prince, le duc de Lorraine, le duc de Beaufort, le chevalier de Guise, le duc de Wurtemberg, le prince de Tarente et le prince de Marillac.

De plus, les ducs de la Rochefoucault et de Rohan ; les marquis de la Boulaye et de Vezins ; les comtes de Tavannes, de Fuensaldagnes, de Holac et de Ligneville ; le baron de Clinchant et le sieur Ravenet.

« Le mardy 10 septembre, le prince de Condé fit battre le pont à coups de canon ; l'attaque fut opiniâtre durant l'espace de trois heures, où il y eust un grand nombre de soldats et officiers tuez de part et d'autre.

« Mais les ennemis, voyant la généreuse résolution de nos soldats et la ruine de leur pont, se retirèrent dans un chasteau qui est au village d'Ablon, et, par cet exploit, le maréchal de Turenne fut dans l'impossibilité de faire passer ses gens de l'autre côté de la rivière sur laquelle M. le Prince a deux ponts de bateaux.

« Depuis la rupture de ce pont, il a envoyé le prince de Tarente avec environ 1,000 hommes, tant cavalerie qu'infanterie, et quatre canons lesquels se sont saisis de l'éminence de Saint-Spire, du côté d'Essonnes, qui commande sur la ville de Corbeil. »

Singulière coïncidence!... 218 ans plus tard, les Prussiens, lors de l'invasion de 1870, placèrent également un pont de bateaux juste en face de Montgeron.

Dans la stratégie militaire, les positions topographiques semblent s'imposer fatalement.

Nous trouvons encore dans les Mazarinades, au numéro 3171,

le récit d'un combat qui eut lieu vers cette époque dans nos environs; il porte ce titre: Relation générale contenant au vrai ce qui s'est passé entre les deux armées (de Turenne et du duc de Lorraine) à Villeneuve-Saint-Georges entre le quinzième et le seizième juin 1652. (*Pierre de Mirville, 1653, sept pages.*)

La retraite du duc de Lorraine y est annoncée comme un bruit. Ce fut après le «*décampement*» de Turenne à Villeneuve-Saint-Georges que le comte de Tavannes reçut un brevet de maréchal de France. Mais il ne nous appartient pas de narrer ce combat; ce serait sortir du cadre restreint que nous nous imposons pour notre histoire locale.

Le maréchal de Turenne, qui s'était jeté dans le parti des frondeurs après l'arrestation des princes en 1650, rentra dans le devoir dès l'année suivante.

En faisant un long retour sur le passé, joignons à ces événements militaires un petit incident de peu d'importance qui se rattache au nom d'Ablon. La *Chronique de saint Denis* relate que, le dimanche 22 septembre 1370, le général anglais Robert Knolles (ou Knowles) et les Anglais, revenant de faire une excursion en Bourgogne, logèrent à Ablon et, le mardi suivant, se rangèrent en bataille entre Villejuif et Paris.

Le roi Charles V pouvait voir de son hôtel Saint-Paul les flammes allumées par l'ennemi, mais il laissa les Anglais s'user au milieu d'un pays dévasté, et lança enfin contre eux le brave Du Guesclin qui les chassa des diverses places qu'ils occupaient.

Ce fameux général anglais, qui lutta contre Clisson et Du Guesclin (1373), prit part au célèbre combat des Trente où trente Bretons et trente Anglais en vinrent aux mains en 1351

au pied du chêne de Mi-Voie, entre Josselin et Ploërmel. Huit Anglais furent tués et les autres se rendirent. L'histoire rapporte que, dans l'ardeur du combat, le chef des Bretons, Jean, sire de Beaumanoir, épuisé de chaleur et de fatigue, demandait à boire, à grands cris : « Bois ton sang ! » lui répondit un de ses compagnons.





CHAPITRE SIXIÈME

ABLON PENDANT L'INVASION DE 1870.

Il nous est pénible de faire revivre le triste souvenir de nos désastres, après tant d'historiens qui, dans des pages émouvantes, ont retracé les scènes sanglantes de la patrie mutilée.

Nous ne voulons pas redire les horreurs commises par un ennemi qui fondit sur nous, la torche d'une main et l'épée de l'autre; nous ne ferons que consigner bien simplement les faits qui se sont passés à Ablon pendant ces journées terribles de 1870-1871.

§ I. — *Passage des troupes.*

Le lundi 12 septembre 1870, de 2 heures à 5 heures du soir, des espions, ingénieurs prussiens, furent aperçus au nombre de cinq : deux sur la rive gauche de la Seine, et trois sur la rive droite.

Ces ingénieurs dressaient leurs plans pour un passage de pont de bateaux, en face de Montgeron, près de la maison appelée : la villa du Cap. Cette maison était louée depuis le commencement de mai 1870 par un Allemand qui a disparu aussitôt

la déclaration de guerre, après avoir travaillé librement pendant cinq mois à l'étude de ces plans. Plusieurs fournisseurs se rappellent encore cet individu, à l'extérieur convenable, qui subitement est parti, sans régler ses comptes.

Les cinq espions prussiens ayant terminé leur opération, tracèrent une immense croix sur la face latérale du mur du jardin de la villa du Cap : fait qui fut signalé par trois rapports consécutifs au chef d'escadron de gendarmerie en résidence à Villeneuve-le-Roi et commandant les avant-postes français d'observation.

Ce fut exactement près de cette villa que, le samedi 17 septembre, les Prussiens établirent leurs deux ponts de passage.

Maîtres des hauteurs de Villeneuve-Saint-Georges, cet endroit leur était naturellement désigné pour déboucher de Montgeron par la route de Lyon; protégés par le remblai du chemin de fer de Montargis, ils purent facilement arriver à leurs ponts jetés sur la Seine par deux passages pratiqués sous les remblais du chemin de fer.

Nous avons parlé de cet endroit au sujet de la guerre de la Fronde.

Ce fut le jeudi 15 septembre, vers quatre heures du soir, que les uhlands vinrent observer le village d'Ablon. Ils firent reposer et boire leurs chevaux en aval de l'écluse et ne tardèrent pas à se retirer en disant : « Singulier pays, où sont donc les habitants ? »

Le vendredi 16 septembre, à onze heures du matin, on vit se déployer en face d'Ablon, sur la route de Draveil et dans la plaine de la rive droite, deux divisions de cavalerie. Devant cette force écrasante, les gendarmes, qui seuls occupaient le pays, se replièrent, ne pouvant tenter une lutte inutile.

Une brigade d'infanterie allemande ne tarda pas à s'avancer au pas de course à la suite de ces deux divisions de cavalerie, se dissimulant derrière le remblai de la ligne de Montargis.

A midi sonnant, trois mille fusiliers environ franchirent en courant la distance du chemin de fer au rivage de la Seine, et, par les deux ponts pratiqués sous la ligne de Montargis, vinrent occuper la rive qui fait face à Ablon : les uns restèrent sur cette rive droite, près de la Maison Blanche, et les autres traversèrent pour prendre position au bas de la côte de Mons.

Au milieu de ces trois mille fusiliers, marchaient deux batteries d'artillerie qui se placèrent sur la rive droite, en face du petit pont du chemin de fer d'Orléans. Un train d'Orléans, allant sur Paris et contenant des francs-tireurs, vint à passer et, immédiatement, il y eut échange de coups de fusil. Le canon se fit entendre; les Prussiens voulaient couper la ligne d'Orléans par la rupture du petit pont situé au-dessus d'Ablon. De la rive droite, 112 projectiles furent lancés sur ce pont, mais sans grand résultat.

L'ennemi se retira à 5 heures du soir, et, à 6 heures, les rails replacés, l'on put faire passer des trains dans la direction d'Orléans.

Vers six heures, il y eut encore des coups de fusil échangés entre les deux rives par les francs-tireurs et les Prussiens.

Cette manœuvre de l'ennemi à Ablon montre évidemment qu'Ablon devait servir de passage principal à l'armée prussienne pour l'investissement de Paris par la rive gauche de la Seine, et y jouer un rôle plus considérable que le passage par Corbeil.

Le samedi 17 septembre, vers dix heures du matin, on aperçut trois divisions de cavalerie se développant aux approches

de la rive droite, depuis la rivière d'Yères, à Villeneuve-Saint-Georges, jusqu'aux extrémités de la route touchant aux premières maisons de Draveil, et descendant par la route faisant face à Juvisy.

Le même jour, à onze heures, trois bataillons de chasseurs à pied débouchèrent par le petit pont du Rû d'Oly, sous la ligne de Montargis, en face de la villa du Cap, à l'endroit étudié par les espions prussiens. Ces bataillons étaient suivis par les pontonniers et leurs voitures.

A midi, les premières barques furent lancées, transportant ces trois bataillons sur la rive gauche. Le premier bataillon prit place en face du passage projeté; le deuxième alla se ranger sur la route de Villeneuve-Saint-Georges à Villeneuve-le-Roi, et le troisième bataillon prit position sur le quai de la Baronnie, se rapprochant du centre d'Ablon. Plusieurs francs-tireurs, embusqués à l'extrémité de la Sablière, tirèrent environ trente coups de fusil sur le bataillon du centre et tuèrent un capitaine et trois hommes.

L'opération du lancement du pont de bateaux, commencée à midi, fut terminée en une heure, livrant immédiatement passage à deux escadrons de uhlans qui se répandirent par petits groupes dans diverses directions.

Trois brigades de cavalerie passèrent ensuite, se dirigeant : l'une, vers Choisy, l'autre, traversant Ablon pour gagner la route de Fontainebleau, et la troisième, filant sous la côte d'Athis dans la direction de Juvisy; puis sept ou huit batteries d'artillerie suivirent ces mêmes directions.

De trois heures à six heures, le quatrième corps d'armée exécuta son passage en se massant sur les terrains près de la Sablière,

pour traverser Ablon et marcher sous la côte d'Athis, dans la direction de Juvisy.

Après le défilé de ce quatrième corps d'armée, plusieurs escadrons de cavalerie arrivèrent, ayant pour mission d'occuper, pendant la nuit, les villages des environs d'Ablon, et partirent, dès le lendemain, à six heures du matin.

Pendant cette nuit du samedi 17, Ablon fut occupé par deux escadrons des Hussards de la Mort qui pillèrent les maisons.

Le dimanche 18 septembre, vers huit heures du matin, après le départ des Hussards de la Mort, Ablon fut envahi par l'avant-garde d'un corps bavarois, qui avait déjà commencé son passage à deux heures du matin, se dirigeant vers un second pont qui avait été jeté sur la Seine pendant la nuit.

Ce même jour, un prince de Hohenlohe, chef d'escadron de l'avant-garde, devant se rendre à Longjumeau, en suivant la côte d'Athis, se fit escorter par l'abbé Hébert, curé d'Ablon, obligé de céder à cette brutale pression. A son retour, le prince, s'arrêtant sur le quai Magne, présenta l'abbé Hébert au général von der Thann et à son état-major : injurieuse présentation autorisée par l'insolence de la victoire. Ce n'était plus l'époque chevaleresque des guerres de nos ancêtres où la bravoure et la loyauté se rencontrant dans les deux camps, on s'inclinait devant le courage malheureux de son ennemi : *Gloria Victis* ! Et sans remonter si loin, ce n'était plus le temps où Wellington, qui avait su vaincre à Waterloo celui qu'il appelait le plus grand capitaine qui eût jamais existé, s'écriait : « Vivent nos amis les ennemis ! »

Deux escadrons de dragons occupèrent Ablon pendant la nuit du dimanche 18 septembre.

Le lundi 19, passage de deux nouveaux corps d'armée, et en particulier du 5^e corps. Plusieurs escadrons de cavalerie et de la Garde Royale vinrent ensuite.

Ce fut le mardi 20 septembre, que le 6^e corps d'armée, qui avait primitivement la mission d'occuper Ablon et de tenir ses positions à Choisy-le-Roi et à Ivry, passa la Seine se dirigeant vers Athis pour remplacer à Juvisy et à Savigny des escadrons de cavalerie et des bataillons d'infanterie.

Le mercredi 21 septembre, Athis fut occupé par le 51^e; le jeudi 22, un bataillon du 51^e vint prendre possession d'Ablon, et le vendredi 23, le 51^e tout entier occupa Ablon avec deux batteries d'artillerie et deux escadrons de dragons, pendant que le 38^e gardait Athis. Le 1^{er} octobre, le 51^e fut remplacé par le 62^e qui séjourna à Ablon jusqu'au 12.

A partir du 12 octobre jusqu'au 13 mars 1871, Ablon fut constamment occupé par le 10^e des fusiliers de Silésie.

Le 6^e corps d'armée avait pour général en chef, le général Tümping, occupant, à Villeneuve-le-Roi, la propriété de M. Soupault.

La 11^e division était commandée par le général de Gordon.

La 23^e brigade avait pour chef le général Malawski, résidant à Ablon dans la propriété de Madame Sinet, appartenant actuellement à Monsieur Adrien Marc, notaire à Paris.

Le 51^e, qui occupa Ablon, eut pour chef, du 24 septembre au 2 octobre, le colonel von Clipping.

Le chef du 62^e fut le général von Goundell.

§ II. — *Les Ambulances à Ablon.*

Après la bataille du 30 septembre 1870 à Chevilly, il fallut songer à organiser, dans Ablon, des ambulances sérieuses.

Les autorités prussiennes, prenant possession du château de M. Moisset, y installèrent une première ambulance dans laquelle on dressa une trentaine de lits. Mais, après deux engagements sous Choisy-le-Roi à la date des 6 et 10 octobre, et un premier bombardement à la date du 14 octobre, il fut nécessaire d'augmenter les lits pour les blessés prussiens.

L'abbé Hébert, curé d'Ablon, fut forcé par les Prussiens de les accompagner à Choisy-le-Roi, pour prendre, dans les pensionnats et autres établissements, toute la literie disponible.

A la date du 20 octobre, il y avait 155 lits montés dans cette première ambulance prussienne à Ablon. Trop petite, une seconde fut établie, avec 30 lits, dans la maison appartenant actuellement à M. Galante, et une troisième, avec 20 lits, dans la maison de M. Montonnier.

Hélas ! tous ces secours n'étaient alors destinés qu'aux soldats allemands. Les Français n'étaient pas admis dans ces ambulances ; ils étaient dirigés, on le sait, bien loin, au delà de nos frontières.

Vers la fin d'octobre, plusieurs convois de blessés arrivèrent à Ablon, des environs d'Orléans, et furent immédiatement transportés sur la rive droite de la Seine.

Plus tard, dans la première quinzaine de décembre, de nombreux convois de blessés français et allemands arrivaient, tous les trois à quatre jours, à Ablon, où ils recevaient seulement une hospitalité de vingt-quatre heures dans la propriété de M^{me} Joubert, devenue la quatrième ambulance d'Ablon.

En terminant ce chapitre, disons quelques mots sur M. l'abbé Hébert, resté à Ablon pendant l'occupation prussienne.

Le 13 octobre 1870, à l'occasion du combat de Bagneux, il devint suspect à l'ennemi pour avoir témoigné trop de sympathie aux blessés français, et fut consigné dans son presbytère.

Le 16 novembre, il était enlevé de sa paroisse et traduit devant le Conseil de guerre d'Orly sous le singulier prétexte qu'il avait : « impoliment décerné aux Allemands l'épithète de voleurs. »

Le 18 du même mois, il était définitivement constitué prisonnier sous la misérable dénonciation : « d'avoir jeté des bouteilles pleines de dépêches dans la Seine, pour Paris. »

Le 2 décembre, il était brutalement arraché de sa prison d'Orly et conduit à Lagny : « parce qu'on avait découvert un télégraphe souterrain dans son église. »

Le 12 décembre, l'abbé Hébert était, pour la seconde fois, traduit devant le Conseil de guerre pour répondre au grief plaisamment imaginaire : « d'être allé tous les jours, à quatre heures du matin, faire manœuvrer le disque du chemin de fer pour indiquer aux défenseurs de Paris le nombre des canons prussiens qui passaient par Ablon. » Regardé comme espion, il fut reconduit à Orly et confié à la haute surveillance de trois soldats.

Vers la fin de décembre, l'abbé Hébert eut, comme compagnon de captivité, un jeune homme de vingt ans, trouvé porteur

de dépêches importantes qui lui avaient été confiées le 7 décembre à Tours.

Ce courageux soldat n'avait plus que cinq cents mètres à parcourir pour toucher aux avant-postes de Villejuif; mais, succombant à la faim, au froid et à la fatigue, il s'était trouvé cerné entre deux patrouilles prussiennes.

Le lundi 2 janvier, l'abbé Hébert et l'héroïque jeune homme furent conduits séparément dans le grand salon du château d'Orly, servant de quartier-général à l'état-major de la XI^e division, et le jury militaire condamna le pauvre soldat à être fusillé, comme espion.

L'abbé Hébert eut la douloureuse mission de signifier à ce martyr de la patrie cette triste nouvelle et de le préparer à offrir sa vie à Dieu, après l'avoir déjà noblement donnée à la France.

L'exécution eut lieu dans le cimetière d'Orly.

Deux soldats relevèrent ce corps gisant dans la boue, comme un lambeau déchiré du drapeau de la France, et le déposèrent dans une fosse peu profondément creusée.

La mort sur le champ de bataille a sans doute plus de gloire, mais la mort d'un soldat tombant inconnu pour le service de sa patrie dans le coin béni d'un cimetière, loin des camarades, a plus d'héroïsme.

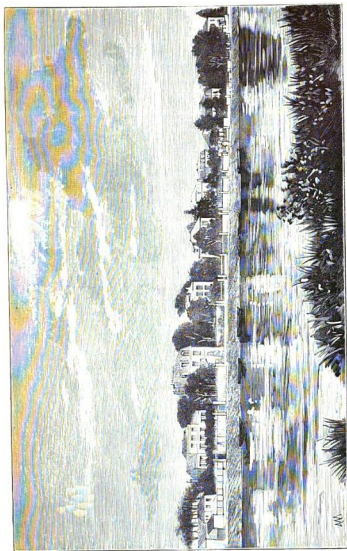
Enfin, le 1^{er} février 1871, après quatre mois de captivité, l'abbé Hébert, gracié d'une condamnation à deux ans de forte-resse, en vertu de l'amnistie, fut rendu à sa paroisse.

Dans le cimetière d'Ablon, un carré de dix mètres, toujours entretenu avec un soin religieux, a été affecté à la sépulture d'environ vingt-cinq soldats allemands.

Pendant l'invasion, M. Alphonse Crécy fut obligé par le commandant prussien à remplir les fonctions de maire.

Le chef de la station d'Ablon, M. Cotté, fut maintenu prisonnier dans la gare et menacé du Conseil de guerre sous l'accusation d'avoir télégraphié aux troupes de Paris.





ABLON-SUR-SEINE.

(LA BARONNIE.)



CHAPITRE SEPTIÈME

VILLAGE D'ABLON.

§ 1. — *Population d'Ablon.*

LEBŒUF, dans son *Histoire des environs de Paris* de 1757, dit qu'Ablon est remarquable par l'entrepôt de vins qu'y ont plusieurs cabaretiers de Paris.

C'est à ce dépôt de vins destinés à Paris, et au bureau fiscal de cet entrepôt, qu'Ablon dut le premier accroissement de sa population.

Un arrêté du Conseil d'Etat, du 27 mars 1731, permet aux fermiers des aides d'établir à Ablon, Arpajon, Charenton et Villeneuve-Saint-Georges des bureaux « où ceux qui conduisent des boissons sont tenus de prendre des laissez-passer ».

Dans la suite, Bercy, à raison de sa proximité de Paris, s'est emparé de cet entrepôt d'Ablon qui était particulier pour les vins de Bourgogne.

Il n'y a qu'à parcourir et à admirer les belles et vastes caves que possèdent encore de nombreuses maisons et qui font d'Ablon une ville souterraine, pour se convaincre de l'importance qu'avait alors ce commerce.

Malheureusement, ces caves vides ne sont plus que des catacombes où est ensevelie une gloire passée.

Sans succès, en 1850, un maire d'Ablon, M. Chollet, a tenté de faire revivre ces docks.

L'abbé Valentin Dufour, dans son *Ancienne description de Paris*, tome IX, page 93, cite parmi *Les prix de Paris*, celui d'Ablon :

Je suis un pauvre homme d'Ablon ;
Il y a longtemps que je viens
A Paris vendre mon sablon
Qui sert à mettre sur les vins.

Le dénombrement de l'élection de Paris, en 1709, comptait 30 feux à Ablon, soit 90 habitants, en supposant 3 habitants par feu.

En 1726, le *Dictionnaire universel* qualifie Ablon de bourg et marque 97 habitants.

En 1745, le sieur Doisy, dans son dénombrement, relève seulement 54 habitants à Ablon, et fait observer que le territoire consiste « en terres et en vignes ».

Le chanoine Expilly, dans son *Dictionnaire historique* de 1762, indique 18 feux au bourg d'Ablon, du Parlement et de l'Intendance de Paris. (Tome X, page 12.)

Différents Annuaires de Seine-et-Oise établissent comme il suit la population d'Ablon :

En 1851	— 338	— habitants
En 1853	— 305	—
En 1864	— 446	—
En 1868	— 474	—
En 1875	— 490	—
En 1881	— 531	—

En 1889, le recensement constaterait environ 800 habitants pour la population fixe résidant pendant l'hiver, et environ 2,000 pour la population d'été.

Cet accroissement d'Ablon s'explique par sa ravissante situation à la porte de Paris et ses riantes villas, qui en font un lieu de villégiature recherché des Parisiens, en quête d'un endroit paisible et bien tenu.

Avant la construction du pont suspendu de Villeneuve-Saint-Georges, il y avait un bac à Ablon pour faciliter la communication entre les deux rives; une rue du village en a conservé le nom, rue du Bac.

Ce bac existait déjà en 1720, car, à cette date, les archives de la mairie d'Ablon mentionnent un sieur Claude Baucheron, passeur du port d'Ablon, et nous trouvons en 1788 un acte du 22 avril, par lequel Jacques Arnoult, pêcheur, *passeur du bac à Ablon*, « achète à l'église d'Ablon le *droit de planche* que la fabrique possédait dans le port d'Ablon. » Ce droit est vendu à Jacques Arnoult pour 50 livres, à la charge par lui de fournir à l'arrivée des bateaux « *les poulains, les câbles, les cordes nécessaires* pour le roulage, l'encavage et le décaillage des vins ».

La fabrique d'Ablon possédait déjà ce droit de planche au 6 janvier 1726, et Pierre Gibier, marguillier, était chargé de le percevoir. Ce droit fut homologué par un arrêt du Parlement du 29 mars 1763.

Au sujet du dénombrement dont nous venons de parler, rappelons qu'avant la Révolution de 1789, le territoire français était divisé en Pays d'Élection et en Pays d'États. Les Pays d'Élection comprenaient les provinces où la répartition de l'impôt était faite par des délégués royaux qu'on désignait sous le

nom d'*Élus* et qui constituaient un Tribunal appelé Élection.

En 1372, le roi Charles V s'arrogea le droit de transformer les *Élus* en fonctionnaires royaux.

A cette époque, il existait en France 21 Généralités comprenant 180 tribunaux d'élection.

La Généralité de Paris comprenait 22 Élections :

Paris, Beauvais, Compiègne, Coulomniens, Dreux, Érampes, Joigny, Mantes, Meaux, Melun, Montereau Montfort-Amaury, Nemours, Nogent-sur-Seine, Pontoise. Provins, Rozoy, Saint-Florentin, Senlis, Sens, Tonnerre et Vézelay.

On donnait le nom de Pays d'États aux provinces qui conservèrent jusqu'à la Révolution le droit de s'administrer elles-mêmes, au moyen d'Assemblées composées de députés du Clergé, de la Noblesse et du Tiers-État. Ces pays étaient au nombre de onze.

L'Ile-de-France, la Normandie et l'Orléanais faisaient partie des pays d'Élection.

L'Élection de Paris comprenait 442 paroisses.

Tout l'arrondissement de Corbeil dépendait de cette Généralité de Paris, à l'exception de : Auvernaux, Ballancoart, Champcueil, Chevannes et Nainville. — (Mercier. — Anciennes divisions de la France.)

§ II. — *Mairie d'Ablon.*

La Mairie actuelle fut bâtie par M. J. Pascal, architecte, Prix de Rome, à qui on doit la façade de la Bibliothèque nationale. Ce monument fut inauguré le 15 août 1883 par M. Henri Soinoury, sous-préfet de Corbeil, actuellement préfet de Bar-le-Duc.

Précédemment, la Mairie était située près de la place de l'Église, dans un immeuble qui fut pendant longtemps affecté aux écoles.

Les premiers registres de l'état civil, conservés à la Mairie commencent en 1693 et sont signés par le curé desservant Athis.

Ce ne fut qu'en 1789 qu'Ablon eut sa mairie. Jusqu'alors, il relevait de la commune d'Athis; et seulement en 1792, notre pays devint commune.

En effet, la première délibération du conseil municipal de 1792 exprime le regret de voir « qu'Ablon n'est pas encore commune ». Cette même année, Ablon possède ce droit tant désiré, et on accorde à son administration une faible rente de 20 livres.

A titre de document pour l'avenir, nous dressons la liste des maires qui ont été à la tête de la commune depuis la réorganisation municipale.

Pendant trente mois, jusqu'en février 1790, *Jacques-Antoine Grangé* eut l'administration de la commune comme ancien procureur du roi.

Voici les noms de ses successeurs :

MAIRES D'ABLON :

MM.

1. JEAN-MATHIAS 18 février 1790 au 12 mars 1793.
 2. VAUGELEEN. 12 mars 1793 — 20 pluviôse an III (1794).
 3. ROGER. 20 pluviôse an III — jusqu'à l'an IV (1795).
- PETIT et BANCELIN, père
agissent comme Maires jusqu'à l'an VII (1798).
4. PETIT 1^{er} thermidor an VII — 7 messidor an XII (1803).

-
- | | |
|----------------------------------|---|
| 5. MATHIAS. | 7 messidor an XII — 7 décembre 1817. |
| 6. BARON DE CHAMBARLAIN. | 7 décembre 1817 — 4 mai 1826. |
| 7. POCHARD. | 4 mai 1826 au 14 mai 1826. |
| 8. LEGRAND. | 1 ^{er} avril 1827 — 12 mai 1832. |
| 9. GRUFFRON. | 5 août 1832 — 11 juin 1837. |
| 10. MATHIAS. | 9 novembre 1873 — 10 mai 1840. |
| 11. CHOLLET. | 8 août 1840 — 19 août 1852. |
| 12. Philippe SIMON. | 12 septembre 1852 — 10 novembre 1855. |
| 13. LÉCHOPPIÉ. | 9 décembre 1855 — 21 décembre 1865. |
| 14. Joseph SIMON. | 21 décembre 1865 — 15 janvier 1878. |
| 15. Adolphe MOISSET. | 31 mars 1878 — 23 janvier 1881. |
| 16. Amédée SIMON. | 23 janvier 1881 — |

L'administration de M. *Amédée Simon* aura été tout particulièrement féconde en améliorations pour la commune. C'est à son intelligente initiative que le pays doit : la Mairie ; la canalisation des eaux ; l'éclairage au gaz ; la rue de Paris et la rue du Bac converties en avenues d'arbres utiles pour les promeneurs.

Peut-on exprimer un vœu général ? pourquoi n'en serait-il par de même sur les quais !

Une amélioration reste également à faire, c'est la disparition de la pile du pont du chemin de fer qui, affreusement, coupe le pays en deux sections.

Peut-être verrons-nous ce dernier rêve se réaliser, car tout est possible, quand une commune est administrée, comme Ablon, par des Conseillers municipaux qui, unis et fiers de leur pays, déploient un zèle infatigable pour faire d'Ablon un des villages les plus coquets des environs de Paris.

§ III. — *École d'Ablon.*

L'école tient sa place dans la commune, comme l'église et la mairie, et nous tenons à ne pas l'oublier dans notre petite monographie.

Ce n'est pas simplement une maison où l'on fait de l'enfant une machine à compter et à écrire ; disons-le, c'est encore un sanctuaire où on doit faire de lui un être vertueux, un homme, *vir*, selon l'expression des anciens.

Si l'enfant n'est qu'une simple machine à lire et à écrire, sans le sens de la conscience droite, ce sera une machine dangereuse, une force brutale au jour de l'émeute, car « Science sans conscience, n'est que ruine de l'âme. »

Tout le monde sait que, dès la plus haute antiquité, les peuples civilisés ont eu des écoles publiques. Nos ancêtres, les Gaulois, avaient des écoles tenues par les prêtres druides ; c'est là que se formaient nos vieux poètes nationaux, *les bardes*.

Les Romains établirent des *écoles municipales* dans les Gaules, et comme ces écoles avaient disparu vers la fin du v^e siècle, le christianisme les remplaça par des écoles dites *écoles épiscopales*, parce que chaque siège épiscopal avait la sienne, et par les *écoles monastiques*, formées dans les cloîtres.

Dès le berceau de notre monarchie française, nous voyons que l'Église s'occupe de répandre l'instruction, et le concile de Vaison, en 629, ordonne au clergé d'imiter les prêtres d'Italie et d'initier les jeunes gens aux lettres.

Arrive la Féodalité, et l'Église donne un nouvel essor à l'instruction publique. A côté de l'empereur Charlemagne, elle place

le moine Alcuin et fonde l'école du palais, qu'on appela : *l'école palatine*.

En face des châteaux-forts, l'Église élève les paisibles asiles de la science.

Aux ^xⁱ et ^xⁱⁱ siècles se multiplient les collèges. Les grandes villes ont leurs brillantes universités et les plus petits villages leurs écoles, en même temps que l'Église donne à ses moines le travail de répandre, par la transcription, tous les manuscrits qu'avaient légués à la postérité l'Égypte, la Grèce et l'Italie.

Plus tard, ce fut encore l'Église d'Occident qui donna asile aux savants, aux littérateurs exilés de Constantinople, et le siècle de la Renaissance fut le siècle du Pape Léon X.

En 1789, il y avait 1 enfant sur 31 fréquentant l'école ; en 1842, la proportion était descendue à 1 sur 35.

La première école primaire d'Ablon remonte à l'année 1835 et était située dans « une maison sise sur le qual, appartenant au sieur Mathias. » (Archives de la mairie d'Ablon.)

En 1852, les écoles se tenaient dans le presbytère actuel et cet immeuble étant trop étroit pour loger le curé et l'instituteur, les écoles furent transférées, en 1856, dans l'ancienne mairie.

En 1877, l'école des Filles, transférée dans la rue du Bac, fut confiée à la direction des Sœurs de la Miséricorde de Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche), actuellement en exercice.

Par son testament du 13 juillet 1840, monsieur Geuffron, institue une rente de 550 francs, dont 400 francs pour le curé et 150 francs pour l'instituteur.

Jusqu'en 1835, les enfants d'Ablon se rendaient à l'école de Villeneuve-le-Roi.

LISTE DES INSTITUTEURS QUI ONT EXERCÉ DANS LA COMMUNE
D'ABLON :

1. Pierre Sémé.	27 avril 1835	(date de la nomination.)
2. Michel Lhopitaux.	2 juin 1845	»
3. Louis Aurreix.	1 ^{er} juillet 1847	»
4. Jean Messin.	9 décembre 1853	»
5. Jean Pétronille.	7 avril 1856	»
6. Louis Ponthieu.	9 octobre 1869	»
7. Adrien Vaux.	8 avril 1871	»

Assurément, ces maîtres ont dû avoir à Ablon des devanciers dans cette pénible tâche de l'éducation de l'enfance ; cependant, malgré nos recherches, nous n'avons trouvé que cinq noms dans les archives de la mairie :

Louis Auproy.	en 1752
Desbordes.	en 1753
Nicolas Margaine.	en 1755
Lucien Beillet.	en 1783
Etienne Arnous.	en 1789

Nous pourrions dire un mot du presbytère qui fut en même temps l'école pendant bien longtemps.

Comme architecture et disposition, ce n'est pas un modèle ; sur huit pièces, deux seulement ont le luxe d'une cheminée, et, comme le fait observer en 1852 l'abbé Moreau, dans une plainte adressée au Conseil municipal, « cet immeuble n'a ni cave, ni grenier, ni cheminée. »

Assurément, l'architecte a dû travailler pendant les grandes chaleurs de l'été ou venir du Midi, car son travail nous rappelle une maison bâtie par le fameux Balzac, qui fut notre voisin à Villeneuve-Saint-Georges.

Ce romancier avait des prétentions en architecture et croyait pouvoir diviser les plans d'une maison aussi habilement que les plans d'un ouvrage littéraire.

N'écoutant aucune observation, et voulant être obéi, il fit élever une villa.

Au moment d'en prendre possession, il s'aperçut qu'il avait oublié l'escalier.

Notre architecte peut donner la main à Balzac, il a cru, comme lui, que l'escalier, aussi bien que la cheminée, étaient des accessoires de pure fantaisie.

§ IV. — *Chemin de fer.*

Barrage.

Ablon est, en quittant Paris, la 3^e station du chemin de fer d'Orléans.

L'inauguration de cette grande voie qui devait réunir Orléans à Paris eut lieu le mardi 2 mai 1843.

Primitivement, la gare établie sur le territoire de Villeneuve-le-Roi, à l'endroit écarté où se trouve maintenant la fabrique d'eau de javel de monsieur Brequin, devait occuper, dans la traversée du pays, une tranchée présentant, dans sa partie la plus creuse, 8 mètres de profondeur et 400 mètres de parcours; mais, à la sortie du village, le sol glaiseux éprouva des glissements et vint combler les parties déblayées. Ce premier tracé fut abandonné; une courbe plus forte dispensa de toute tranchée.

La gare fut transférée, à la demande des habitants, au point où nous la voyons actuellement.

Pour ce transfert, la commune a versé à la compagnie d'Orléans 2000 francs, produit d'une souscription faite dans le pays.

Placée au centre d'Ablon, la gare est fréquentée par un grand nombre de voyageurs, comme le prouve un relevé fait à l'Administration.

En 1888, nous comptons :

162.933 voyageurs :	{	84.631	au départ d'	} Ablon.
		78.302	à l'arrivée à	

En 1889, la statistique donne :

173.217 voyageurs :	{	87.985	au départ d'	} Ablon.
		85.242	à l'arrivée à	

BARRAGE.

Pour faciliter la navigation de la Seine, on a établi à Ablon une écluse en 1863.

Le barrage fut construit sous la direction de M. Chanoine, ingénieur en chef des ponts et chaussées, par les entrepreneurs Chotard et Doinel.

Comme nous l'avons fait observer, le dragage a mis au jour des épaves de l'époque gallo-romaine, des Mérovingiens et de la Fronde. Ces diverses armes affirment les actions sanglantes dont notre pays a été le témoin pendant ces périodes tourmentées de notre histoire nationale.

Le docte abbé Baranger dit avoir trouvé, à Villeneuve-le-Roi et dans les environs d'Ablon, les traces d'un hameau gaulois; et cet antiquaire n'hésite point à affirmer que la voie de Lutèce à Melodunum passait à Villeneuve et à Ablon; puis, suivant les coteaux

qui bordent la Seine, la route arrivait à Juvisy, où elle franchissait la rivière d'Orge.

L'abbé Baranger affirme avoir rencontré sur les bords de la Seine des débris de céramique, des haches et couteaux en silex et autres témoins de l'industrie primitive. Du reste, le Musée de Saint-Germain-en-Laye possède des instruments en pierre taillée et en pierre polie trouvés à quelques mètres d'Ablon, à Villeneuve-Saint-Georges. (*Routes anciennes.* — Dutilleux.)

Ces fouilles confirment celles qui ont été faites au barrage d'Ablon.

Une preuve de la fréquentation toute particulière de notre pays dès les temps les plus reculés consiste dans un menhir qui existe encore à 100 mètres de la Seine, sur la partie du territoire de Villeneuve-le-Roi limitrophe à notre commune.

On sait que les menhirs servaient au culte des Druides et des anciens Gaulois. Comme les obélisques, les pyramides, les colonnes isolées et certains tumulus, les menhirs étaient les symboles du dieu Belenus, le soleil gaulois, dont les Romains firent leur Janus.

Le dimanche 25 août 1861, fut béni au barrage d'Ablon, par l'abbé Moreau, un bateau dragueur destiné aux travaux de l'écluse. Il reçut comme nom : l'*Ablonaise-Louise-Marie*. Le parrain fut monsieur Martin fils, entrepreneur des travaux, et la marraine, madame Doinel.

Ce bateau, converti en drague pneumatique appartient à la Compagnie Thierry-Villepin.

En 1861, le barrage d'Ablon ayant nécessité un nouveau dragage de la Seine, on a rencontré les pilotis d'un pont.

Comme il y a doute sur le parcours de la voie romaine, dont

parle Dutilleux, nous mentionnons ces derniers détails en nous demandant si la voie romaine de Lutèce à Melodunum, ne suivait pas cette direction par l'écluse d'Ablon.

Alphonse Daudet a illustré le barrage d'Ablon en y plaçant un des épisodes les plus émouvants de son *Évangéliste*.

George Duruy a également placé au barrage d'Ablon la catastrophe finale de son roman *Le Garde du corps*.





CHAPITRE HUITIÈME

ABLON ET SES CÉLÉBRITÉS.

RUSIEURS personnages célèbres, ont fixé leur résidence à Ablon.

Claudine-Alexandrine Guérin de Tencin, née à Grenoble en 1681, morte à Paris le 4 décembre 1749, remarquable par sa beauté, son esprit et son ambition, était la sœur de Pierre Guérin de Tencin, cardinal en 1739 et archevêque de Lyon en 1740, qui lança plusieurs mandements contre les Jansénistes.

Cette femme, dont d'autres que nous ont dit la vie irrégulière et mouvementée, fit, de son hôtel de Paris et de *sa maison d'Ablon*, le rendez-vous des beaux esprits ; réunion qu'elle appelait par plaisanterie : *sa ménagerie*. Sa fortune, due à des spéculations sur les actions de Law, le fameux financier sous la régence, était considérable.

En 1730, le roi avait forcé madame de Tencin à s'éloigner de Paris et à choisir une retraite à une distance de 15 à 20 lieues. Temporisant avec l'ordre royal et sans calculer la distance, elle fit d'Ablon le siège de cette retraite forcée et, le 12 octobre 1730, elle écrivait à monsieur Hérault, lieutenant de police, conseiller d'Etat, le priant d'intercéder auprès du cardinal Fleury pour

permettre son retour à Paris, lui disant : « Depuis que je suis à Ablon, je suis toujours mourante; j'ai besoin de secours spirituels dont je suis absolument privée ici. »

Le 22 octobre 1736, le ministre Maurepas fait savoir à madame de Tencin que le roi trouve bon qu'elle revienne à Paris.

Malgré un style prétentieux, cette femme a laissé plusieurs ouvrages dignes d'intérêt, notamment : le *Comte de Comminges* et le *Siège de Calais*.

L'abbé Barthélemy a publié les mémoires secrets de madame de Tencin, qui sont une heureuse découverte relativement au célèbre d'Alembert que madame de Tencin voulut reconnaître pour son fils quand il fut illustre.

Le général Blin, qui fut grièvement blessé par la machine infernale de Fieschi, et le général de Chambarlach ont habité la maison carrée située près de l'écluse. Cette maison, à la toiture italienne, fut, comme nous l'avons dit, élevée sur l'emplacement du couvent des Célestins.

Le général Jean-Jacques Vital de Chambarlach, baron de l'Aubépin, était né aux Étables, dans le Forez, le 2 août 1754, et mourut à Ablon le 3 février 1826.

Il avait épousé Mlle Francine de Couci, morte à Ablon le 1^{er} mai 1818.

La famille de Chambarlach compte plusieurs officiers distingués et un comte au chapitre noble de Brioude en 1582.

Le général de Chambarlach était commandeur de la Légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis. Il fut maire d'Ablon pendant 9 ans et président du Conseil de Fabrique.

Un caveau réservé pour la sépulture de cette famille existe dans le cimetière d'Ablon.

Cette maison appartient également à M. Geuffron, avoué à Paris, dont la mémoire est pieusement conservée à Ablon.

La plus grande propriété d'Ablon est celle que M. Magne, Ministre des Finances sous Napoléon III, fit construire en 1856. Cette terre fut, dit-on, donnée à M. Magne par l'Empereur. Nous pensons qu'il y a ici confusion au sujet des libéralités de Napoléon III. C'est l'hôtel de l'Avenue Montaigne qui fut donné à M. Magne et, en le recevant, un témoin, croyant que les libéralités impériales ne pouvaient avoir une limite, fit cette question spirituelle : Sire, est-il meublé ?...

Cette propriété fut achetée en 1867 par M. A. Moisset, qui l'a considérablement embellie.

C'est à l'influence de M. Magne que l'on doit l'exhaussement du quai qui porte son nom ; les dépenses de ce travail s'élevèrent à 25,000 fr.

Une autre résidence fort agréable, et une des plus belles villas d'Ablon, est celle de M. A. Marc, notaire à Paris, conseiller municipal d'Ablon, dont le bienveillant concours nous a été précieux pour l'illustration de cette monographie.

Cette propriété, figurant au cadastre sous le nom de « *La courre aux lièvres* », fut, pendant la guerre de 1870, le quartier général des Allemands, époque où elle appartenait aux héritiers de M. Sinet, ancien avoué à Paris.

Reconstruite en 1886, sous la direction de M. Pucey, architecte, l'habitation, d'un joli style inspiré du Louis XIII, domine la côte et jouit d'une vue variée et très étendue sur la vallée de la Seine et la vallée d'Yerres.

Quant à la maison dite la Baronnie, qui appartient à M. Ri-

vière et se trouve sur le quai, nous en avons dit quelques mots en parlant de Sully.

Parmi les personnes marquantes, venues se fixer à Ablon, nommons encore : MM. de Grézi, chevalier de Saint-Louis ; John Callon, d'origine anglaise, mort à Ablon le 28 juillet 1856 ; Henri Labergère, capitaine de cavalerie, chevalier de la Légion d'honneur, né à Lyon le 3 février 1775, mort à Ablon le 14 février 1856 ; le comte Frézals de Bourfaud, officier supérieur, qui a laissé une fille, mariée au comte de Failly, général de division, et un fils, ministre plénipotentiaire récemment décédé ; le comte de Fersen, membre de la Société d'horticulture de Paris.

Les habitants d'Ablon aiment encore à citer, avec un légitime orgueil, un des leurs, Jacques-Michel Coffin, fils de Michel-Robert Coffin, tonnelier à Ablon, et de Simone Aps. Né à Ablon le 27 septembre 1767, engagé sous la République, il parvint au grade de Lieutenant sous l'Empire, le 19 décembre 1806, et fut admis à la retraite le 2 janvier 1809. Par un arrêté du 10 prairial an XI, le Premier Consul lui accorda un sabre d'honneur, et il fut compris dans la première promotion de la Légion d'honneur.

Ses restes, transportés dans le cimetière d'Ablon, reposent sous la pyramide.

Dans les registres des états civils d'Ablon, nous trouvons, pour la première fois, le nom des Coffin mentionné, le 2 février 1733, à l'occasion du baptême de Jeanne Coffin, fille de Robert Coffin, tonnelier à Ablon.

Le *Moniteur* de l'année 1824, page 1336, mentionne que le célèbre violoniste Boucher vint à Ablon se faire entendre à la

messe de *Requiem* célébrée pour le repos de l'âme du roi Louis XVIII. Alexandre-Jean Boucher, né à Paris le 11 avril 1770, avait été nommé, après un fameux concours, l'*Alexandre des Violons*, ce qui fit dire à ses ennemis qu'il n'en était que le *Charles XII*. Mot satirique connu des artistes.

Le comte Louis-Emmanuel Corvetto, né à Gênes le 11 juillet 1756 et mort dans cette ville le 23 mai 1821, avait une maison de campagne à Ablon. Il fut attaché au ministère des Finances en 1815 et, le 28 septembre de la même année, lors de la retraite de M. le baron Louis, il fut ministre des Finances, grâce à l'influence de M. de Talleyrand. Actuellement une rue de Paris porte son nom.

Une pierre tombale du cimetière mentionne que Philippe-Joseph Desmoulin, *inventeur du Vermillon en France*, né à Paris en 1781, est mort à Ablon le 4 décembre 1827.

Son laboratoire, dont il écartait rigoureusement tout profane, était situé dans la maison attenant à la tour du vieux château, actuellement la propriété de M. V. Paillard.





EPILOGUE

Si Châteaubriand a dit que l'Histoire était un grand mensonge, Alexandre Dumas a prouvé que l'on pouvait en faire un roman. Il nous serait bien téméraire de critiquer ces maîtres ; mais cependant nous trouvons qu'il y a exagération dans leur pensée, l'équité historique devant être un devoir pour quiconque touche à l'histoire et l'imagination n'ayant rien à produire dans ce domaine.

Dans le cours de nos recherches historiques sur Ablon, nous avons tenu à être conforme à la vérité et si, dans cette simple étude, nous avons parfois négligé de joindre les preuves à l'appui de nos assertions, c'est uniquement parce que nous avons redouté de fatiguer le lecteur par des citations ingrates et trop multipliées.

Nous n'avons eu qu'une ambition, faire revivre le passé de notre pays, rattacher une page oubliée de notre histoire locale aux grands souvenirs de notre histoire nationale, et nous n'avons qu'un vœu, c'est l'espérance que notre génération continuera à fournir son humble page à la chronique de l'Ile-de-France, car l'histoire d'un village n'est jamais finie.

Cet avenir sera glorieux, nous n'en doutons pas ; la prospérité étant toujours réservée à ceux qui, dans leur sphère quelle quelle soit, savent, comme à Ablon, laisser de côté la politique de partis et se groupent pour marcher avec cette devise : Tout par Dieu, pour la Patrie et pour la Famille.



APPENDICE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.



ÉTAT

DES

RENTES APPARTENANT A LA CI-DEVANT FABRIQUE
D'ABLON ET D'ATHIS.

DEUX livres douze sols de rente, à prendre sur une maison, sise au village d'Athis, lieu dit la rue des Hardilliers.

Titre nouvel de ladite rente passé, devant Roux, notaire à Athis, le 15 mars 1696, au profit de ladite fabrique, par Jean Roux, vigneron, et sa femme.

Cette rente est due par François Devau, ci. 2 liv. 12 sous » den

Neuf livres de rentes foncière de bail d'héritage à prendre sur un demi arpent de terre en jardin, situé à Mons.

Titre nouvel de ladite rente, passé devant Michelin et son confrère, notaires à Paris, le 27 janvier 1743, par Pierre Leblond, vigneron, comme tuteur de ses enfants.

Cette rente est due par les héritiers de Jacques Hidiart, ci. 9 » » » » »

Treize livres de rentes foncière et de bail d'héritage à prendre sur trois quartiers de terre en une pièce sise au Terroir de Mons, lieu dit la Roquette.

Titre nouvel de ladite rente passé devant Michelin et son confrère, notaires à Paris, le 1^{er} février 1743, au profit de ladite fabrique, par Geneviève Gobert, veuve de Guillaume Lhuillier, tutrice

ABLON.

9

de ses enfants, Jean Lhuillier et autres lors propriétaires dudit jardin, ci. 13 » liv. » sous » den.

Six livres quatorze sols de rente perpétuelle constituée au profit [de ladite fabrique, par Jacques le Roy, boulanger à Longjumeau, et Elisabeth Andry, sa femme, par contrat passé devant M^r Bigot, notaire à Longjumeau, le 14 novembre 1610, à prendre sur une maison et dépendances, sises à Athis, Grande-Rue dudit lieu.

Point de titre nouvel, ci. 6 » 14 » » »

Trois livres cinq sols de rente, constituée par Etienne Chartier, au profit de Amelin, par contrat passé devant Lamy, notaire à Mons, le 26 août 1712.

Cette rente appartient à la fabrique au moyen du transport qui paraît lui en avoir été fait, soit par ledit Amelin ou ses héritiers.

On ne trouve ni le transport ni le titre nouvel, ci. 3 » 5 » » »

Quatre livres de rente, constituée par Conflant, vigneron à Athis, au profit de ladite fabrique, passé devant Labare, notaire à Athis, le 15 décembre 1614.

Point de titre nouvel, ci. 4 » » » » »

Douze livres de [rente perpétuelle, constituée par Duportier, maçon à Ablon, et Claude Aubry, sa femme, au profit de ladite fabrique, par contrat passé devant de Labarre, notaire à Athis, le 29 mai 1715 ; ladite rente à prendre sur une maison et dépendances, sise à Ablon, lieu dit la Grande-Rue, et sur autres pièces de terres désignées audit contrat.

Point de titre nouvel, ci. 12 » » » » »

Dix livres de rente perpétuelle, constituée par contrat passé devant Buton, notaire au Bourglareine, le 9 juillet 1715, ci. 10 » » » » »

Trois livres de rente, constituée par contrat passé devant La Bare, notaire à Athis, le 1^{er} juin 1715, au profit de ladite fabrique, par Nicolas Lemaire, vigneron à Mons, à prendre sur cinq quartiers de vignes, sis à Mons, lieu dit Caillot, et un demi arpent de vignes, sis audit terroir, lieu dit le pré Chambellan.

Point de titre nouvel. 3 -lic. 2 sous = den.

Trois livres de rentes, constituée par contrat passé devant ledit Labare, notaire à Athis, ledit jour, 7 juillet 1717, au profit de ladite fabrique par ledit Nicolas Lemaire, à prendre sur un demi arpent de terre sis terroir de Mons, lieu dit Le Collège, et sur un demi arpent de vignes, sis audit terroir, lieu dit les Jardins.

Point de titre nouvel, ci. 3 " " " " "

Cinq livres de rente, à prendre sur un arpent et demi quart de vignes, sis au vignoble de Viry.

Titre nouvel de ladite rente passé devant Lohin, notaire à Viry, le 9 décembre 1717, au profit de ladite fabrique, par Jean Hannard et Henri Lelatteux, vigneron à Viry, ci. 5 " " " " "

Six livres de rente, constituée au profit de Michel Temponnet, par Claude Brasseux, laboureur à Mons, et Philippe Delaunay, sa femme, La Brocière, notaire à Athis, le 1^{er} mai 1569, de laquelle rente Jacques Leblanc, vigneron à Ablon, était tenu comme détempteur d'un quartier de terre et de vigne, sis au terroir d'Ablon, laquelle rente a été transportée à ladite fabrique d'Athis, par acte passé devant Leroyer et son confrère, notaires à Paris, le 5 mai 1617, par les héritiers dudit Temponnet pour satisfaire à ses dernières intentions et en exécution d'une sentence du Châtelet de Paris, du 9 novembre 1616.

Point de titre nouvel, ci. 6 " " " " "

Quatre livres dix sols de rente, à prendre sur un demi arpent de vignes, sis au terroir d'Athis, constituée au profit de ladite fabrique par Nicolas Constant, vigneron à Athis, par contrat passé devant Labare, notaire à Athis, le 30 août 1719.

Point de titre nouvel ci. 4 " 10 " " "

Trois livres dix sols, à prendre sur sept quarts de terre et vignes, sises terroir de Mons, suivant le titre nouvel de ladite rente, passé au profit de ladite fabrique, par Denis Louvet, vigneron, et Jeanne Hédiart, sa femme, lors propriétaires, et cinq quarts

de terre, devant Tiroubroupe, notaire à Villeneuve-Leroy, le 16 janvier 1725, ci. 3 liv. 10 sous « den.

Trois livres huit sols quatre deniers de rente, à prendre sur un demi arpent de vigne, sis au terroir et vignoble d'Athis, lieu dit Grandrat ou Navet.

Titre nouvel de ladite rente, passé devant Lardy, notaire à Athis, le 19 mars 1747, au profit de ladite fabrique, par Charles Coutant vigneron, Marie Claude Coutan, veuve de François-Hédiart et autres héritiers de Antoine Coutan et Denise Menaget sa femme, lors propriétaires de ladite pièce de vigne. ci. 3 « 8 » 4 »

Treize livres quinze sols de rente perpétuelle, constituée au profit de la fabrique, par Allain, d'Estampes, vigneron à Mons, et Perrette Tursant, sa femme, par contrat passé devant Nottenu, notaire à Athis, le 6 décembre 1654.

Point de titre nouvelle, ci. 13 « 15 » « »

Dix sols six deniers de rente à prendre sur une quarte de vigne, au terroir dudit Athis, lieudit Lepont de l'Arche,

Titre nouvel de cette rente, passé devant Delahere, notaire à Athis, le 15 décembre 1662, au profit de ladite fabrique, par Jean Mahet, demeurant audit Athis, ci. » » 10 » 6 »

Huit livres six sols huit deniers de rente, constituée par contrat passé devant Delahere, notaire à Athis, le 17 février 1663, au profit de la fabrique, par Edme Esdiart, vigneron à Mons, et Catherine de la Folie, sa femme, à prendre sur un demi arpent et une quarte de terre et vignes, sis terroir d'Athis, lieu dit Petillour et Bourreau.

Point de titre nouvel ci. 8 » 6 » « 8

Six livres de rente annuelle et perpétuelle de bail d'héritage, à la charge de laquelle, par acte passé devant Delahere, notaire à Athis, le 12 février 1663, ladite fabrique a délaissé à François de la Foly, vigneron à Mons, un demi arpent de terre en plusieurs pièces, sises au terroir d'Athis, lieu dit Bertaux, trou la Vallée, les trois Ormes, les grands Soulsans.

Point de titre nouvel. 6 » liv. » sous » den.

Six livres treize sols quatre deniers de rente perpétuelle, constituée par contrat passé devant *Guillois*, notaire à *Ablon*, le 5 mai 1664, au profit de ladite fabrique, par *Jean Couten*, vigneron à *Athis*, à prendre sur une maison, sise audit *Athis*, Grande-Rue dudit lieu qui regarde le grand carefour près l'Eglise.

Point de titre nouvel. 6 » 13 » 4 »

Une livre de rente annuelle et perpétuelle de bail d'héritage, à prendre sur une maison et dépendances, sise à *Athis*, rue qui conduit dudit lieu à *Villeneuve-Leroy*.

Titre nouvel de ladite rente passé devant *Guillois*, notaire à *Ablon*, le 24 mai 1664, au profit de ladite fabrique, par *François Roux*, vigneron à *Mons*, lors propriétaire de ladite maison, ci. 1 » 2 » » »

Une livre deux sols de rente perpétuelle de bail d'héritage, à prendre sur une demi quarte de vigne, sise terroir de *Mons*, lieu dit la Croix de Feu.

Titre nouvel de ladite rente, passé devant *Guilloy*, notaire à *Ablon*, le 28 avril 1664, au profit de ladite fabrique, par *Marguerite Pillart*, veuve *Claude Bourtier*, vigneron à *Villeneuve-Leroy*, lors propriétaire de la pièce de terre, ci. 1 » 2 » » »

Une livre deux sols de rente perpétuel de bail d'héritage, à prendre et à recevoir, savoir : onze sols de *Pierre Letuelle*, vigneron à *Mons*, sur une maison, sise audit *Mons*; 5 sols 6 deniers de *Claude Cousin*, pêcheur à *Ablon*, sur un demi quartier de vignes, sis terroir de *Mons* lieu dit sous les Prés et 5 sols 6 deniers, par *Marie Fabritteau*, veuve de *Denis Flénaistre*, au nom et comme tutrice de ses enfants, sur une quarte de vigne terroir de *Mons*, lieu dit les Artailles, suivant le titre nouvel que les sus nommés en ont passé au profit de ladite fabrique devant *Guilloy* notaire, à *Ablon*, le 3 juin 1664, ci. 1 » 2 » » »

Six livres de rente et de bail d'héritage à la charge de laquelle, par acte passé devant *M^e Delahere*, no-

taire à Athis, le 27 mai 1666, ladite fabrique a délaissé à Nicolas Roux, vigneron audit Athis, un demi arpent de terre en une pièce, terroir d'Athis, lieu dit le Chemin des Plantes.

Point de titre nouvel, ci. 6 s liv. 6 sous den.

Trois livres cinq sols de rente annuelle et perpétuelle de bail d'héritage due par les héritiers d'Etienne Chartier, à prendre sur un demi arpent de vignes, en une pièce, sise au terroir dudit Athis, lieu dit Navet, qui avait été délaissé audit titre audit Chartier, par François Hamelin, par acte passé devant Lamy, notaire à Mons, le 26 août 1611, appartenant à ladite fabrique, au moyen du transport qui lui en a été fait par acte passé devant Nollean, notaire à Ablon, le 23 mai 1669, par Marie Delarue, veuve François Boisseau, comme exécutrice du testament de Catherine Charpentier, veuve de Nicolas de la Rue.

Point de titre nouvel, ci. 3 s 5 d d s

Deux livres dix sols de rente foncière, à prendre sur un quartier de terre et vigne en deux pièces, sis terroir de Villejuif, l'une d'un demi quartier, lieu dit le Colombier ; l'autre de pareille mesure, lieu dit Moulin ; ladite rente due par Nicolas Coutant, Lebrun, graveur en taille douce à Paris, au moyen de la vente qui lui en a été faite dudit quartier de terre à la charge de ladite rente, par contrat passé devant Decourchant, notaire à Montlhéry, le 30 septembre 1760, par Geneviève Thibault, veuve de Claude Housseau, vigneron à Montlhéry, en son nom et comme tutrice de ses enfants mineurs, ci. 2 s 10 d s d

Deux livres de rente perpétuelle de bail d'héritage, à prendre sur une quarte de vignes, terroir de Mons, lieu dit dessous les Jardins, due à ladite fabrique par les héritiers de Jean Baptiste Vautclé, de Villeneuve-Saint-Georges, au termes d'une sentence rendue en la prévôté dudit Villeneuve-Saint-Georges, le 9 juin 1731 qui les condamnes à les payer à ladite fabrique, les arrérages arriérés de ladite rente, à lui

en passer titre nouvel, et porte que faite par eux de le faire, ladite sentence en tiendra lieu, ci. 2 liv. 12 sous « den.

Dix livres de rente, due par Pierre Mozard, vigneron à Mons, transportée à ladite fabrique par Tousseint Delabarre, par acte passé devant Bernis, notaire à Athis, le 7 juin 1623, ci. 10 « » » » »

Deux livres dix sols de rente de bail, à prendre sur une maison sise à Mons, lieu dit tenant d'une part à Billard; d'autre à Marie Dupont; d'un bout à la Grande-Rue de Mons. Cette rente paraît due par les héritiers de Marin Jary, vigneron à Mons, suivant un titre nouvel qu'il en a passé devant le Jars, notaire à Athis, le 11 juin 1626. 2 « 10 « » » »

Six livres sept sols six deniers de rente annuelle et perpétuelle, à prendre sur plusieurs pièces, détaillée au titre nouvel de ladite rente, passé devant *Baron jeune, notaire à Ablon*, le 21 juin 1726, par Philippe Guillot, veuve de Etienne Dumont, en son nom et comme tutrice de ses enfants, ci. 6 » 7 » 6 »

Dix sols de rente annuelle et perpétuelle, à prendre sur un quartier de terre labourable, sis terroir de Mons, lieu dit Auvergne, suivant le titre nouvel qui en a été passé devant *Baron jeune, notaire à Ablon*, le 21 juin 1726, par Philippe Guillot, veuve de Etienne Dumont, vigneron à Mons, ci. » » 10 » » »

Deux livres de rente annuelle et perpétuelle, à prendre sur sept quarts de terre et vignes, sises terroir, de Mons et Ablon, désignées au titre nouvel de ladite rente, passé devant *Baron, notaire à Ablon*, le 2 octobre 1726 par Marin Addais, vigneron à Mons, en son nom et comme tuteur des enfants mineurs de Jacques Beguin et de Marguerite Marin, ci. 2 « » » » »

Sept sols de rente annuelle et perpétuelle, à prendre sur trois quartier de vignes sis terroir de Mons, détaillés au titre nouvel de ladite rente, passé devant *Baron, notaire à Ablon*, le 9 novembre 1726, par Pierre Pillard, vigneron à Mons, Philippe Guillot, veuve d'Etienne Dumont et autres, lors propriétaires desdits trois quartiers de vignes, ci. » » 7 » » »

Trente trois livres six so's huit deniers de rente annuelle et perpétuelle, constituée au profit de ladite fabrique, par contrat passé devant de la Croix et son confrère, notaires à Paris. le 27 janvier 1748, par Marin et Jean Adam, père et fils, vigneron à Mons, en leur nom et comme se faisant et portant fort de Claude Chenaux, femme dudit Jean Adam, à prendre sur quatre arpent et demi, sis terroir de Mons et de Villeneuve-Leroy, ci. 33 liv. 6 sous 8 den.

Six livres quatorze sols de rente annuelle et perpétuelle, à prendre sur une maison, circonstances et dépendances, sise à Athis, désignée au titre nouvel de ladite rente passé devant Le Jars, notaire audit Athis, le 2 décembre 1643, par Jacqueline Tirouge, veuve de Germain Huart, serrurier, audit Athis, lors propriétaire de ladite maison. 6 » 14 » » »

Douze livres de rente annuelle et perpétuelle, à prendre sur un demi arpent de vigne, située terroir de Mons et Ablon en deux pièces, détaillées au titre nouvel de ladite rente, passé devant Guyon, notaire à Ablon, le 29 juin 1643, par Pierre Martin, vigneron à Mons, et Marguerite Bert sa femme, lors propriétaires desdites pièces de terre, ci. 12 » » » » »

Deux livres seize sols sept deniers de rente annuelle et perpétuelle, à prendre sur une maison, circonstances et dépendances, sise à Mons, détaillé audit titre nouvel de ladite rente, passé devant Lejars, notaire à Athis, le 2 décembre 1643, par Pierre Dumont, vigneron à Mons, lors propriétaire de ladite maison, ci. 2 » 16 » 7 »

Vingt livres de rente, dont a été passé titre nouvel par devant Leclerc, notaire à Ablon, le 17 janvier 1575, par Abbel Eudde, vigneron, ci. 20 » » » » »

Sept livres trois sols de rente dont a été passé titre nouvel, le 27 août 1595, par Claude Mozard, ci. 7 » 3 » » »
 248 » 10 » 7 »

La Municipalité a rendu compte de sa gestion, examen fait de ce compte elle a reçu mille deux cent quarante trois livres dix huit sols six deniers. 1243 » 18 » 6 »

Elle a dépensé mille deux cent dix neuf livres						
huit sols six deniers.	1219	»	8	»	6	»
Reste vingt-quatre livres dix sols, ci.	24	»	10	»	»	»
Plus elle a reçu pour vente de son, farine en la						
maison de Chaudot, soixante-cinq livres deux sols.	65	»	2	»	»	»
Partant la Municipalité doit compte de quatre-						
vingt-neuf livres douze sols, ci.	89	»	12	»	»	»

Elle a porté son argenterie et son cuivre à la Convention Nationale.

Elle ne possède aucun immeuble.

Pour expédition :

Signé : Bertrand RANDOUIN.





CHRONOLOGIE DES PRIEURS

D'ATHIS ET D'ABLON.

L'AN 1140, Albert de Ver et sa femme, possédant, *sub manu laicali*, le patronat de l'église d'Athis, donnèrent aux chanoines de Saint-Victor de Paris cette église d'Athis avec ses dépendances et tous leurs droits sur la grande et la petite dîme du terroir ; du consentement de Raoul Bolle, premier suzerain du fief, et de Matthieu Bolle, son fils.

Le roi Louis VII par une charte, le pape Innocent II par une bulle, et l'évêque de Paris par une approbation confirmèrent cette donation.

(*Extrait des Annales de l'abbaye de Saint-Victor.*)

PRIEURS D'ATHIS ET D'ABLON

DONT LE NOM A PU ÊTRE RETROUVÉ :

PIERRE I, 1172.

GRATIEN, 1246.

PIERRE II, 1255.

GUILLAUME D'AUXERRE, 1269, nommé en 1281, abbé de Sainte-Geneviève, par le pape Martin IV.

HÉBERT, 1274.

JACQUES DE VANNES, 1276.

PIERRE III, 1282.

GILLES GACÉ.

MARTIN, 1338.

JACQUES II, DE VALLÉE. ...

PIERRE IV, DE CHEVERON, 1754.

RAOUL DE CORTONE, 1371.

SIMON PASQUIER, 1378.

BENOIST, 1380.

GUILLAUME II DE CIS, 1382.

GUILLAUME III D'ETAMPES, 1383.

MAHÉ.....

ANSELME JOLY, 1405.

PIERRE V JACQUELIN, 1409.

THÉOBALD PAYEN, 1420.

NICOLAS CLAUDEN, 1422.

HENRI DUBOIS, 1430-1436.

Jean Allegrin, né à Puiseux, 1436-1438.

GUILLAUME IV TUISSELET, né à Nemours, 1438-1444.

DENIS MOINEAU, devint prieur de Fleury, 1444-1446.

NICOLAS FABRI, 1446-1464.

ANDRÉ HAUSSELET, 1464-1470.

ROBERT HARARY, 1470-1481.

MATHUREN DE LA FOLIE, 1481-1484.

MICHEL GUINULT, 1489-1496.

GUILLAUME V ROCHETTE, 1496-1501.

ROBERT ARUNDEL, 1501-1504.

JEAN BORDIER, né à Paris, 1504-1514, devint abbé de Saint-Victor, et donna à l'ordre sa dernière perfection.

MARC DE GRANVAL, né en Belgique, 1514-1520, docteur en théologie, mort à Athis.

MICHEL LECOURT, 1520-1521, devint curé de Puiseaux.

JEAN BARDIN, 1521-1524, né à Puiseux où il fut curé, puis prieur conventuel, mort abbé de Saint-Victor, en 1541.

ANTOINE BONNOT, 1525-1531.

ROBERT BERTHE, 1531-1533, devint abbé d'Hiverneaux, près de Briec-Comte-Robert, élu abbé de Saint-Victor en 1542, année de sa mort.

JEAN BOUFFI, vint de Puiseux, 1533-1638, mort à Athis.

NICOLAS GRENIER, 1538-1547, fils d'Imbert Grenier, chambellan de Louis XII.

La Faculté de théologie fit imprimer ses 90 leçons. Devint prieur claustral de Saint-Victor, quand cette abbaye tomba en commende.

FRANÇOIS GRIM, né à Saint-Quentin, 1545-1552. Dernier prieur conventuel de Puiseaux. Ce riche prieuré, l'unique conventuel que possédait Saint-

Victor, fut supprimé pour faire la dotation de l'abbé commendataire en 1545.

DENIS-LAURENT PAUVERT, 1552-1567, mort à Athis.

MATHIAS TOUZET, né à Pontoise, 1567-1594, refusa 3 fois la charge de prieur claustral de Saint-Victor ; mort prieur de Fleury-en-Bierre, 1600.

CLAUDE COMBE, 1595-1621.

PIERRE BARTHÉLEMY, 1621-1628, conseiller et aumônier du roi, mort à Paris.

JEAN DE TOULOUSE, 1628-1636, devint prieur claustral de Saint-Victor.

JACQUES HOTMAR, 1636-1637, prieur curé de Saint-Guénault de Corbeil.

JEAN DE TOULOUSE (*itérim*), quitte le titre de claustral de Saint-Victor, revient prieur d'Athis 1637-1652, meurt en 1669. Auteur des *Annales de Saint-Victor*. MANUSCRITS de la Bibliothèque Nationale.

ROBERT DESQUARTIS, 1652-1666.

MICHEL LAUGEOIS, 1666-1701.

CHARLES DE LONGUEIL, 1701-1754, docteur en Sorbonne, devint prieur claustral ; mort en 1737, âgé de 90 ans.

BAILLARD, 1734-1740, docteur en Sorbonne.

JOSEPH DORAT, 1740-1743.

COUTET, 1743-1744, docteur en Sorbonne, mort en 1775.

NICOLAS HUET. 1744-1780.

JEAN-ROBERT QUILLET, 1780, mort en 1802 à Paris, docteur en Sorbonne.





III

PARIS, ANNÉE 1145.

Confirmation par Louis VII de la vente faite par Haimon, Fils de Albert de Ver à l'abbaye de Saint-Victor, pour le prix de 20 livres, de la Dime d'Ablon et de divers autres biens.

LUDOVICI Regis de venditione Haimonis, filii Alberti de Ver.
Justum est et rationabile ut conventiones vel donationes, quæ in regiâ præsentia fiunt, et ipsius regis præsentia majoris in posterum firmitatis et securitatis robur obtineant.

Ego igitur Ludovicus, Dei gratiâ, rex Francorum et dux Aquitanorum, id quod in nostrâ præsentia gestum est, notum fieri volumus tam posteris quam præsentibus, quod scilicet Albertus de Ver, qui apud *Athias manet*, cuidam filio suo militi, nomine Haimoni, Jerosolimam profecturo, rerum suarum quamdam portionem divisit, concedens ei ut inde faceret quicquid vellet; hæc sunt itaque quæ pater filio dedit apud *villam* quæ vocatur *Ablon* : quamdam decimam annone et vini et quicquid ibidem ad ecclesiam portionem possidebat; dedit etiam ei tam ibi quam alibi, VIII solidos et II denarios census et VI arpensos et dimidiam terræ arabilis.

Predictus vero Haimo omnia supradicto, quæ pater suus ei dederat, in præsentia nostrâ, ecclesie Sancti Victoris vendidit, et pro viginti libris in perpetuum habere concessit.

Pater autem ejusdem Haimonis, Albertus scilicet et frater ejus Mathæus, huic rei præsentibus fuerunt, et assensum præbuerunt, et etiam erga ecclesiam Beati Victoris hujus venditionis se esse *plagias*, fide interpositâ, concesserunt.

Illud quoque sciendum est, quod idem Haimo et pater et frater ipsius prænominati, qui præsentibus erant, vivâ voce, nos rogaverunt et mater etiam et

alii parentes, quid absentes erant, nobis rogando mandaverunt, quatenus hujus rei, quæ in præsentia nostrâ, facta fuerat, non solum testes essemus, sed etiam erga ecclesiam Sancti Victoris nos pro eis *plagiam* esse concederemus.

Nos autem precibus eorum, assensum præbuimus, et, *plagiam* nos esse concessimus; quod ne valeat oblivione deleri, scripto commendatum et sigilli nostri et auctoritate firmatum

Actum Parisiis publice in palatio nostro, anno Incarnati Verbi, M^o C^o XL^o V^o, regni nostri VIII^o, astantibus in palatio nostro quorum nomina substituta sunt et signa :

Sancti Radulfi, Viromandarum comites et dapifri nostri.

Sancti Guillelmi buticularii.

Sancti Mathæi constabularii.

Sancti Mathæi camerarii.

Data per manum Calurci cancellarii nostri.



IV

LETTRE DE FRANÇOIS I^{er}

AU CONNÉTABLE SIRE DE MONTMORENCY.

15 Novembre 1539.

MON COUSIN,

At aujourd'huy veu par votre lettre à Blois du 13^{eme} de ce moys, comme vous avez esté visiter Chambord et ay esté très-aisé que pour le mettre en bon estat pour la venue de l'Empereur (Charles Quint) vous ayez faict délivrer ces mains du contrérôlleur qui est par de là les deux mil livres que Babon escrivit dernièrement, comme j'ay veu par sa lecture quel estoit besoin d'y envoyer pour les employer les choses plus à plain déclarées en sa dicte lecture, daultant que avant qu'il y eust été pourvu d'icy comme me faictes sçavoir une partie de choses qui sont plus nécessaires seront faictes.

Au demourant, mon cousin, j'ay semblablement entendu par vostre dicte lecture l'arrivée du courrier de l'Empereur devers son ambassadeur estant avecques vous, et aussi veu la lecture de créance sur ledit ambassadeur que icelluy Empereur m'a escripte et tant par votre dicte lettre que aussi par celle de l'Esvesque de Laval, à moy adressant, que m'avez envoyé, entendu la cause pour laquelle, ledit siegneur Empereur faict passer en ses pays bas, le nombre de trois mil Espaignols dont les deux mil passeront par mer et les mil autres seront envoyez d'Italie par le marquis de Guasto, vous advisant que je vous sçay très bon gré de ce que vous avez desjà escript au mareschal Dannebault de m'advertir de bonne heure du chemeyn que tiendront lesdits Espaignols afin que aux endroictz par où ils passeront par mes pays, je puisse incontinent faire faire les despaches qui seront nécessaires pour leur faire délivrer vivres et logis pour leur passage en paient raisonnablement, ce que

je suisseur que le dit mareschal ne fauldra de fayre, suivant ce que je luy en ai aussi escript de mon costé il en veuille faire aultant par ses pais où ils pourront toucher, en passant vous advertissant que j'ay trouvé la réponse qu'avez faite à l'ambassadeur du dit Empereur touchant ledit passage très-bonne et selon mon vouloir..... Je vous advise, mon cousin, que je me fortifie tous les jours de plus en plus et de sorte que grâce à Dieu, il y a bien longtemps que je ne me trouvoy mieux..... Qui est tout ce què je puis vous dire pour le présent. Sinon que je ne veux oublier de vous donner adieu que je partys hier *après dînet d'Ablon* et viens prendre un bien grand fort grand cerf en Sénart, à la mort duquel je feuz aussitost sur mon traineau que les veneurs mesmes, et après m'en vins coucher à Corbeil, dont je suis aujourd'huy party, et m'en suis venu par eau en ceste ville faisant compte d'estre demain de bonne heure à Fontainebleau.....

Dieu, mon cousin, vous ayt en sa très sainte et digne garde.

Meleun le XV jour de Novembre mil VCXXXIX.

FRANÇOIS.

(Nous devons cette lettre à l'obligeance de M. George de Courcel.)





V

JOURNAL DE 1652.

 *Journal de 1652* dit que : « La nuit du 10 au 11 septembre 1652, Monsieur le Prince envoya des secours, comme il avait promis, au sieur de Montigny, lequel a été investi dans le *Château d'Ablon*, par le Vicomte de Monbas, gouverneur de Corbeil. Celui-cy ayant voulu entrer dans Melun a été refusé par les habitants et mesmes par ceux de Corbeil. »

Ce même *Journal de 1652* relate que : « Le vendredy 20 septembre 1652, quelques fourrageurs de l'armée des Princes furent pris par les ennemis ; mais Monsieur le Prince fit poursuivre lesdits ennemis jusques à Corbeil, d'où ils ne font plus courses si longues, depuis que Monsieur le Prince a fait faire un pont au-dessous d'Ablon et que le marquis de la Boulaye s'est saisi de Savigny, où il a cinq cents chevaux et de l'artillerie. Tous les jours l'armée du mareschal de Turenne se diminue, et luy ont été pris plus de quinze cents chevaux. »

Le Journal des Guerres civiles de Dubuisson Aubenay, tome II, page 288, mentionne que : « Le vendredi matin 13 septembre 1652, les gens de Turenne, passés à leur pont de Villeneuve-Saint-Georges, sont à Ablon, en chassent la garnison que le Prince de Condé y tenait et se rendent maîtres du château et cours, où le gentilhomme sieur de Montigny, brave huguenot, avait exactement resserré ses moissons bien conservées avec celle de ses paysans. »





VI

JOURNAL DU MARQUIS DE DANGEAU.

Mardi 18 Septembre 1763, à Versailles.

Le roi alla l'après-dînée à Marly et en revint à la nuit. Monseigneur partit de Meudon dans une nouvelle berline qu'il a fait faire ; on n'y peut être que deux, madame la princesse de Conty y étoit avec lui. Ils allèrent coucher à Fontainebleau, où le roi n'arrivera que vendredi. *Monseigneur le duc de Berry* partit aussi d'ici pour aller coucher à Fontainebleau et dîna en chemin à Ablon, chez M. de Canillac des Mousquetaires qui lui donna un magnifique dîner. »

Charles, duc de Berry, petit fils de Louis XIV, mort en 1714 à l'âge de 28 ans, n'est guère connu que pour avoir épousé la fille du régent, Philippe d'Orléans.





VII

ARRÊT

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI



ut fait défenses aux doyens, chanoines et chapitre de Notre-Dame de Paris, de percevoir aucuns droits de passage sur la rivière de Seine et par terre aux lieux et dans les Seigneuries de Mons et d'Ablon.

Du 3 Juin 1747.

(Extrait des registres du Conseil d'Etat.)

Vu par le Roi, étant en Conseil, les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt rendu en ce jour, le 29 août 1724, et autres rendus en conséquence par les doyens, chanoines et chapitre de l'église de Notre-Dame de Paris, se prétendant en droit de percevoir le passage dans les seigneuries de Mons et Ablon, généralités de Paris, savoir : Extraits collationnez contenant que par contrat passé le 13 septembre 1417 il appert que Guillaume d'Estouville a vendu aux doyens et chapitre de l'église de Paris la terre et seigneurie de Mons et d'Ablon avec ses appartenances et dépendances, et par expres les forages, rouages, et palages des bateaux, pouvant valoir chacun au cinq livres parisis. Parcils extraits contenant que dans les baux passez, le 4 février 1619, 27 novembre 1627, 8 janvier 1637, 3 mars 1645, 28 juin 1656, 28 avril 1664, 24 avril 1697, 10 mai 1715, 26 juin 1724, et 30 mars 1733, se trouvent compris les droits de rouage et forage dépendant de ladite seigneurie de Mons et d'Ablon. Conclusions du sieur Miboul, maître des requêtes, procureur général de Sa Majesté en cette partie. Vu aussi l'avis des sieurs Commissaires, nommez par l'arrêt du Conseil du 29 août 1724, et autres rendus en conséquence : Entendre le rapport du sieur Michault, con-

sciller ordinaire au Conseil royal, contrôleur général des finances, le Roi étant en son Conseil, conformément à l'avis desdits sieurs Commissaires, fait très expresses inhibitions et défenses aux doyens, chanoines et chapitre de Notre-Dame de Paris, de percevoir aucuns droits de passage, sous quelque dénomination que ce soit, sur les bateaux chargez de vins et d'autres marchandises passant, soit en montant ou descendant par la rivière de Seine, aux lieux et dans les seigneuries de Mons et d'Ablon, ni aucuns droits de passage par terre sur les voitures, bêtes de sommes, bestiaux, denrées et marchandises passant par lesdits lieux et dans l'étendue desdites seigneuries, à peine contr'eux de restitution des sommes qui auraient été exigées, d'une amende arbitraire au profit de Sa Majesté, et contre leurs fermiers ou receveurs d'être poursuivis extraordinairement comme concussionnaires et punis comme tels suivant la rigueur des ordonnances.

Fait en Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Bruxelles le trois juin mil sept cent quarante-sept.

Signé : PHELYPEAUX.





VIII

ARREST DU PARLEMENT

Qui homologue une Délibération des Habitans, Prieur, Vicaire & Marguilliers d'Ablon; une Sentence du Bailliage de Villeneuve-le-Roy & Ablon-sur-Seine : Ordonne que les Marguilliers d'Ablon fourniront seuls, exclusivement à tous autres, les Planches, Cables & Poulains nécessaires à la charge & décharge de toute espèce de Marchandises arrivantes & sortantes du Port d'Ablon. Et pour le Roulage & Encavage desdites Marchandises dans les Magasins, fait défenses aux Chargeurs & Déchargeurs, autrement dits Forts d'Ablon, & à tous autres, de se servir d'autres Planches, Cordages & Poulains à peine de 10 liv. d'amende, & de confiscation des Planches, Cordages & Poulains.

Du vingt-neuf Mars mil sept cent soixante-trois.

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre : au premier des Huissiers de notre Cour de Parlement, ou autre Huissier ou Sergent royal sur ce requis : sçavoir faisons, que vû par notredite Cour la Requête présentée par les Prieur, Vicaire & Marguilliers d'Ablon, à ce qu'il plût à notredite Cour homologuer la Délibération des Prieur, Vicaire, Habitans & Marguilliers d'Ablon du 11 Février 1742, & Sentence du Bailliage de Villeneuve-le-Roi & Ablon du 19 Avril audit an 1742, en conséquence ordonner que lesdites Délibération & Sentence seront exécutées selon leur forme & teneur, & que conformément à icelles les Marguilliers d'Ablon fourniront seuls, exclusivement à tous autres, les planches, cables & poulains nécessaires à la charge & décharge de toutes espèces de marchandises arrivantes & sortantes du Port d'Ablon, & pour le roulage & encavage desdites marchandises dans les magasins dudit Ablon ; faire défenses aux Chargeurs & Déchargeurs, autrement dit Forts dudit Ablon, & à tous autres, de se servir d'autres planches, cordages & poulains, que de ceux qui seront

fournis par ledits Marguilliers, & à tous autres d'y contrevenir sous peine de 10 livres d'amende contre chacun des contrevenans, & de confiscation des planches, cordages & poulains. Vû aussi les pièces attachées à ladite Requête signée, DE LA GUETTE, Procureur.

Ensuit la teneur des Délibérations et Sentences susdatées dont est question.

AUJOURD'HUI Dimanche onzieme jour de Février 1742, en l'assemblée tenue en la Chapelle d'Ablon, annexe d'Athis, issue des Vêpres, au son de la cloche, en la maniere accoutumée; furent présens M^{rs}. Joseph Dorat, Prieur d'Athis & Ablon son secours; M^{rs}. Jacques le Tavernier, Prêtre, Vicaire desservant ladite Chapelle d'Ablon; Germain Dauvin, Marguillier en charge; Antoine Bruslé, Etienne de la Noue, Jean-Baptiste Gury, Pierre Maran, Charles Salivat, Nicolas Marceau, Denis Fouquet, Claude Segourges, Jean Rozé, Jean Reglé, François Martin pere, Antoine Martin fils, Louis Ricard, Robert Coffin.

Tous Habitans dudit Ablon & de Mons, faisant la plus grande & saine partie d'iceux, tous Paroissiens de la Chapelle d'Ablon, annexe d'Athis.

Lefquels ont dit que par une Délibération des Marguilliers & Habitans dudit lieu d'Ablon, en date du 6 Janvier 1726, il auroit été arrêté & convenu entre eux :

Premièrement, que la Chapelle dudit Ablon fourniroit, à l'exclusion de toutes personnes, tant les planches nécessaires pour la charge & décharge de toute espece de marchandises arrivantes & fortantes du Port d'Ablon, que les poulains & cables nécessaires pour le roulage & encavage des vins.

Secondement, que les Chargeurs & Déchargeurs desdites marchandises de toutes especes, tant sur ledit Port d'Ablon que dans les caves, paieroient pour ladite planche à ladite Chapelle d'Ablon, comme si c'étoit un homme qui eût travaillé, c'est-à-dire, que s'il se trouve trois Déchargeurs, le gain fera à partager en quatre; que comme plusieurs des Chargeurs & Déchargeurs refusent de faire à ladite Chapelle d'Ablon le paiement tant des planches que du cable & poulain, qu'elle n'a jusqu'à présent cessé de fournir, tant pour la charge & décharge, roulage & encavage desdites marchandises; que le défaut de paiement fait un tort considérable à ladite Chapelle d'Ablon; que voulant qu'il fût tenu la main à ce que ledit paiement soit fait exactement, ils auroient fait faire recherche dans les minutes du Greffe & dudit lieu d'Ablon, de ladite Délibération & Sentence d'homologation; mais comme elles ne se sont trouvées au rang desdites minutes, cependant ils ont depuis retrouvé une expédition de ladite Sentence, qui homologue ladite Délibération signée en fin Triebouffe, & que ladite Délibération n'est pas au

long rapportée en icelle; ils ont unanimement consenti, arrêté & délibéré entre eux que ladite Chapelle d'Ablon continuera, conformément à ladite Délibération susdite, de fournir les planches tant pour la charge que décharge de toutes les especes de marchandises arrivantes ou sortantes du Port d'Ablon, ensemble le poulain & le cable, pour le roulage & encavage du vin.

Et que les Chargeurs & Déchargeurs continueront de payer pour le droit de la planche que fournira ladite Chapelle, comme si c'étoit un homme en sus qui eût travaillé avec eux; en sorte que s'ils ne font que trois, le gain sera à partager en quatre.

Que désirant, pour l'exécution de ladite Délibération, qu'elle soit homologuée en Justice, lesdits sieurs Curé & Marguilliers & Habitans ont par ces présentes constitué pour leur Procureur général & spécial la personne de X..... auquel ils donnent pouvoir de pour eux & en leur nom présenter Requête à M. le Bailli d'Ablon, ou M. son Lieutenant à fin d'homologation de la présente Délibération, pour être icelle exécutée selon sa forme & teneur, qu'il soit ordonné que ledit Dauvin, ses Successeurs Marguilliers de la Chapelle d'Ablon, annexe d'Athis, fourniront seuls, à l'exclusion de tous autres, les planches nécessaires pour la charge & décharge de toutes especes de marchandises arrivantes & sortantes du Port d'Ablon, ensemble les poulains & cables pour le roulage & encavage des vins; qu'il soit fait défenses à toutes personnes de troubler ledit Dauvin & ses Successeurs, à peine d'amende, dépens, dommages & intérêts, & que du produit des droits ledit Dauvin & ses Successeurs seront tenus d'en rendre compte en fin de chacune année à l'expiration de l'exercice de sa charge, & permis audit Dauvin, Marguillier, de faire publier & afficher où besoin sera la Sentence qui interviendra, laquelle sera exécutée nonobstant l'appel.

Car ainsi le tout a été arrêté & convenu entre les Habitans les jour & an que dessus, & ont lesdits sieurs Curé & Marguilliers signé avec nous, à la réserve desdits Martin pere & fils, Rozé, Ricard, Morcau, Rozé & Solvat, qui ont déclaré ne le sçavoir, de ce interpellés, suivant l'Ordonnance, ainsi qu'il est dit en la minute des présentes. Contrôlé au Bureau de Vitry-sur-Seine le 21 Février 1742, par DAVID, qui a reçu 12 sols. Signé, LARDY, Notaire, avec paraphe.

A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Jean-Jacques de la Guerre, Procureur au Parlement, Juge civil, criminel & de police du Bailliage & Châtellenie de Villeneuve-le-Roi & Ablon-sur-Seine, pour M^{rs}. Nicolas-Alexandre de Segur, Conseiller du Roi, Président à Mortier au Parlement de Bordeaux, Chevalier, Seigneur Châtelain desdits Villeneuve-le-Roi

& Ablon-sur-Seine : SALUT, sçavoir faisons, que vù la Requête à nous présentée par Germain Dauvin, Marchand de vin, Marguillier en charge de l'Euvre & Fabrique de la Chapelle de Notre-Dame d'Ablon, annexe de la Paroisse de Saint-Denis d'Athis, demeurant audit Ablon, à ce qu'il nous plût, vù l'expédition d'une Sentence rendue par M^e Pierre Bridou, Procureur au Parlement, lors Bailli desdits Villeneuve-le-Roi & Ablon, le 14 Janvier 1726, sur la Requête à lui présentée par Pierre Gibert, lors Marguillier en charge de ladite Chapelle d'Ablon, laquelle Sentence homologue une Délibération desdits Habitans d'Ablon du 6 dudit mois de Janvier, pour être exécutée selon sa forme & teneur, ordonne que ledit Gibert & ses Successeurs Marguilliers en charge de l'Eglise dudit Ablon fourniront seuls, & à l'exclusion de tous autres, les planches nécessaires pour la décharge des marchandises de vin & autres, arrivantes au Port dudit Ablon, & pour la décharge de celles qui en sortiront par bateau; fait défenses à toutes personnes de troubler ledit Gibert & ses Successeurs, à peine d'amende, dépens, dommages & intérêts; or donne que du produit des droits qui seront perçus au profit de ladite Fabrique, ledit Gibert & ses Successeurs seront tenus d'en rendre compte par devant lui en fin de chacune année à l'expiration de l'exercice de sa charge, permis audit Gibert de faire publier & afficher où besoin sera ladite Sentence, laquelle sera exécutée nonobstant l'appel, l'expédition de laquelle Sentence est signée en fin Triebrouffe, lors Greffier; l'expédition en papier de l'acte d'assemblée faite devant Lardy, Notaire desd. Villeneuve-le-Roi & Ablon, tenue par led. sieur Prieur, Curé, Vicaire, Marguilliers, Habitans d'Ablon, en ladite Chapelle d'Ablon au son de la cloche en la maniere accoutumée, par lequel il auroit été arrêté que la Chapelle d'Ablon, conformément à la Délibération & Sentence d'homologation d'icelle susdatées, continueroit de fournir, à l'exclusion de toutes personnes, les planches, poulains & cables nécessaires, tant pour la charge que décharge de toutes especes de marchandises arrivantes & sortantes dudit Port d'Ablon & des caves, & les Chargeurs & Déchargeurs continueront de payer le droit attribué à ladite planche, comme si c'étoit un homme en sus qui eût travaillé; qu'il soit fait défenses à toutes personnes de troubler le Demandeur & ses Successeurs, à peine d'amende, dépens, dommages-intérêts; que du produit desdits droits ils en rendront compte en fin de l'exercice de leur charge, & permis de faire publier la Sentence qui interviendra, même afficher partout où besoin sera, ladite expédition faisant mention que la minute est signée des sieurs Curé, Vicaire, Marguilliers & Habitans qui sçavent signer, & que ceux qui ne le sçavent ont déclaré ne le sçavoir, de ce interpellés, suivant l'Ordonnance, & signé en fin Lardy. Homologuer ladite Délibération desdits sieurs Prieur,

Curé, Vicaire, Marguilliers & Habitans dudit Ablon, faite en leur assemblée tenue le Dimanche 11 Février 1742, pour être exécutée selon sa forme & teneur, en conséquence maintenir ledit Dauvin audit nom & ses Successeurs dans le droit où ils sont de fournir, à l'exclusion de tous autres, les planches, cables & poulains nécessaires pour la charge & décharge de toutes espèces de marchandises arrivantes & sortantes du Port d'Ablon, & pour le roulage & encavage desdites marchandises dans les caves & magasins. Ce faisant, ordonner que les Chargeurs & Déchargeurs, autrement dit Forts soit d'Ablon soit de dehors, seront tenus de se conformer tant à la Délibération desdits Habitans d'Ablon & homologation d'icelle des 6 et 14 Janvier 1726, qu'à celle du 11 Février dernier, & suivant icelles continuer de payer au Demandeur audit nom & autres préposés de leur part, leur droit attribué à ladite planche, comme si c'étoit un homme qui eût travaillé, c'est-à-dire, que s'il ne faut que deux hommes à charger, décharger ou décaver des marchandises, ils en payeront pour le droit de planches, cables & poulains le tiers de ce qui leur sera octroyé pour le travail; fait défenses à toutes personnes de troubler le Demandeur audit nom & ses Successeurs, tant en la fourniture desdites planches, poulains & cables, qu'en la perception du droit y attribué, à peine de dix livres d'amende, dépens, dommages & intérêts, même de confiscation des planches, cables & poulains qui se trouveront avoir été fournis par d'autres que le Demandeur & ses Successeurs; ordonne en outre que tant les Marchands que les Mariniers, avant de faire charger ou décharger lesdites marchandises, même les Chargeurs & Déchargeurs, seront tenus d'avertir le Demandeur & ses Successeurs Marguilliers, de l'arrivée ou sortie desdites marchandises, à l'effet de fournir tant les planches pour la charge & décharge d'icelles, que les poulains & cables pour le roulage & encavage, aussi à peine de dix livres d'amende, & que du produit desdits droits le Demandeur & ses Successeurs en rendront compte en fin de l'exercice de leur charge auxdits sieurs Curé, Vicaire, Marguilliers & Habitans dudit Ablon; permettre de publier & afficher la Sentence qui interviendra partout où besoin sera, ordonner qu'elle sera exécutée nonobstant opposition ou appellation quelconques, ladite Requête dudit Dauvin. Conclusions du Procureur Fiscal : Nous homologuons ladite Délibération, en conséquence maintenons ledit Dauvin & ses Successeurs dans le droit de fournir exclusivement à tous autres les planches, cables & poulains nécessaires à la charge & décharge de toutes espèces de marchandises arrivantes & sortantes du Port d'Ablon; & pour le roulage & encavage desdites marchandises dans les caves & magasins dudit Ablon; en conséquence ordonnons que les Chargeurs & Déchargeurs, autrement dit Forts, soit dudit Ablon soit de

dehors, ne pourront se servir d'autres planches, cordages & poulains pour tout ce que dessus que de ceux qui seront fournis par ledit Dauvin audit nom & ses Successeurs, & pour le roulage dedit planches, cordages & poulains. Ordonnons qu'il sera payé comme si c'étoit un homme qui eût travaillé, en sorte que s'ils ne font que deux hommes à charger, il sera payé par chacun dedit deux hommes le tiers de ce qui leur aura été payé pour leur travail, & s'ils font trois le quart seulement. Faisons défenses à toutes personnes de troubler ledit Dauvin & ses Successeurs dans la perception dudit droit. & de fournir aucunes planches, cordages ou poulains pour lesdits chargemens & déchargemens, encavage & roulage, à peine de dix liv. d'amende contre chacun des contrevenans, & de confiscation dedit planches, cordages & poulains. Enjoignons à cet effet à tous ceux qui auront des marchandises à charger ou décharger, à faire emmagasiner ou encaver, même les Chargeurs & Déchargeurs, autrement dit Forts, d'avertir ledit Dauvin & ses Successeurs, & d'aller prendre chez lui & ses Successeurs Marguilliers dudit Ablon lesdites planches, cordages & poulains, à peine pareillement contre chacun des contrevenans de dix livres d'amende; ordonnons que du produit dedit droits ledit Dauvin & ses Successeurs en rendront compte annuellement en sortant de charge, tant au Curé dudit Ablon qu'au Marguillier qui succédera. Ordonnons que notre présente Sentence sera lue, publiée & affichée partout où besoin sera, & exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans y préjudicier. En témoin de ce nous avons fait sceller les présentes du scel ordinaire du Baillage & Châtellenie de Villeneuve-le-Roi & Ablon-sur-Seine, lesquelles furent faites & jugées audit Villeneuve-le-Roi le Jeudi dix-neuf Avril mil sept cent quarante-deux, par Nous Bailli & Juge susdit, l'Audience ordinaire tenante. Collationné. *Signé*, LARRY avec paraphe. Scellé lesdits jour & an que dessus aussi avec paraphe. *Et plus bas est écrit :*

Lû, publié & affiché en placard la Sentence ci-dessus & des autres parts à la principale porte & entrée de l'Eglise de la Chapelle dudit Ablon, à la requête dudit sieur X..... l'un des Marguilliers d'icelle, demeurant audit Ablon où il a élu son domicile, issue de la Grand'Messe paroissiale, ce jourd'hui Dimanche vingt-neuf Avril mil sept cent quarante-deux, les Habitans dudit Ablon en sortant en grande nombre suffisant, par moi Jean-Alexis Marcilly, Huissier à cheval au Châtelet de Paris, demeurant à Juvisy, soussigné, à ce qu'ils n'en ignorent. Dont acte. *Signé*, MARCILLY avec paraphe. *Et plus bas est écrit :* Contrôlé à Ablon le trente Avril mil sept cent quarante-deux, reçu neuf sols six deniers. *Signé*, BEAULIEU avec paraphe.

CONCLUSIONS du Procureur Général du Roi. OUI le rapport de M^e Claude Todert, Conseiller. TOUT considéré.

NOTRE DITE COUR a homologué & homologue ladite Délibération dedit Vicaire, Habitans & Marguilliers d'Ablon, ensemble la Sentence du bailliage de Villeneuve-le-Roi & Ablon des onze Février & dix-neuf Avril mil sept cent quarante-deux, pour être ledites Délibération & Sentence exécutées selon leur forme & teneur; en conséquence ordonne que conformément à icelles les Marguilliers d'Ablon fourniront seuls, exclusivement à tous autres, les planches, cables & poulains nécessaires à la charge & décharge de toutes espèces de marchandises arrivantes & sortantes du Port d'Ablon, & pour le roulage & encavage dedit marchandises dans les magasins dudit Ablon; fait défenses aux Chargeurs & Déchargeurs, autrement dit Forts dudit Ablon, & à tous autres de se servir d'autres planches, cordages & poulains que de ceux qui seront fournis par ledits Marguilliers, & à tous autres d'y contrevenir, sous peine de dix livres d'amende contre chacun des contrevenans, même de confiscations des planches, cordages & poulains. Mandons mettre le présent Arrêt à exécution selon sa forme & teneur, de ce faire et donnons pouvoir. Fait en Parlement le vingt-neuf Mars l'an de grace mil sept cent soixante-trois, & de notre Regne le quarante-huitième. Collationné, VENANT. Par la Chambre, DUFRANC.

L'an mil sept cent soixante trois, le vingt quatre Mai, l'une des fêtes de Pentecôte, issue de la grande messe de paroisse dite, chantée et célébrée en l'église d'Ablon, et la requête des sieurs Prieur, Vicaire et Marguilliers d'Ablon-sur-Seine, pour lesquels domicile est élu au dit Ablon en la maison & demeure du Sieur Vicaire du dit lieu. L'arrêt de Monseigneur de la Cour du Parlement du vingt neuf Mars dernier, les délibération et sentence sus-énoncée, dont de tout copie imprimée est de l'autre part ont été par moy Louis Cassan, greffier à cheval au Châtelet de Paris, résident à Villeneuve-Saint-Georges soussigné, signifiés, leus, publiés à haute et intelligible voye, et signifiés aux habitants dudit Ablon trouvés sortant de l'église du dit lieu par la principale porte au devant de laquelle je me suis expres transporté, où étaient les personnes de *François Gelaine, Germain Dauvin, Jean Baptiste Guay, Gabriel Desbordes, François Balu, Jacques Arnoux Etienne Neurat, François Le Roux, le nommé Benoit, Guillaume Jean Duchange, le nommé Genton, François Teillier*, et autres habitants en parlant à leurs personnes et encore pour eux tous en la personne de *Louis Masty*, leur procureur sindic; à ce que de toutes dits habitants et marchands et autres personnes n'en ignorassent ayant à s'y conformer sous les peines portées au dit arrêt. Dont acte, et j'ai aux dits habitants parlant que dessus

laissé pour eux coppie tant des dits arrêts, délibération et sentence que du présent es-mains dudit *Massy* leur procureur sindicq les dits jour et an.

CASSAN.

Contrôlé à Villeneuve Saint Georges,
ce vingt cinq mars 1763 Receu X s.
Tenu pour nuls un mot rayé.

LAMIRAULT.

L'an mil sept cent soixante trois le vingt-cinquième jour de May, à la requête de messieurs Prieur Vicaire et Marguilliers d'Ablon sur Seine pour lesquels domicile est élu au dit Ablon en la maison et demeure du Sieur Vicaire du dit lieu, l'arrêt de Nos seigneurs de la Cour du Parlement du vingt neuf Mars dernier, les délibérations et sentence sus-énoncés, dont du tout coppie imprimée est de l'autre part, ont été par moy Louis Cassan greffier à cheval au Chatelet de Paris résident à Villeneuve-Saint-Georges soussigné, affiché en pareil et semblable placard que le présent, scavoir une coppie à la porte de l'auditoire du dit Villeneuve-Saint-Georges, une à la porte du dit lieu, une à la porte et principale entrée de l'Eglise dudit Ablon, une au coin de la maison de ferme seigneuriale du dit Ablon donnant vis-à-vis et sur le port du dit lieu, une à la porte et principale entrée de l'Eglise de Villeneuve-le-Roy, une à la porte de l'auditoire du dit lieu, une à la porte et principale entrée de l'Eglise de Choisy-le-Roy, une au coin de la maison où demeure le fermier du bacq et passage du dit Choisy-le-Roy donnant vis-à-vis et sur le port du dit lieu, desquels lieux je me suis exprest transporté distance de ma demeure susdite de deux lieux à ce que nulles personnes n'en prétendent causes d'ignorance, aient à sy conformer sous les peines portées au dit arrest. Dont et de quoi j'ay fait et dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir en temps et lieux aux dits Sieur Prieur, Vicaire et Marguillier d'Ablon ce qu'il apartiendra, les dits jour et an que dessus.

CASSAN

Contrôlé à Villeneuve-Saint-Georges, le vingt sept may 1763 Rf. Xs. 25. Xs

LAMIRAULT.



IX

EXTRAIT

D'UN PROCÈS-VERBAL DU 14 NOVEMBRE 1757 POUR
LA MISE EN ADJUDICATION DE LA TERRE DE VILLENEUVE-LE-ROY
ET DE SES DÉPENDANCES.

Droits de la seigneurie d'Ablon.

La terre et seigneurie d'Ablon en Hurepoix, prévôté et Coutume de Paris, située proche et au-dessus de la seigneurie de Villeneuve-le-Roi, sur le bord de la Seine, est composée du fief d'Ablon relevant du Roy à cause de sa grosse tour du Châtelet de Paris, ayant moyenne et basse justice, la haute justice appartenant à Sa Majesté.

Plus a droit de patronage de la Chapelle en l'église d'Ablon; droits de cris, rouage, férage et dépendances; droits de place des moulins sur la rivière de Seine, près le sien nommé Courcelles, droits de pressoir banal sur dix à douze arpens de vignes aux termes de l'aveu et dénombrement des vingt-six et vingt-huit avril 1674; droits de se qualifier seul seigneur à titre universel d'Ablon, suivant une transaction et arrest d'homologation d'icelle des 22 août et 7 septembre 1725; droits de cens montant par année à 23 livres, 14 sols, 3 deniers.

Le domaine de la dite terre consiste dans ce qui reste de l'ancien château seigneurial, cour et jardins : sçavoir le restant de l'ancien bâtiment construit sur le bord de la dite rivière, simple en profondeur de cinq travées de longueur flanqué à son ancoignure vers Athis d'une tourelle, le tout élevé d'un rez-de-chaussée auquel on monte par une rampe de quinze marches et d'une tourelle en ardoises au plein pied dudit rez-de-chaussée, une cour pavée, en laquelle est une autre tourelle couverte de tuiles renfermant un

escalier. Le surplus de l'emplacement est occupé par la *cour de la ferme* ayant huit travées, élevée d'un rez-de-chaussée.

Le domaine de la terre d'Ablon consiste en 145 arpens, 33 perches; non compris les 2 arpents, 50 perches du même domaine joints à la petite ferme du château de Villeneuve-le-Roi, et 25 arpens aussi en fief du domaine de la terre de Villeneuve-le-Roi, et 15 arpens, 75 perches en censive des seigneurs de Crosne et de Draveil.

Plus le droit du Bac, port et passage d'Ablon, droit de pesche à la charge de 12 deniers parisis.

Fiefs mouvants de la seigneurie d'Ablon :

Sont mouvans en plein fief, foy et hommage de la ditte seigneurie, les fiefs situés à Paris, rue du Crucifix et rue Saint-Jacques de la Boucherie; le fief de l'image Notre-Dame de Liesse; le fief du Bourdon; le fief de la Cour Notre-Dame; le fief Saint-Georges ou de la Croix Blanche; le fief du Soleil d'Or; le fief des Trois Pucelles, dont sont mouvantes 7 à 8 maisons, et le fief de la Corne de Cerf.

De ces 8 fiets qui sont des arrière-fiefs du Roy, les 4 premiers sont possédés par la fabrique de Saint-Jacques de la Boucherie, qui pour raison d'iceux est obligée de donner *hommez vivant et mourant* aux seigneurs d'Ablon... La dite terre d'Ablon est chargée de 10 livres tournois de rente envers l'église de Saint-Gervais de Paris et de 8 livres 2 sols de rente envers la demoiselle Clément ou ses ayant cause.

Mis et apposé copie des présentes avec panonceaux royaux aux armes de France en tête d'icelle contre la porte d'entrée de ce qui reste de l'ancien château d'Ablon, et contre la porte de la ferme d'Ablon.

(Acte passé devant M^r Bessoumet, notaire au Châtelet de Paris, le 4 novembre 1757.)

(Communiqué par M. Soupault.)





X

LETTRE DE MADAME DE TENCIN.

Vos premières bontés, Monsieur, et l'humanité que je vous ay veu exercer dans un lieu, où on ne la connaissait presque plus avant vous, me font espérer que vous voudrez bien vous intéresser pour moy.

Je vous prie de parler à Monsieur le Cardinal pour qu'il me permette de retourner chez moy ; quoique je n'aye pas cessé d'être malade depuis que je suis à Ablon, je ne l'aye point importuné tant que mes maux ont été supportables ; mais depuis le 8 de septembre, je suis presque toujours mourante. Il se joint à une fièvre continue, avec des redoublemens, un embarras dans le foye, qui fait beaucoup craindre pour ma vie. Vous jugez bien que dans ces circonstances, j'ay besoin des secours spirituels et temporels dont je suis absolument privée icy.

Si Monsieur le Cardinal ne veut point s'en rapporter à moy, il pourra envoyer un médecin qui se convaincra facilement de la vérité de ce que j'avance.

Je suis actuellement dans le fort d'un redoublement après avoir essayé trois frissons dans la journée.

J'ay l'honneur d'être, Monsieur, avec beaucoup de respect, votre très humble et très obéissante servante.

DE TENCIN.

Ablon, 12 octobre 1730.

A Monsieur HÉRAULT, pour Son Eminence le Cardinal FLEURY





JOURNAL DE L'EMPEREUR GUILLAUME.

GUERRE DE 1870.

Le 5 octobre 1870, le grand quartier-général fut transféré à Versailles. Comme j'avais à faire huit milles avec mes deux faibles chevaux, je demandai congé pour cette matinée, et je partis de Lagny par la route la plus courte, pour Villeneuve-Saint-Georges où il fallait traverser la Seine.

Naturellement on avait fait sauter le beau pont de Villeneuve-Saint-Georges, mais comme partout, en pareil cas, un pont de bateaux allemand, construit à côté, semblait narguer cette destruction inutile et irréfléchie.

Le pont de bateaux était très solide, car il avait été construit pour supporter le matériel de siège, dont on parlait tant, et dont le transport ne s'effectuait d'ailleurs que beaucoup plus tard.

Sur l'autre rive, attendaient le prince royal, avec l'Etat-Major de la 3^e armée, et le général Tümpling, avec l'Etat-Major du 6^e corps.

Il me fallait défilier dans mon cabriolet de louage, sous les yeux de cette brillante réunion, le roi n'étant pas encore arrivé.

J'atteignis ainsi Villeneuve-le-Roi, situé plus haut, où (*propriété de M. Soupault*) un repas était préparé pour la suite de Sa Majesté dans le jardin du quartier-général du corps d'armée. Là, du haut d'une colline, on pouvait voir le souverain s'approcher... Avant d'arriver au village, il inspecta d'abord le bataillon de fusiliers du 22^e régiment d'infanterie, et une batterie à pied du 6^e régiment d'artillerie de campagne, puis il entra dans le jardin. (Bismarck accompagnait le roi.)

La table servie en plein air, les uniformes aussi brillants que nombreux, et une excellente musique militaire formaient un tableau pittoresque et des plus animés, sous les rayons d'un soleil aveuglant. De temps à autre, le

canon de Paris accompagnait de ses notes sourdes et menaçantes les fanfares éclatantes de la musique, parmi lesquelles la *Garde du Rhin* électrisa tous les assistants.

Le roi paraissait plein d'un entrain inaccoutumé; les rapports arrivant de tous les côtés et qui dépeignaient la situation étaient sans doute la cause de cette belle humeur.

Le déjeuner fini, on monta à cheval et on se rapprocha de Paris en passant par Orly, la Veille-Poste, Paray, Wissous, tandis que les équipages durent faire un détour considérable par les localités situées plus au Sud.

(Le roi de Bavière occupait la propriété de M. Noël.)

(Louis Schneider, traduit de l'allemand par Ch. Rabany.)





TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	VII
------------------	-----

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES D'ABLON.	I
---------------------------	---

CHAPITRE DEUXIÈME

SEIGNEURIE ET FIEF D'ABLON.	9
§ 1 ^{er} . — Les Seigneurs d'Ablon.	9
§ II. — Les Bénéficiaires du fief d'Ablon.	30

CHAPITRE TROISIÈME

ÉGLISES D'ABLON ET COUVENT DES CÉLESTINS.	45
§ 1 ^{er} . — Ancienne Église.	45
§ II. — Nouvelle Église.	52
§ III. — Couvent des Célestins.	60

CHAPITRE QUATRIÈME

LE PROTESTANTISME A ABLON.	65
§ 1 ^{er} . — Temple d'Ablon.	65
§ II. — Sully à Ablon.	83

CHAPITRE CINQUIÈME

ÉPISODES DE LA FRONDE A ABLON.	95
--	----

CHAPITRE SIXIÈME

ABLON PENDANT L'INVASION DE 1870.	99
§ 1 ^{er} . — Passage des troupes	99
— Les Ambulances à Ablon.	105

CHAPITRE SEPTIÈME

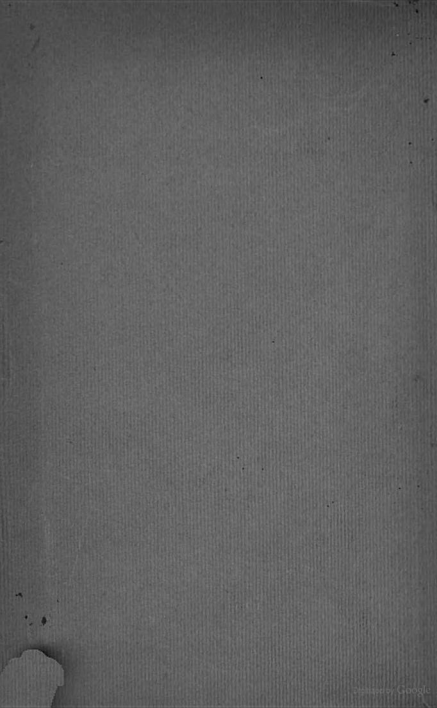
VILLAGE D'ABLON.	111
§ I ^{re} . — Population.	111
§ II. — Mairie.	114
§ III. — École.	117
§ IV. — Chemin de fer. — Barrage.	120

CHAPITRE HUITIÈME

ABLON ET SES CÉLÉBRITÉS.	125
ÉPILOGUE.	131
APPENDICE. PIÈCES JUSTIFICATIVES.	133







This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine is incurred by retaining it
beyond the specified time.

Please return promptly.

56 79613
APR 2, 1977
CANCELLED

Fr 7011.16
Abion-sur-Seine;
Widener Library

002897608



3 2044 087 919 031